

UNE MÈRE ÉCROUÉE À ORAN

Elle avait attaché sa fille de 7 ans avec une chaîne

Lire l'article de K. Assia page 4



COVID-19

Durcissement des mesures de confinement

Lire l'article de Zahir Mehdaoui page 3



Ph.: Rachid K.

Notre supplément
AUTOUR DU MONDE
Avec la collaboration de
P. 11 à 14
PROJECT SYNDICATE
AN ASSOCIATION OF NEWSPAPERS AROUND THE WORLD

Comment le Covid-19 est en train de transformer l'industrie
PAR DALIA MARIN
Directrice du Centre d'économie internationale à l'Université de Munich et chercheuse au Centre de recherche sur les politiques économiques

L'Afrique peut-elle résister au Covid-19 ?
PAR DENIS CHOPERA
Médecin virologue et directeur administratif de programme pour le réseau d'excellence en recherche sur la tuberculose et le VIH en Afrique subsaharienne (SANTHE), basé sur l'Institut de recherche sur la santé en Afrique

Inadéquation de la formation des jeunes Africains, quelle solution ?
PAR HANAN MORSY
Directrice du département de politique macroéconomique, de la prévision et de la recherche de la Banque africaine de développement

Une révolution des données pour tous
PAR MICHAEL FROMAN¹ ET RAJIV SHAH²
1- Délégué commercial général des États-Unis durant l'administration du président Barack Obama
2- Président de la Fondation Rockefeller

SÉTIF

Décès d'une infirmière du Covid-19

P. 2



Le général-major Omar Tlemsani, nouveau commandant de la 4^e Région militaire

P. 4



LES QUESTIONS DE MÉMOIRE, LA SITUATION EN LIBYE ET AU SAHEL

Tebboune reçoit un appel de Macron

Lire l'article de R. N. page 4

Coronavirus : le cercle se referme

Tahar Mansour

Depuis le début de la pandémie, les appels à l'application des règles de précaution et d'hygiène se faisaient entendre à travers tous les canaux, médias et autres. Pendant plus de deux mois, on n'a pas cessé de tirer la sonnette d'alarme, mais les différents appels se sont perdus au milieu de la cacophonie insurrectionnelle de citoyens qui n'avaient pas compris le danger ou qui n'ont trouvé personne pour leur expliquer de manière simple ce qui se passait. C'était seulement la peur, une peur de l'inconnu dopée par un battage médiatique incessant qui a poussé nombre d'entre nos concitoyens à observer les règles de santé préconisées par les responsables politiques et sanitaires.

Dès que le nombre d'infections a commencé à baisser, les gens ont accompagné le mouvement et ont baissé eux aussi leur garde, permettant au virus de revenir, plus puissant que jamais. Depuis l'allègement obligé et obligatoire des mesures de confinement dans plusieurs wilayas, c'est comme si c'était plutôt une levée complète que nous vivons. A peine si un nombre restreint de personnes portaient les masques de protection, la circulation des personnes et des véhicules était sans arrêt de jour comme de nuit, tout le monde a oublié que le confinement était encore de mise entre 20h et 5h le lendemain.

Petit à petit, le nombre de cas confirmés d'infection au Covid-19 a pris une courbe ascendante jusqu'à atteindre l'inimaginable il y a à peine un mois. Devant ces nombres trop élevés, la peur a commencé à reprendre le dessus, les questions ont repris sur le pourquoi et le comment de la chose et les discussions tournaient toujours autour de cela : comment faire pour échapper à une éventuelle contamination ? Bien sûr, nous nous lamentons sur le sort de tous ceux qui ont chopé ce maudit virus, nous leur souhaitons une prompte guérison, surtout ceux que nous connaissons mais, il faut le dire, chacun essaie de se prémunir lui et sa famille avant tout. C'est déjà une bonne chose mais il faut observer les mesures prises par les autorités concernées et s'y conformer en tout temps, pas seulement quand nous nous trouvons en face d'un policier ou d'un gendarme.

C'est en effet ce qui arrive pour un très grand nombre de commerçants, le masque est déposé n'importe où, mais à portée de la main et l'œil est aux aguets pour surveiller l'arrivée possible

d'un policier et là, s'empresse de mettre le masque pour éviter de payer une amende, comme si notre santé était moins précieuse que notre argent ! Vous trouvez à l'entrée de tous les magasins des notes écrites à la main ou imprimées exigeant le port de masque avant d'entrer mais personne ne l'applique avec, en plus, une promiscuité dangereuse que personne ne semble remarquer, mieux encore, on vous regarde de travers dès que vous vous éloignez de votre vis-à-vis. Nous ne parlerons pas du lavage des mains, de l'utilisation du désinfectant, des précautions à prendre avec les produits alimentaires que nous consommons tels quels.

RÉDUIRE LES DÉPLACEMENTS

L'interdiction de circuler entre les wilayas est beaucoup plus une mesure pour faire peur aux gens qu'autre chose mais cela aura certainement des retombées bénéfiques sur le comportement des gens et, de là, sur le nombre de cas de contamination mais il y a une mauvaise compréhension de la mesure. A défaut d'explications concrètes et claires de la part des autorités concernées, le texte demeure flou et, même à la relecture, nous sentons qu'il y a quelque chose qui manque. Est-ce exprès, cela ne pourra qu'ajouter à la confusion et à l'incompréhension de la part des citoyens et des agents chargés de l'application. Déjà, il n'est pas précisé si les véhicules chargés de l'approvisionnement en matières de première nécessité sont autorisés à circuler ou non, même si cela est laissé à l'appréciation du wali, les gens pourraient s'empresse de rafler tout ce qu'ils trouvent et nous allons nous retrouver devant des situations autrement plus dangereuse à cause des chaînes devant les magasins et les épiceries. En plus, cela pourrait pousser certains énergumènes à pratiquer de la rétention et faire monter les prix, ce qui engendrera aussi d'autres comportements anti-santé.

Un bulletin d'explication serait le bienvenu de la part du Premier ministre pour expliquer au mieux ces mesures destinées normalement à réduire le déplacement des gens sans aucune raison et couper ainsi la chaîne de transmission. Il y a des maladies chroniques qui ont des rendez-vous importants, il y a des travailleurs qui ne peuvent s'absenter sans risquer de perdre leur place, il y a beaucoup d'exceptions qu'il faudrait préciser et autoriser à circuler en les obligeant à se conformer strictement aux mesures mises en place.

Sétif Décès d'une infirmière du Covid-19

Une infirmière en poste à l'établissement public hospitalier de santé de proximité (EPSP) de la commune d'Ain El Kébir (27 km au nord de Sétif) est décédée la nuit du mercredi à jeudi suite à une infection au nouveau coronavirus, a-t-on appris des responsables du secteur.

Agée de 48 ans, l'infirmière est décédée au service de réanimation du CHU Mohamed Abdennour Saâda où elle avait été admise mardi après la dégradation de son état de santé, a-t-on souligné de même source. La défunte qui sera inhumée après la tenue d'un rassemblement de recueillement à sa mé-

moire et l'accomplissement de la prière mortuaire dans la cour du CHU, se trouvait au premier rang de la lutte contre le coronavirus depuis son apparition dans la wilaya, selon la même source.

Ce décès est le second en 24 heures dans les rangs des blouses blanches après celui du chef du service des urgences du même CHU, inhumé hier mercredi au cimetière Sidi Hidar de Sétif.

Le directeur de la santé et de la population de wilaya, Salim Rekam, avait fait état dimanche, dans une déclaration à l'APS, de 155 cas de la Covid-19 enregistrés parmi les personnels du secteur de la santé ayant fait deux décès.



Ph.: Rachid K.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

La maladie et le mal inné

La crise sanitaire due à la pandémie de la maladie à coronavirus (Covid-19) est-elle en train de faire naître un sentiment de malaise psychique généralisé au sein du personnel soignant dû à l'anticipation du danger réel de contamination et autres circonstances aggravantes ?

L'afflux de malades vers les hôpitaux enregistré ces derniers jours, le manque d'équipements par faute d'une organisation efficace de la logistique, la propagation des contaminations au Covid-19 au sein des personnels de la santé, atteignant la barre de 1700 cas depuis le début de la pandémie, dont de nombreux malades qui ont succombé, sont des signes annonciateurs d'une autre crise dans les hôpitaux à laquelle il faut remédier en urgence. Les pouvoirs publics, conscients de la gravité de la situation, ont fait appel à la mobilisation des professionnels de la santé en activité hors des hôpitaux et à la mobilisation d'un nombre croissant de lits dans les établissements hospitaliers, pour parer au plus pressé face à cette propagation inquiétante de l'épidémie au sein de la population.

Mais le volet relatif à la prise en charge psychologique des médecins, des infirmiers, des agents et autres ambulanciers, de cette armée blanche, selon une qualification née avec la pandémie, au front de la lutte contre le Covid-19 depuis près de quatre mois, reste le parent pauvre dans cette stratégie. Sous certaines conditions difficiles et prolongées tout être humain serait exposé à des états dépressifs. Bien sûr, le soutien matériel, dont la dotation du personnel dans les unités Covid-19 en équipements spécialisés en quantités suffisantes, l'amélioration salariale et la récente décision d'une couverture spéciale en matière d'assurances des concernés, resteraient des obligations à

valoriser, mais la prise en charge sur le plan psychologique reste des plus défaillantes. Le bouleversement de la vie quotidien-

ne, familiale et sociale, ainsi que la peur d'être contaminé ou de contaminer un proche et la stigmatisation sociale due à cette considération, le haut niveau de stress au travail et la multiplication des cas atteints au Covid-19 sont des risques avérés d'anxiété, de dépression et d'épuisement physique et moral contre lesquels les professionnels de la santé se trouvent désarmés, voire plongés dans une profonde solitude.

Au bout, certains spécialistes affirment même que cet environnement fait courir aux soignants des risques pour leur santé mentale. Des pays dotés de systèmes de santé très performants ont été confrontés à cette dure réalité qu'est « la vulnérabilité des soignants à la souffrance psychologique » et n'ont trouvé comme solution immédiate qu'à faire preuve de soutien moral des autorités et des populations envers les professionnels de la santé au

front de la lutte contre la propagation du Covid-19. Ailleurs, des populations confinées ont trouvé moyen de faire parvenir aux soignants leur soutien en pointant dans leurs fenêtres à 20 heures avec les applaudissements nourris à « l'armée blanche », alors que chez nous, malheureusement, certains énergumènes enfoncent le clou en agressant les soignants sur leur lieu de travail ! Au-delà de la considération sociale qu'on leur doit, et qui ne se demande pas, les soignants comptent seulement sur le respect des règles de prévention, pour faire

baisser la pression sur les établissements hospitaliers. Est-ce trop demander de tenter de sauver les autres de la maladie et de leur mal inné, l'incivisme, l'égoïsme et l'esprit chaotique ?

Oran

34 personnes interpellées lors d'un anniversaire dans un hôtel

Les éléments de la sûreté de lair d'Ain El Turk (Oran) ont appréhendé 34 individus ayant transgressé les mesures de confinement sanitaire en célébrant un anniversaire, au niveau d'un hôtel, a-t-on appris vendredi auprès de ce corps de sécurité. L'opération a eu lieu, jeudi soir, suite à des informations faisant état de

l'organisation, durant la période de confinement sanitaire (20H00 à 05H00 du matin) d'une fête d'anniversaire au niveau d'un hôtel dans la commune d'Ain El Turk. Les policiers ont appréhendé 34 personnes des deux sexes, âgés entre 20 et 30 ans et saisi des boissons alcoolisées et des équipements de musique utilisés

durant cette soirée. Les mis en cause ont été entendus au siège de la sûreté de lair. Un dossier judiciaire a été ouvert à l'encontre du propriétaire de l'hôtel avec une proposition de fermeture de l'établissement.

La même source précise que les mis en cause seront présentés prochainement devant la justice.

Le Quotidien
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E. Quargla: S.I.A.

Diffusion: Quest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél.: 021.64.96.39 - Fax: 021.61.71.57
Pub Tél.: 021.64.96.44**Rédaction Constantinoise**
Tél.: 031.92.12.11
Fax: 031.92.12.22

Covid-19 Durcissement des mesures de confinement

Le chef de l'Etat a instruit le gouvernement afin de durcir les mesures de confinement pour trois autres wilayas où la situation sanitaire est devenue, ces dernières semaines, très préoccupante du fait de la propagation du coronavirus.

Zahir Mehdaoui

Au cours d'une séance de travail consacrée à la situation sanitaire dans le pays, à la lumière de la hausse du nombre de cas de la Covid-19, dans plusieurs wilayas, le président de la République a exprimé son inquiétude face au nombre croissant des cas de contamination, ce qui a induit une saturation des structures sanitaires, dans certaines wilayas, aggravée par une mauvaise répartition des moyens entre hôpitaux, notamment en termes de nombre de lits disponibles. Une situation qui s'est répercutée sur la qualité de la prise en charge des malades. Exprimant son étonnement face à une telle situation en dépit de la disponibilité de lits, le président de la République a cité le cas de la capitale où, sur les 5.700 lits que totalisent les 13 hôpitaux, 643 lits seulement sont réservés aux malades du Covid-19. Après avoir rappelé, également, la disponibilité de tous les équipements médicaux nécessaires à l'industrie pharmaceutique et l'augmentation notable du nombre de laboratoires et de moyens de dépistage, le Président Tebboune a affirmé que si la responsabilité des gestionnaires locaux était établie, en raison de l'absence de coordination entre eux, et parfois même avec leur tutelle, il n'en demeure pas moins qu'elle est partagée avec les citoyens, qui n'observent pas les mesures de prévention, suivies de par le monde. Relevant deux tendances dans la société : une catégorie de citoyens qui plaide pour le renforcement des mesures, voire pour un reconfinement total et une autre qui s'obstine dans la négligence des mesures préventives, le Président Tebboune a ordonné la révision de la stratégie de communication, basée sur la simple énonciation des chiffres. Une stratégie, a-t-il estimé, qui doit plutôt s'appuyer sur des explications plus pertinentes à travers les Radios locales et des messages plus éloquents pour sensibiliser les citoyens aux dangers du non-respect de la distanciation physique et des mesures de prévention dans les lieux de rassemblement.

Il a réitéré, dans ce sens, ses instructions de durcissement des sanctions, à l'encontre des contrevenants. Par ailleurs, le président de la République a appelé à adopter une stratégie permettant la prise en charge des malades dans leurs wilayas pour désengorger les établissements hospitaliers à grande affluence. En conclusion, le président de la République a mis l'accent sur l'impératif de se référer aux sources officielles et de ne pas céder à l'alarmisme et aux rumeurs tendancieuses visant à alimenter la panique au sein de la population. Après débat des exposés présentés par les cinq walis de la République, il a été décidé les mesures suivantes afin de garder la situation sous contrôle :

- Institution d'une assurance spéciale, à la charge de l'Etat, en faveur de tous les médecins et autres personnels de la Santé publique, directement concernés par la lutte contre la pandémie.
- Autorisation à l'ensemble des laboratoires, publics et privés, à effectuer les analyses de dépistage de la Covid-19, en vue de réduire la pression sur

l'Institut Pasteur et ses annexes dans toutes les wilayas.

- Implication des comités de quartiers et des associations de la société civile, dans les initiatives des walis pour l'encadrement des citoyens.
- Octroi aux walis des prérogatives de réquisition des moyens disponibles pour une exploitation optimale.
- Consolidation des stocks permanents de moyens de dépistage et d'oxygène médical avec un suivi quotidien dans chaque wilaya.
- Interdiction pour une semaine, à compter de ce vendredi, de la circulation routière, y compris des véhicules particuliers, de et vers les 29 wilayas suivantes : Boumerdès, Souk Ahras, Tissemsilt, Djelfa, Mascara, Oum El Bouaghi, Batna, Bouira, Relizane, Biskra, Khenchela, M'sila, Chlef, Sidi Bel Abbès, Médéa, Blida, Bordj Bou Arreridj, Tipaza, Ouargla, Bechar, Alger, Constantine, Oran, Sétif, Annaba, Bejaia, Adrar, Laghouat et El-Oued.
- Interdiction, à compter de vendredi, du transport urbain public et privé durant les week-ends dans les 29 wilayas impactées.
- Désinfection des rues et marchés, plusieurs fois par jour,
- Réquisition des médecins des entreprises et sociétés en arrêt d'activité, en contrepartie d'incitations financières, le cas échéant.

«RECONFINEMENT»

Le président de la République après consultation du Comité scientifique de suivi de la pandémie du coronavirus a décidé de «renconfiner» la wilaya de Ouargla, dans sa totalité et des communes de Tipaza et El-Tarf.

En effet un confinement partiel est imposé à compter d'aujourd'hui, samedi, de 17h00 au lendemain à 05h00, dans toutes les communes de la wilaya de Ouargla pour une durée de quinze (15) jours, dans le cadre du renforcement des mesures préventives contre l'expansion de la Covid-9, indique jeudi, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. Un confinement partiel est, en outre, imposé à compter d'hier, vendredi, de 13h00 au lendemain à 05h00, dans dix (10) communes de la wilaya de Tipaza pour une durée de dix (10) jours, selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. Cette mesure concerne les communes suivantes : Tipaza, Nador, Aïn Tagourait, Koléa, Hattatba, Meurad, Hadjout, Khemisti, Bourkika et Bousmail, ajoute la même source. Ce confinement partiel impliquera « un arrêt total » de toutes les activités commerciales, économiques et sociales, y compris la suspension du transport des voyageurs et de la circulation des voitures, précise le document. Un confinement partiel d'une durée de 15 jours a été décidé, dans le même cadre, à compter de ce vendredi, de 19 h à 5h, dans les 2 communes d'El Kala et Echatt (wilaya d'El Tarf), indique également, jeudi, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.



Ph.: APS

Raina Raïkoum

Beghdad Mohammed

Entre la liberté de réfléchir et l'interdiction de penser

Au début des années 1900 (début du XXe siècle), au temps de la France coloniale, presque toutes les villes d'Algérie disposaient de leurs propres journaux qui sortaient au moins une fois par semaine, même pour les plus petites d'entre elles de niveau arrondissement (daïra d'aujourd'hui). Par exemple, une ville comme Relizane (un village de la taille de nos villages actuels) avait plusieurs titres : Le Réveil de Relizane, Le Progrès de Relizane, L'Echo de la Mina, Le Petit Relizanais, L'Avenir de Relizane, La Riposte et peut-être d'autres si on fouille bien dans les archives.

En feuilletant, ces jours-ci en cette période de semi-confinement, quelques-uns de ces numéros, je me suis aperçu que les candidats aux élections municipales, régionales ou nationales de la ville de Relizane durant cette période coloniale s'affrontaient avec des programmes à l'appui qui apparaissaient dans ces journaux pour... les Européens qui savaient lire, écrire, réfléchir et savoir voter. On n'omettait pas d'intégrer quelques faades autochtones acquises à leur cause, pour la plupart formatées pour garnir leur factice démocratie à sens unique.

Quant à la quasi-totalité des Algériens de souche, ils étaient considérés comme des serfs, des indigènes taillables et corvéables à volonté. La politique, les affaires des villes, de la campagne, de l'Algérie ne les concernaient point. Leur nombre en soi est incompatible avec la démocratie qu'ils ont établie. La « lutte » démocratique n'était destinée qu'entre les colonisateurs et le bâton était l'emblème pour dresser l'indigène qui osait remettre en cause l'ordre établi. Il ne devait son existence que pour acquiescer et glorifier la colonisation positive. D'ailleurs, il n'avait pas d'avis à émettre. Le silence absolu et la bouche cousue lui étaient prescrits à jamais.

Faire accéder les autochtones à l'éducation était un danger pour la France coloniale. C'était en faire d'eux des dangers permanents et engager l'Algérie colonisée dans des périls une fois qu'ils goûteraient à ses bienfaits, surtout au vu de leur nombre et les éveillerait à revendiquer des droits et pourquoi pas leur indépendance tant qu'on y est ? Les intégrer dans leur démocratie, c'est remettre en cause l'ordre colonial car l'issue du scrutin leur serait fatale. C'est la raison pour

laquelle ils avaient inventé, par la suite, le second collège où la valeur de la voix d'un Européen valait dix voix celle d'un autochtone !

Le peu d'Algériens qui avaient réussi à passer les trames du filet du savoir, avec

simplement des niveaux de certificats d'études primaires, sont arrivés à réveiller et à sensibiliser leurs frères (pour la majorité d'entre eux des illettrés) à prendre conscience de leur destin. Pour vous dire que tout doit passer par l'école et l'éducation. Ceci restera valable encore plus de nos jours et jusqu'à l'éternité.

Lorsque l'Algérie a acquis son indépendance, les Français continuent encore, à distance, à penser que la démocratie dans des pays comme le nôtre représente toujours un danger pour leur avenir et qu'on doit rester éternellement sa zone d'influence, sa chas-se gardée. Si les Algériens et en général les Africains et les pays arabes accèderaient à la liberté de penser, de réfléchir et de décider et que l'analphabétisme serait banni à jamais, les intérêts des anciens colonisateurs ne seraient que menacés. Ils sont sortis de ces pays mais leur âme est toujours quasi présente. On nous a toujours inculqués que sans leur assistance fortement monnayée, jamais on ne pourrait s'en sortir de l'engrenage dans lequel ils nous ont cadénassés.

Pour vous affirmer que les indépendances de ces pays n'ont pas été totales. Elles ont toujours été assujetties de conditions inavouées et ligotées d'accords (secrets ou non) qui ne leur laisseraient point la liberté désirée pour s'épanouir et se développer. Les chaînes qu'elles ont mises à nos pieds sont encore présentes et qui ne nous laissent aucun moyen de se défaire de la pensée unique qu'ils nous ont léguée. Si aujourd'hui on nous parle sans cesse de la main de l'étranger, je pense que c'est de celle-là dont il s'agit.

Ce n'est qu'au moyen de luttes permanentes dans tous les domaines et les secteurs névralgiques que ces pays pourraient alors sortir définitivement de ce schéma colonial laissé comme un poison à effet postérieur. La réelle indépendante du nombril colonial serait encore plus longue à se dessiner. Elle serait plus âpre à mener mais dont les fruits de ses batailles seront savoureux à déguster et qui déclencheraient le véritable point de départ de notre pays.

Coronavirus : 434 nouveaux cas et 8 décès enregistrés

Quatre-cent-trente-quatre (434) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 487 guérisons et 8 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué vendredi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 18.242, celui des décès à 996, alors que le nombre

des patients guéris est passé à 13.124, dont 487 en 24 heures, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19. Il a indiqué que 23 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas positif au coronavirus durant les dernières 24 heures. Selon la même source, 12 wilayas ont enregistré entre 1 et 5 cas, tandis que 13 autres ont recensé plus de 6 cas chacune.

Par ailleurs, 50 patients sont ac-

tuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Fourar. Enfin, le même responsable a souligné que « la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et observation des règles d'hygiène et de distanciation physique », rappelant « l'obligation du respect du confinement et du port des masques ». Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, notamment celles souffrant de maladies chroniques.

Crise libyenne Entre ingérences étrangères et hypocrisie

Les participants à la réunion tenue, mercredi dernier, au moyen de visioconférence, par le Conseil de sécurité des Nations Unies, sur la crise libyenne, ont fini par reconnaître que les ingérences étrangères politiques et militaires en Libye sont d'une « absurdité cynique ».

Ghania Oukazi

« **C**ynique», hypocrite, malhonnête, grossière, l'absurdité à laquelle ont conclu ces parties est de tout cela parce que ce sont ceux-là mêmes des pays qui dénoncent les ingérences étrangères et la présence de mercenaires de plusieurs nationalités sur les territoires libyens, qui alimentent en parallèle la crise en attisant son feu par le soutien politique, militaire et financier qu'ils accordent aux parties en conflit, chacune à part. La France, un de ces pays qui souffle le chaud et le froid dans ce sens, l'a pratiquement reconnu par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. S'il a plaidé, mercredi devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat français contre «tout parti pris de Paris» dans le conflit libyen, Le Drian a dit « j'entends beaucoup de choses sur le fait que la France avait choisi le camp du maréchal Haftar, il importe de bien recadrer tout cela ». Repris par la presse, le chef de la diplomatie française a bien fait de «recadrer tout cela» parce qu'il a démontré qu'il y a véritablement un parti pris ou une grande hypocrisie dans la position française. «Nous appuyions l'armée nationale libyenne reconnue internationalement pour son combat contre Daech, non pas par des soutiens militaires très actifs mais par des conseils et par un soutien politique», a-t-il affirmé. L'ANL, faut-il le rappeler, est une armée composée d'anciens militaires mais aussi de mercenaires russes et autres africains, qui bombarde tout sur son passage pour prendre Tripoli, bastion des forces du Gouvernement d'Union Nationale (GNA) présidé par Fayez Esseraj, reconnu par les Nations Unies. L'on s'interroge sur quels conseils donne Paris à Haftar depuis qu'il a déclenché son offensive sur Tripoli. D'ailleurs, le ministre avoue qu'il y a eu «un changement de posture depuis le lancement de cette offensive» qualifiée de « ratée ». Evitant de préciser de quel changement s'agit-il, Le Drian a fait savoir qu'il a toujours discuté avec toutes les parties libyennes (...) mais reconnaît que « c'est parfois des parties de poker menteur ».

PARIS ET «LE POKER MENTEUR»

Pour qu'il y ait des menteurs pour compliquer et entretenir la crise libyenne, il y en a, à tous les niveaux, particulièrement quand il s'agit de mettre les pays concernés devant leurs responsabilités. Annoncée avec de grands moyens diplomatiques et médiatiques, la conférence que Berlin a abritée, en janvier dernier, n'a été en fait, dans ce sens, qu'un coup d'épée dans l'eau. Ses recommandations n'ont jamais été respectées. Son appel pressant à l'arrêt des ingérences étrangères a été transgressé 24 heures à peine après sa tenue. Dans un de ces rapports, l'ONU a reconnu que des quantités importantes d'armes ont été acheminées en Libye au lendemain de la conférence en question. En mai dernier, un rapport d'experts onusiens a confirmé la présence en Libye de mercenaires étrangers, mais note ne pas «être en mesure de vérifier de manière indépendante l'importance de leur déploiement ni d'identifier leurs origines, encore moins de savoir leur financement». Durant la réunion de mercredi du Conseil de sécurité qui a regroupé les participants à Berlin, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a d'ailleurs dénoncé «un niveau sans précédent d'ingérences étrangères, en Libye, appelant la Communauté internationale à saisir toutes les opportunités pour débloquent l'impasse politique». L'ONU se dit très préoccupée par «l'accumulation alarmante de moyens mili-

itaires autour de Syrte», la ville que se disputent féroceement les forces de Haftar et celles d'Esseraj. Accumulation qui s'est faite («...») en violation de l'embargo sur les armes des Nations Unies, des résolutions du Conseil de sécurité et des engagements pris lors de la Conférence de Berlin sur la Libye», a précisé Guterres.

Assurant la présidence tournante du Conseil de sécurité, l'Allemagne, par la voix de son chef de la diplomatie Heiko Maas, a proposé de créer «une zone démilitarisée» autour de la ville de Syrte «à défaut d'un accord de cessez-le-feu durable». Le secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, Ahmed Abu Al-Gheit a appelé, pour sa part, à «la reprise du dialogue national entre Libyens leur permettant de parvenir à un règlement de la situation dans le pays avec ses voies de sécurité politique et économique». Le secrétaire général de l'ONU a avoué qu'«un représentant de l'ONU faciliterait grandement les efforts de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye», mais s'est abstenu de dire pourquoi certains pays comme les Etats-Unis entravent-ils toute nomination à ce poste depuis la démission en mars dernier de Ghassan Salamé.

L'INCAPACITÉ DE L'ONU À DÉSIGNER UN REPRÉSENTANT POUR LA LIBYE

Le MAE algérien l'a d'ailleurs sous-entendu, en lançant que «nous espérons que le SG de l'ONU aura enfin son mot à dire sur cette question, et avec notre soutien et le soutien de la Communauté internationale, et celle des Etats voisins, (...), un bon signal pour la reprise tant attendue». La réunion du Conseil de sécurité de l'ONU n'a rien apporté de nouveau qui puisse changer la donne dans cette région. Ses participants ont réitéré des appels que l'Algérie a toujours lancé à savoir la fin des ingérences étrangères et le retour à la table du dialogue. Son MAE l'a rappelé en plaidant pour «une solution politique à la crise basée sur le respect de la souveraineté et l'unité du peuple libyen ainsi que de l'intégrité territoriale de la Libye». Cette approche de l'Algérie, «à laquelle adhèrent toutes les parties libyennes» a dit Sabri Boukadoum «est basée sur l'arrêt de l'effusion du sang, le dialogue comme seule et unique voie de règlement de la crise conformément à la légalité internationale, aux conclusions de la Conférence de Berlin, et dans le respect total de la volonté souveraine du peuple libyen». Alger a souligné par la voix de son ministre «la contribution de l'Union africaine (UA) au règlement de la crise libyenne en établissant, en janvier, une feuille de route en vue d'organiser durant l'année 2020, une conférence inter-libyenne» Tous connaissent les pays qui narguent ceux qui veulent véritablement régler cette crise avec à leur tête l'Algérie. Le Drian fait part d'une «entente» entre Paris, Rome et Berlin à ce propos mais ne dit pas pourquoi ne sont-ils pas arrivés à convaincre de leur «volonté» de vouloir mettre fin à la guerre. La France, la Russie, l'Egypte, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis ont toujours soutenu Haftar qui veut être intronisé comme chef suprême de l'armée libyenne et pourquoi pas chef de l'Etat. Des observateurs affirment que ces pays et d'autres veulent empêcher la Libye de produire et vendre son pétrole pour priver le GNA d'Esseraj de financer ses activités et assurer les salaires des travailleurs. L'Egypte a même menacé d'intervenir militairement pour empêcher les forces d'Esseraj de pénétrer les régions de l'Est libyen sous contrôle de Haftar. Les guerres en Libye sont loin d'être finies.

Les questions de mémoire, la situation en Libye et au Sahel Tebboune reçoit un appel de Macron

R. N.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu jeudi un appel téléphonique de son homologue français, M. Emmanuel Macron, indiquant un communiqué de la présidence de la République. L'entretien «a permis aux deux présidents de passer en revue un certain nombre de questions inscrites à l'agenda bilatéral, notamment celles liées à la mémoire et au centre desquelles s'est retrouvée celle de la restitution, le 3 juillet dernier, des vingt-quatre restes de combattants de la

résistance algérienne comme ceux qui demeurent encore à rapatrier et du besoin de travailler à la réconciliation des mémoires des peuples des deux pays», précise la même source. D'autres sujets ont été également évoqués lors de l'entretien téléphonique dont la situation prévalant dans la région, notamment en Libye et au Sahel, ajoute le communiqué. Les deux chefs d'Etat «sont convenus de maintenir la coordination et la concertation entre les deux pays, en tant qu'acteurs incontournables dans la région et de lancer un certain nombre d'initia-

tives visant à promouvoir des solutions politiques aux crises qui y prévalent». L'Algérie qui partage près de 1.000 km de frontières avec la Libye s'active, depuis plusieurs mois, pour tenter d'œuvrer au règlement politique du conflit dans ce pays qui menace la stabilité régionale. Le Président Tebboune a proposé d'héberger à Alger un «dialogue» inter-libyen. Au Sahel, l'Algérie, qui craint les risques d'instabilité sur son flanc sud, a servi de médiateur en 2014-2015 entre le gouvernement de Bamako et des groupes rebelles armés du nord du Mali.

Le général-major Omar Tlemsani, nouveau commandant de la 4^e Région militaire

Le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a nommé jeudi le général-major Omar Tlemsani, commandant de la 4ème région militaire en remplacement du défunt général-major Hassan Alaimia. «Le Président de la République,

chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a nommé, sur proposition du Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général-major Omar Tlemsani, commandant de la 4ème région militaire en remplacement du défunt général-major Hassan

Alaimia», lit-on dans le communiqué. «Le Président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale a également signé un décret mettant fin aux fonctions du général-major Omar Tlemsani en qualité de chef d'Etat-major des forces terrestres de l'ANP», a ajouté la même source.

Une mère écroquée à Oran Elle avait attaché sa fille de 7 ans avec une chaîne

K. Assia

Une femme a été placée avant-hier jeudi, à Oran, sous mandat de dépôt pour violence sur descendant et mise en danger de la vie d'une mineure qui n'est autre que la fille de la mise en cause âgée de 7 ans. Des sources sécuritaires ont affirmé, hier,

que la mère mise en cause dans cette affaire avait attaché sa fille avec une chaîne et un cadenas à la maison pour pouvoir sortir de chez elle.

Les faits se sont déroulés mercredi à Haï Coca à El Hassi lorsque la victime a réussi à sortir, malgré la chaîne qui lui entravait les pieds, de chez elle par la

fenêtre et se réfugier chez une voisine.

Une vidéo montrant la petite fille, une chaîne autour des pieds et entourée de plusieurs personnes, dont l'un tentant de crocheter le cadenas, avait été postée sur les réseaux sociaux. La fillette a été remise à son père et l'enquête est toujours en cours.

El-Bayadh Plus de 5 quintaux de kif saisis

Une quantité de cinq (5) quintaux et 17 kilos de kif traité a été saisie à El-Bayadh, a-t-on appris jeudi des responsables des Douanes algériennes de la wilaya. Cette opération a été menée mercredi vers une heure du matin au niveau d'un tronçon de la route nationale 6 (RN6) reliant les communes d'Arbaouat et Labiodh Sidi

Cheikh, à l'extrême sud de la wilaya, a-t-on précisé de même source. La quantité de kif a été interceptée au niveau du tronçon indiqué où étaient postés des douaniers des brigades de Labiodh Sidi Cheikh, d'El-Bayadh, de Boussemghoune et de Brezina, a-t-on expliqué. La drogue a été découverte à l'intérieur d'un véhicule tout-terrain dont le

conducteur a pris la fuite à la faveur de l'obscurité, a-t-on signalé, ajoutant que la recherche du suspect se poursuit et qu'une enquête approfondie a été lancée autour de cette affaire.

Les brigades des Douanes d'El-Bayadh ont procédé, en début de semaine, à la saisie de plus de 5 quintaux de kif à Brezina, au sud de la wilaya.

Congrès extraordinaire du FFS Les nouveaux membres de l'Instance présidentielle élus

Le Congrès extraordinaire du Front des forces socialistes (FFS) a élu, vendredi, les cinq membres composant l'Instance présidentielle du parti.

Les nouveaux membres ont été élus lors du Congrès extraordinaire tenu à l'Hôtel Mazafran à Zeral-

da (Alger ouest), suite à quoi la liste dirigée par Hakim Belahcel a obtenu 182 voix contre 143 voix pour la liste de Ahmed Djeddaï.

La liste élue est composée de: Hakim Belahcel, Sofiane Chouikh, Mohamed Hadji, Brahim Mezia-

ni et Nora Touahri. Conformément aux statuts du parti, l'Instance présidentielle «exerce ses missions en collégialité et veille à l'unité du parti et au respect de sa ligne politique, en application des résolutions du Congrès national».



Ph.: Rachid K.

L'observation des actes qualifiés d'inciviques comme le non- respect du code de la route, le non-respect des files d'attente, les actes de vandalisme des biens publics Et aujourd'hui le non-respect des consignes de sécurité liées à la Covid 19, nous interpelle sur ces comportements que le bon sens qualifie de comportements déviants que nous devrions tous condamner.

Confinement social, bavette et citoyenneté en Algérie

Par Abdelatif Kerzabi*

On constate avec désolation que la majorité des personnes qu'on croise dans la rue ne respectent pas le confinement, ne porte pas de bavette et ne respecte pas la distanciation sociale. Aux heures de confinement : beaucoup de voitures circulent normalement, certaines personnes se baladent en famille, d'autres font du footing, et c'est comme si la situation était normale.

Ces derniers jours, l'Algérie frôle les 500 cas de contamination, quotidiennement, alors qu'elle ne dépassait pas les 70 cas, il n'y a pas si longtemps. On n'a pas besoin de démontrer que la situation est alarmante. Pourtant, les mesures de sécurité sont obligatoires et rappelées quotidiennement et à chaque fois que c'est nécessaire. Il est bien évident que cette augmentation du nombre de contaminations est le résultat du non-respect des mesures de sécurité. On ne peut pas dire que les gens ne sont pas informés. Tout le monde sait. Alors que se passe-t-il dans la tête d'une personne qui brave ces consignes de sécurité ? Pourquoi le non-respect des règles est un phénomène aussi répandu en Algérie ?

Il est étonnant que, malgré la visibilité de cette tendance vers le non-respect des normes tant juridiques que sociales et morales, les sciences sociales n'aient pas analysé cette question. On sait qu'un système social ne peut pas survivre sans système normatif. Ce système est produit par la culture, les habitudes, les traditions...mais aussi les normes légales. Ces dernières sont des normes juridiques, reconnues officiellement et inscrites dans les textes de droit. Il est très probable que le non-respect des normes est perçu par beaucoup d'observateurs comme un phénomène marginal et exceptionnel, qui mérite peu d'attention. Non, aujourd'hui le non-respect des consignes de sécurité liées à la pandémie du coronavirus nous menace en tant qu'espèce humaine. Que se passe-t-il ? A défaut d'explication plausible, on se conten-

te par dire que ce comportement non citoyen est lié à un manque de conscience. Un manque de conscience qu'il s'agit de traiter avec un discours moralisant.

Le peu d'études existantes (M. G. Villegas, 2015) sur ce phénomène mentionnent plusieurs causes que nous avons rassemblées en quatre points de vue :

- Le premier est un point de vue calculateur qui relève de la stratégie individuelle. Selon ce point de vue, la personne désobéit par intérêt. Le contrevenant calcule ce qu'il a à gagner ou à perdre de son action. Il cherche à atteindre son intérêt personnel en négligeant les lois quand celles-ci sont en contradiction avec cet intérêt. Par exemple, un marchand qui occupe le trottoir, sachant que l'amende qu'il peut payer est inférieure au gain que lui rapporte l'occupation de l'espace public. Dans certaines circonstances, ce comportement opportuniste fait l'objet d'admiration de la part du groupe social auquel il appartient. Le contrevenant qui exécute son acte avec exhibitionnisme devient un héros pour avoir défié une règle. Mais, il faut le dire souvent une sanction faible, encourage cette prise de risque.

Le second point de vue est de l'ordre du politique. Ici, le non-respect des règles est un acte de résistance à l'autorité. C'est une tradition rebelle qui remonte à l'histoire ancienne où la société algérienne s'est toujours soulevée contre les pouvoirs successifs. Les sujets de cette résistance considèrent que le pouvoir n'est pas légitime et donc les règles qu'il impose ne doivent pas être respectées. Dans ce cas, une culture du respect de la loi est conditionnée par l'existence d'un pouvoir légitime. En général, dans cette situation non seulement les individus désobéissent mais les institutions aussi. Notamment l'État qui ne respecte pas les règles qu'il met, lui-même, en place. De plus, beaucoup d'individus justifient leur non-respect des normes par ce non-respect de ces dernières, par l'État. Cette désobéissance pose le problème de la citoyenneté. L'individu pensant qu'il n'a pas tous les droits, réagit en ne se conformant pas à ces devoirs. Il s'agit ici de droits politi-

ques. Quels sont ces droits ? Ce sont les droits attachés à la participation du citoyen aux affaires politiques de la cité. Mais cela ne suffit pas. Encore faut-il que le citoyen soit en mesure de les exercer. Pour les exercer, la liberté et l'égalité sont les conditions nécessaires. Les citoyens sont nécessairement libres, sans cette liberté ils ne peuvent pas participer à la vie publique. Le rétrécissement des espaces de liberté et d'égalité font que les individus restent des individus et non des citoyens. On ne peut pas attendre d'un individu de se comporter comme un citoyen. - Le troisième point de vue (Muraïn, 2015), considère les idées que se font les personnes sur le comportement des autres. En effet, si les individus perçoivent leurs concitoyens comme des transgresseurs, ils adoptent le même comportement de transgression des règles dans la pratique.

De ce fait, la représentation de l'autre est une référence qui pousse l'individu à se comporter de telle ou telle façon. Si une communauté ne se conforme pas à la règle, chaque individu se conforme à la communauté. Si dans l'espace public la majorité des personnes ne se conforme pas une règle, c'est la transgression de cette règle qui prend un caractère normatif. Ce comportement devient un standard partagé par tous les membres de la communauté. Dans cette situation, la société fonctionne selon des normes qui s'opposent aux règles de droit.

Dans le même sens, certaines règles sont produites et contrôlées par la communauté. Les règles de bonne conduite telles que la culture de la parole, la courtoisie, l'apparence soignée, ...etc. ne sont pas légales mais sont imposées par la communauté. Le contrôle de ces règles appartient à ceux qui assistent à la transgression de la règle ou en d'autres termes, la partie du corps social qui est témoin de la transgression.

Cette partie peut être de simples passants dans la rue, un groupe d'amis, des clients d'un restaurant, des voisins... Dans ce cas, la sanction est une réprobation qui prend la forme de moqueries, protestations, mépris... On peut prendre l'exemple d'une personne qui ricane dans une marche funè-

bre, si elle n'est pas remise à l'ordre tout de suite, elle est au moins méprisée.

Le quatrième point de vue, considère que l'État n'arrive pas à faire respecter la loi. Selon cette vision, la violation des lois traduit l'incapacité de l'État à réguler la société à travers le droit. En principe, ne pas respecter les normes légales, donne lieu à des sanctions prévues par la loi (retrait du permis pour non-port de la ceinture de sécurité). Le contrôle du respect ou non des normes est exercé par des institutions que la société charge de cette mission (forces de l'ordre, ...). Or, faire respecter les lois suppose que celles-ci soient : officielles, impersonnelles, impératives et «sanctionnables». En d'autres termes, ces lois doivent, être connues par tout le monde (publiques), que personne ne peut y échapper, doivent s'appliquer réellement et que la transgression entraîne systématiquement des sanctions.

En Algérie, et en dehors de l'adage : «nul ne peut ignorer la loi», les autres conditions font souvent l'objet d'application discrétionnaire. A chaque point de vue, il y a des raisons qui expliquent le non-respect des règles : le calcul opportuniste, la résistance à l'ordre établi, le comportement collectif d'un groupe social et l'État qui ne fait pas appliquer la loi. La non-conformité aux règles quand elle se généralise devient un comportement normalisé et donc socialement accepté.

*Professeur, Université de Tlemcen

Notes :

Muraïn H., «La légalité et la représentation de l'autre. L'influence des normes sociales dans le respect des lois», Droit et société, N°91, Mars 2015

Pitseys J., « Démocratie et citoyenneté », Dossiers du CRISP, N° 88, Janvier 2017

Villegas M. G. et Lejeune A., «La désobéissance au droit : approche sociologique comparée», Droit et société, N°91, Mars 2015

Villegas M. G., «Le non-respect du droit. Sur la désobéissance aux règles en Amérique latine», Droit et société, N° 91, Mars 2015

BLIDA

Un cas de contamination : le Centre du registre de commerce ferme ses portes

Tahar Mansour

Après la découverte d'un cas de contamination par la Covid-19, d'un de ses agents, le Centre du registre de commerce de Blida, situé en plein centre-ville a été fermé et tout le personnel devra passer un test de dépistage alors que les locaux

devront subir une désinfection complète, avant toute reprise. Il y a lieu de signaler que plusieurs institutions recevant du public ont découvert des cas de contamination parmi leurs personnels et ont dû fermer leurs portes, surtout des bureaux de Poste et ceux des Impôts. Là aussi, c'est l'inobservation des

mesures de distanciation sanitaire et de port du masque de protection qui sont la cause première des contaminations, avec toutes les conséquences qui y sont liées. Deux de nos confrères, l'un journaliste à 'Ennahar' et l'autre à l'APS ont aussi été contaminés et nous leur souhaitons un prompt rétablissement.

Le commissaire divisionnaire Mohamed Serir, nouveau chef de la Sûreté de wilaya

L'Inspecteur régional de police de la région Centre, le contrôleur de police, Bencheikh Farid Zineddine, représentant du directeur général de la Sûreté nationale, a procédé jeudi, à Blida, à l'installation du commissaire divisionnaire Mohamed Serir, à la tête de la Sûreté de wilaya de Blida, en remplacement du Commissaire divisionnaire Azzedine Temine, nommé au même poste à Djelfa. «L'installation du nouveau chef de la Sûreté de wilaya est inscrite dans le cadre du mouvement, initié par la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), dans le corps des chefs de sûreté des wilayas, pour assurer l'alternance aux postes de responsabilité et offrir l'opportunité à toutes les compétences de les occuper»,

a indiqué l'Inspecteur régional de Police du Centre, dans son allocution, à l'occasion de la cérémonie d'installation, qui s'est déroulée au siège de l'Unité de maintien de l'ordre public de Beni-Merad. Ce même responsable, a ajouté que cette démarche «est susceptible de générer l'esprit d'initiative et de compétition visé par la DGSN». Il a exprimé ses «vœux de réussite» au nouveau chef de Sûreté de la wilaya de Blida, qui avait occupé le poste de chef de Sûreté de la wilaya d'Alger, tout en remerciant son prédécesseur, le commissaire divisionnaire Temine, pour les «efforts consentis depuis sa désignation à la tête de cette même institution». Le nouveau chef de Sûreté de Blida s'est dit «fier de cette confiance placée en lui»,

s'engageant à «ne ménager aucun effort pour accomplir les missions de la police et appliquer les lois de la République, en coordination avec les partenaires sur le terrain». De son côté, le commissaire divisionnaire Temine a remercié les cadres et gradés de la Sûreté de wilaya, qui l'ont accompagné tout au long de sa période d'occupation de ce poste, pour veiller à la sécurité des personnes et des biens, particulièrement durant «la pandémie du coronavirus qui a nécessité davantage d'efforts», a-t-il souligné.

La cérémonie d'installation du nouveau chef de la Sûreté de wilaya s'est déroulée en présence des autorités locales, dont le wali de Blida, Kamel Nouisser, de cadres de la DGSN et de directeurs exécutifs.

BOUIRA

Treize accidents de la route en milieu urbain en un mois



Farid Haddouche

Les autorités de la sécurité publique de la Sûreté de wilaya, ont procédé à 458 retraits de permis de conduire durant le mois de juin écoulé. Obligé, ainsi, leurs propriétaires à respecter le code de la route et à ne pas commettre une autre fois des infractions à la circulation qui exige le retrait immédiat du permis de conduire. Il a été

également observé par les mêmes services, 2. 210 infractions liées à la circulation routière, dont 299 relèvent des délits, qui ont entraîné la mise en fourrière de 74 véhicules. Pour ce qui est des accidents de la route en milieu urbain, les services de la wilaya de Bouira ont enregistré 13 accidents qui se sont soldés par 13 blessés. Il est constaté une baisse quand nous comparons ce bilan avec

celui du mois de mai dernier, qui a répertorié 16 accidents de la circulation et 26 blessés. Les données confirment que les causes de ces accidents sont principalement dues à l'élément humain qui dépasse un taux de 87%, en raison du non-respect des feux de signalisation, des dépassements dangereux, de l'utilisation du téléphone portable ainsi que du non-respect de la distance de sécurité.

TIPAZA

Prise en charge des malades : appel aux médecins retraités pour renforcer leurs collègues

La direction de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière de Tipaza a lancé un appel, jeudi, aux médecins et paramédicaux retraités, en vue de se porter volontaires pour prêter main-forte à leurs collègues, dans la prise en charge des malades atteints par le coronavirus.

Cet appel a été lancé, via une publication mise en ligne sur la page 'Facebook' officielle de la direction de la Santé de la wilaya, à l'intention de l'ensemble des médecins privés retraités, au même titre que tous les professionnels retraités de la santé, des secteurs public et privé, notamment les réanimateurs, cardiologues, infectiologues, radiologues et spécialistes en maladies respiratoires et infectieuses, et médecine préventive, est-il précisé.

La même invitation a été, également, lancée aux infirmiers retraités du secteur, ayant exercé dans les hôpitaux, en vue d'aider leurs collègues en exercice dans les établissements de santé

de Tipaza, en prenant en charge les malades atteints de la Covid-19 dont le nombre est en hausse, ces derniers temps, est-il déploré. Selon les derniers chiffres annoncés, hier, par le ministère de tutelle, la wilaya de Tipaza compte 580 cas de Covid-19, dont 19 nouveaux cas confirmés, hier, mercredi. D'où cet appel lancé en direction des professionnels retraités du secteur de la Santé (public et privé) «pour contribuer à l'effort national de lutte contre cette pandémie, en se rapprochant des services locaux de la Santé et porter leurs noms sur la liste des bénévoles», est-il indiqué de même source. La direction de la Santé de Tipaza a, également, mis en ligne, sur la même page 'Facebook', des vidéos mettant en scène des médecins en charge de différents services de prise en charge des malades du Covid-19, appelant les citoyens à l'impératif du respect des mesures préventives contre le virus.

Parmi eux le Dr Dali Youcef Fatima Zohra, médecin principale au service des Urgences médicales de l'Etablissement public hospitalier (EPH) «Abdelkader Tighzrait» de Tipaza, hôpital de référence pour la prise en charge des cas positifs, qui a appelé à la «vigilance» et à l'«impératif du respect des mesures barrières». «Il ne faut pas sous-estimer le virus ; les cas d'infection sont en constante hausse», a-t-elle déploré. Son confrère Dr Terad Mounir, réanimateur et chef du service Réanimation au même EPH, a, quant à lui, mis l'accent sur «l'impact de ce virus mortel sur les personnes âgées et les malades chroniques».

«Les staffs médicaux ont atteint leur limite et font face à une pression intolérable», a affirmé pour sa part, le responsable du service Covid-19 de l'hôpital de Koléa, Dr Belemou Mohamed, assurant que son service est «à son comble, ce qui peut constituer un risque pour la santé des autres», a-t-il regretté.

ALGER

Trois communes interdisent la vente de moutons dans les lieux publics

Trois communes de la circonscription administrative de Birtouta (Birtouta, Tessala El Merdja et Ouled Chbel) ont décidé, jeudi, d'interdire la vente des moutons dans les lieux publics et les rues, en vue d'endiguer la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), indique un communiqué des services de la wilaya d'Alger.

La commune de Birtouta a décidé «l'interdiction stricte

de la vente de moutons dans les rues, places et lieux publics, à travers le territoire de la commune, et ce, du 8 juillet au 6 août prochain», lit-on dans un communiqué publié sur la page «Facebook» de la wilaya.

La commune d'Ouled Chbel a également interdit la vente de moutons dans les espaces publics à travers le territoire de la commune.

De même, la commune de Tessala El Merdja a décidé

«l'interdiction temporaire de la vente du bétail dans les lieux publics (places publiques, chaussées, propriétés publiques, lots de terrains publics, agglomérations et autres...) et dans les espaces privés dont les points de vente autorisés ou non à travers le territoire de la commune».

Toute infraction à ces décisions entraînera des poursuites pénales, conformément aux lois en vigueur, conclut le communiqué.

BOUMERDÈS

Près de 640 foyers raccordés au réseau de gaz

Près de 640 familles de Ouled Bounoua, dans la commune de Cap Djinet, à l'est de Boumerdès, ont bénéficié, jeudi, d'une opération de mise en service du réseau de gaz naturel, a-t-on constaté. «Cette mise en service a été organisée dans le cadre du programme de la célébration du 58^{ème} anniversaire de la Fête de l'Indépendance et de la Jeunesse», a indiqué le wali, Yahia Yahiatene, en marge d'une visite d'inspection, dans plusieurs communes de la wilaya. Cette mise en service, fortement saluée par les familles bénéficiaires, s'inscrit dans le cadre d'un programme de développement global visant la réalisation de 6.500 raccorde-

ments, au réseau de gaz naturel, dans les 4 communes de la daïra de Bordj Menail (Bordj Menail, Zemmouri, Legata et Cap Djinet) pour une enveloppe de plus de 1,2 milliard de DA. Selon les explications fournies, sur place au wali, un autre projet de raccordement au gaz naturel de près de 9.400 foyers, répartis sur 12 sites, relevant des communes de Khémis El Khechna, Baghliia, et Boudouaou (à l'ouest et au nord de Boumerdès), sera mis en service avant la fin du 1^{er} semestre 2021. Le taux d'avancement de ce projet est actuellement estimé à 65%, a-t-on appris lors de cette même visite. Le taux de raccordement de la wilaya de Boumerdès, au réseau de

gaz naturel, dépassera les 99% à la fin 2020. Cela permettra de doubler le nombre de foyers raccordés estimé, actuellement, à près de 111.000, est-il signalé, par ailleurs. Le wali a inspecté, à l'occasion, le chantier de bitumage de la voie d'évitement de la ville des Issers (est de Boumerdès), sur une distance de 12 km, et de la route reliant la région d'Ouled Ali à celle de Draâ Ben-Hedhoume, sur 5 km. Il a également visité le projet de réaménagement du CW25, dans la ville de Thénia.

Au chef-lieu de wilaya, le chef de l'Exécutif a inspecté le chantier du projet d'évitement de la ville, sur une distance de 10 km, les travaux d'aménagement externes et de voiries et réseaux divers (VRD) du site des 150 logements sociaux participatifs de la région de Mermala, de la même commune.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

19 dhou el qida 1441

El Fedjr 03h50	Dohr 12h54	Assar 16h45	Maghreb 20h12	Icha 21h50
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



EL TARF

Les habitants du Lac des Oiseaux bloquent la route

A. Ouélaa

Les habitants du Lac des Oiseaux ont bloqué de 09h de la matinée de jeudi dernier jusqu'à 19h la RN 44, à hauteur de Fézara, en dressant blocs de pierres et autres objets hétéroclites pour demander leur relogement dans les plus brefs délais.

En effet, le quota de 553 lo-

gements achevé depuis plusieurs années dont une partie a déjà été attribuée, accuse un long retard selon les protestataires qui nous ont déclaré que l'attente a trop duré et que la patience a des limites. Les automobilistes, à leur corps défendant, ont fustigé cet état de fait qui consiste à s'en prendre aux automobilistes. Ces derniers, en colère,

nous ont déclaré pourquoi ces contestataires ne vont pas à l'APC, la daïra ou la wilaya ?

Obligés de contourner cet obstacle, les automobilistes ont dû opérer un long détour en passant par la RN84 A. Enfin, les protestataires ont été rassurés par les services de l'OPGI par l'intermédiaire de leur maire que les logements seront distribués dans moins d'un mois.

La décision de confinement partiel saluée par les citoyens

La décision du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire portant confinement partiel d'une durée de 15 jours de 19h00 à 05h00 dans les deux communes d'El Kala et d'El Chatt (El Tarf), dans le cadre de la prévention et la lutte contre la Covid-19, a été saluée jeudi par la population locale. Des habitants de ces deux communes côtières ont relevé que la décision du confinement partiel de leurs localités intervient à point nommé, estimant que «la loi se doit d'être appliquée dans toute sa rigueur» devant le non-respect manifeste des mesures de prévention et de lutte contre le coronavirus constaté depuis la levée totale du confinement dans cette wilaya.

Hadj Amar, un habitant de la commune d'El Kala, a dénoncé «l'indiscipline» de certains citoyens, notamment les estivants qui se rendent dans cette commune côtière, dans l'extrême nord-est du pays, aux plages paradisiaques depuis la levée du confinement total. «La fermeture, depuis hier mercredi, de l'espace de l'arbore-

tum de Tonga qui s'étale sur près de 10 hectares ainsi que de la corniche d'El Mordjane et de l'accès de la digue du lac Tonga aux véhicules est en mesure d'endiguer la propagation du virus», a confié à l'APS Hadj Amar, signalant que la fermeture de l'arboretum, qui est un espace dédié à la recherche scientifique, situé entre la route nationale RN 44 et les berges du lac Tonga, était «un souhait» de beaucoup de citoyens soucieux de la préservation de la santé des habitants et des visiteurs de cette région.

Pour cet habitant de la commune d'El Kala, «l'application rigoureuse des mesures barrières dans cette région aurait évité à ces deux communes un retour au confinement de 15 jours».

A El Chatt, Yasmina G., une septuagénnaire, a fait part du «comportement irresponsable de certains citoyens qui semblent inconscients du risque de contamination à la Covid-19, allant jusqu'à rejeter sa dangerosité». De son côté, la directrice locale de la santé et de la population (DSP), Nehla Zouizi, a rappelé que la situation épidémi-

ologique dans cette wilaya «impose davantage de restrictions». Depuis l'apparition de cette pandémie dans la wilaya d'El Tarf, une batterie de mesures d'urgence et de prévention a été prise pour l'endiguer, a-t-elle ajouté, avant de préciser que «le plus difficile était son suivi par des citoyens mésestimant l'impact de ce virus et ses risques sur la santé».

Pas moins de 147 cas positifs de contamination à la Covid-19 et 100 cas suspects ont été enregistrés dans cette wilaya frontalière depuis l'apparition de cette pandémie, a-t-elle rappelé, déplorant neuf décès. Une trentaine de patients, atteints de la Covid-19, sont actuellement sous traitement dans les quatre hôpitaux localisés à Tarf, El Kala, Bouhadjar et Besbes. La décision portant confinement partiel d'une durée de 15 jours de 19h00 à 05h00 dans les communes d'El Kala et d'El Chatt entre en vigueur jeudi et implique pour les deux collectivités un arrêt total de l'ensemble des activités commerciales, économiques et sociales y compris la suspension du transport des voyageurs et la circulation des voitures.

MILA

10 ha de chênes détruits par les flammes

B. Bousselah

Ils étaient plus de 90 pompiers avec la présence fort remarquée du premier responsable du secteur à avoir lutté avant-hier durant toute la nuit pour tenter d'éteindre un feu de forêt qui s'est dé-

claré à 22 heures à Djebel Bouafroun commune de Menar Zarza, limitrophe de la wilaya de Jijel. Les soldats du feu sont parvenus après 12 heures d'intenses efforts à éteindre le feu et l'empêcher de se propager à deux méchantes environnantes. Bilan:

10 ha de chênes ont été décimés par les flammes sur les 30 ha que compte la forêt. Pour rappel, cette région avait connu l'année passée un mouvement de protestation à Tassadane, chef-lieu de daïra, en raison des dégâts causés au cheptel par un incendie de forêt.

SÉTIF

Salaires impayés : les agents de la direction de réalisation des projets protestent

Les agents de la direction de réalisation des projets de Sétif relevant de l'Entreprise régionale de génie rural (ERGR-Aurès) dépendant du Groupe de génie rural (GGR) d'Alger ont observé jeudi à Sétif un mouvement de protestation revendiquant leurs trois mois de salaires impayés, a-t-on constaté.

Près de 50 agents polyvalents et d'atelier ont brandi à l'entrée principale du parc de matériel de la cité «Cheminot» du centre-ville, des banderoles réclamant leurs salaires ainsi que l'annulation des contrats de durée déterminée (CDD).

De son côté, le secrétaire du syndicat de l'ERGR-Aurès, Samir Boukhadra, a précisé à

l'APS que ce mouvement de protestation, qui se poursuit pour le 3^e jour consécutif, intervient suite au «non-versement des salaires des employés depuis le mois d'avril dernier» et pour revendiquer également «l'annulation des contrats à durée déterminée fixés à 3 mois et réduits actuellement à un mois». Une pétition signée par 48 employés de la direction de réalisation des projets de Sétif exigeant le retrait de confiance du syndicat de l'ERGR-Aurès qui «n'assume pas ses responsabi-

lités» a été présentée. De sa part, le directeur des projets de Sétif, Salih Boucherit, a tenu à rassurer les travailleurs quant au «versement des arriérés des salaires dès le recouvrement de l'entreprise de ses créances auprès de ses clients», ajoutant que l'opération de recouvrement a été retardée à cause de la situation sanitaire exceptionnelle marquée par la propagation du Covid-19.

Le même responsable a assuré que l'entreprise «n'a pas du tout l'intention de réduire le nombre des travailleurs».

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

19 dhou el qida 1441

El Fedjr
03h39Dohr
12h40Assar
16h31Maghreb
19h57Icha
21h34

TÉBESSA

Trafic de psychotropes : enquête dans un établissement hospitalier

Ali Chabana

Les policiers de la BMPJ d'Aïn Zerroug relevant de la sûreté de la wilaya de Tébessa ont ouvert une enquête concernant une affaire d'acquisition, détention, vente, stockage, acheminement de psychotropes, mettant en cause des employés d'un établissement hospitalier, sis dans une commune de la wilaya, et ce au titre d'une bande criminelle organisée.

Aussi, l'audition de deux personnes (30-31 ans) après la découverte de 24 prescriptions médicales contenant des médicaments barbituri-

ques. Ces ordonnances médicales sans les cachets de la structure sanitaire en question. Les enquêteurs entameront l'enquête par l'audition des médecins incriminés, ces derniers déclareront n'avoir rédigé aucune ordonnance.

D'autre part, les malades dont les noms étaient portés sur les prescriptions médicales indiquèrent à leur tour n'avoir bénéficié d'aucun traitement au niveau de l'établissement hospitalier. Les services de police précisaient la coordination avec la DSP pour mener l'enquête. Au final, la police saisit une importante quantité de psycho-

tropes trouvés dans la pharmacie, soit 224 mille comprimés, les contenants de 9.400 boîtes et 1.300 flacons de médicaments. L'enquête clôturée, les mis en cause ont été déferés devant la justice, au nombre de 7 personnes parmi lesquelles 5 personnes sont déjà emprisonnées pour une autre affaire similaire de trafic de psychotropes. Les deux autres ont été placées sous contrôle judiciaire, a-t-on appris de source sécuritaire. Les accusés sont aussi poursuivis pour usurpation d'identité d'autrui et non déclaration aux services des assurances sociales, a-t-on ajouté de même source.

Des descentes de la police et des interpellations

Ali Chabana

Les services de police de la sûreté de la wilaya de Tébessa ont effectué plusieurs opérations de contrôle et d'inspection dans trois quartiers populaires du chef-lieu au cours desquelles d'importants moyens humains et logistiques ont été mobilisés.

Des opérations qui s'étaient

soldées par l'interpellation de 51 personnes, dont 2 d'entre elles étaient demandées par les instances judiciaires et faisant l'objet de mandat d'incarcération. En sus du contrôle des véhicules, les policiers ont enregistré 48 infractions commises à l'encontre des mesures de prévention sanitaire (port de masque). Selon le communiqué de la police, ces opé-

rations se poursuivront et toucheront d'autres quartiers et points noirs de la ville. Par ailleurs, la police de la sûreté de la daïra de Bir El-Ater, localité frontalière située au sud-est de Tébessa, ont arrêté 2 personnes (21-37 ans), dont une fille, impliquées dans une affaire de détention de drogue, a-t-on ajouté de même source.

Fermeture temporaire des marchés et points de vente du bétail

Un arrêté portant fermeture immédiate, à titre temporaire, de tous les marchés et points de vente du bétail dans la wilaya de Tébessa comme mesure préventive contre la propagation de la Covid-19 a été signé par le chef de l'exécutif local Attallah Moulati, a-t-on appris jeudi auprès de la wilaya.

«Entré en vigueur mercredi après-midi, l'arrêté de wilaya reste valide jusqu'à nouvel ordre», a-t-on indiqué de même source, ajoutant que cette décision intervient suite «à la propagation rapide du coronavirus et la complication de la situation épidémiologique» dans cette région.

La wilaya de Tébessa compte plusieurs points de

vente et marchés à bestiaux dont celui de la commune de Cheria (sud-ouest de Tébessa), réputé pour être le plus grand marché de la région Est du pays et qui connaît, chaque année, un flux important d'éleveurs, d'acheteurs et de maquignons issus des différentes wilayas du pays, a-t-on souligné de même source, assurant que la décision de fermeture préventive et temporaire des marchés à bestiaux vise à préserver la santé des citoyens.

L'arrêté stipule également «la désignation de points spécifiques de vente de bétail dans plusieurs communes de la wilaya en prévision de l'Aïd El-Adha et ce, à compter du 25 juillet prochain», a signalé

la source. Ces espaces devant ouvrir quotidiennement entre 07h00 et 14h00 seront soumis à un contrôle rigoureux et à des mesures préventives intransigeantes dans le but d'endiguer la propagation de la pandémie du coronavirus, a affirmé la même source, notant que «les contrevenants encourront des sanctions sévères».

Le chef de l'exécutif local avait ordonné, au cours de la semaine dernière, la suspension de la délivrance des actes de mariage à travers tous les services de l'état civil de la wilaya en sus de l'interdiction de l'organisation des fêtes de mariage par mesure de précaution et ce, pour endiguer l'épidémie de la Covid-19.

Des nouveaux établissements scolaires pour la prochaine rentrée

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Tébessa sera renforcé à la prochaine rentrée scolaire 2020-2021 par la réception et la mise en exploitation de plusieurs nouveaux établissements scolaires, tous cycles confondus, a indiqué jeudi le directeur des équipements publics, Badreddine Khairi. «De nouveaux établissements scolaires seront mis en exploitation dans plusieurs communes dans le but d'améliorer les conditions de scolarisation des écoliers et réduire la surcharge dans les classes», a précisé le même responsable, lors d'une réunion tenue au siège de la wilaya consacrée à la préparation de la prochaine rentrée sociale.

A cet effet, 17 nouveaux

groupes scolaires seront réceptionnés à travers plusieurs communes «lors de la rentrée et avant la fin de l'année en cours», a fait savoir le responsable, ainsi que 6 salles d'extension au chef-lieu, à Bekkaria et El-Kouif, et une cantine scolaire de 200 couverts/jour à Bir El-Ater. Aussi, 3 nouveaux collèges d'enseignement moyen (CEM) seront mis en service dans les communes de Bir El-Ater, Ouenza et Tébessa, a ajouté le même responsable, ainsi que 3 nouvelles demi-pensions à Tébessa et Ouenza et 18 salles de classe à Bir El-Ater, Cheria, Boulhaf Dyr. En outre, deux nouveaux lycées seront ouverts dans le nouveau pôle urbain «Douken» au chef-lieu et le nou-

veau pôle urbain dans la commune de Boulhaf Dyr, ainsi qu'une salle de sport à Ouenza et une unité de soins et de suivi (UDS) à Cheria.

Pour sa part, le wali, Atallah Moulati, a souligné la nécessité d'accélérer les travaux des projets en chantier notamment dans les zones enclavées et éloignées. Le même responsable a instruit les P/APC des communes de la wilaya à l'effet d'assurer l'entretien des bus du transport scolaire et de relever «tout déficit» dans le volet du transport scolaire afin de le soumettre au ministère de tutelle. Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Tébessa comprend actuellement 595 établissements scolaires, dont 413 écoles primaires, 109 CEM et 73 lycées.

Prévu à la distribution avant la fin de l'année Plus de 3.000 logements sociaux en attente de raccordement aux VRD

D. B.

La réception des logements sociaux achevés, bute sur le problème de raccordement aux divers réseaux, a-t-on appris de sources proches de la wilaya. Au total ce sont plus de 3.000 logements à Oran-Est et dans les communes limitrophes qui attendent toujours d'être raccordés aux réseaux. Lors d'une visite inopinée du wali aux différents projets de logements qui doivent en principe être livrés cette année, des instructions ont été données aux responsables pour activer le processus d'installation des entreprises pour lancer les travaux dans les plus brefs délais. Le wali a ainsi inspecté les projets de 1300 logements d'Arzew, les 800 logements de Sidi Benyebka, les 300 logements de Mers El Hadjadj et les 400 logements de Bethioua. D'autre part et selon nos sources, de nouvelles instructions viennent d'être données aux chefs de daïra et aux maires pour accélérer le processus d'affichage des listes des logements sociaux. Nos interlocuteurs indiquent que le wali d'Oran a insisté sur la livraison des quotas de logements dans les délais et d'afficher les listes des logements achevés ou en phase d'achèvement, entre autres 400 logements à Bethioua, 200 à El Kerma, 600 à Es-Senia, 500 à Bousfer... etc. Le retard dans l'attribution des programmes achevés des logements sociaux dans plusieurs communes de la wilaya, est à l'origine de plusieurs actions de protestation

des mal logés à travers la wilaya d'Oran, notamment les habitants des bidonvilles à l'image d'Es-Senia, Ain El Turck...

L'affichage des listes de bénéficiaires des logements sociaux constitue un véritable casse-tête pour les gestionnaires des collectivités locales au niveau de la wilaya d'Oran, car souvent confrontés au problème de l'inadéquation entre l'offre et la demande. A ce titre et selon des sources proches de la wilaya, plus de 3200 logements répartis entre six communes n'ont toujours pas été distribués. Il s'agit de programmes qui ont été achevés, pour certaines communes, il y a plus de six ou sept années. Selon nos sources, le retard dans l'affichage des listes ne fait qu'accroître la pression sur les services chargés de l'attribution de ces logements, car au fil des ans le nombre de demandeurs ne fait qu'augmenter.

A ce titre nos interlocuteurs signalent que le nombre de demandes déposées dans certaines communes dépasse de très loin le nombre d'unités proposées à la distribution. A Ain El Bia, la commune a bénéficié de 300 logements pour plus de 7.000 demandeurs, Mers El Hadjadj de 300 logements pour près de 2.000 demandes, Es-Senia plus de 12.000 demandes pour 700 logements sociaux, Gdyl 500 unités pour près de 8.000 demandes, tout comme d'autres communes à l'instar de Misserghine, Bethioua où les programmes réalisés sont loin de répondre à la forte demande. Selon nos sources, l'ex-wali d'Oran,

M. Cherifi Mouloud, a instruit les chefs de daïras et les maires des communes retardataires, concernés pour procéder à l'affichage des listes des bénéficiaires, dans les plus brefs délais. La décision du wali vise à accélérer le processus d'attribution de ce quota de logements dans les plus brefs délais, selon nos interlocuteurs. A ce titre et conformément à cette directive, certaines communes concernées par le programme, à l'image de Hassi Benokba, Oued Tielat et Boufatis, ont déjà affiché la liste des bénéficiaires. Outre le logement social, l'affichage des listes des bénéficiaires des logements de la formule dite à points pose aussi d'énormes problèmes. Le mois de septembre de l'année dernière, un communiqué de la wilaya d'Oran avait indiqué que les listes des bénéficiaires de 6800 logements sociaux répartis à travers quelques daïras de la wilaya d'Oran, seront affichées à partir du mois d'octobre, mais jusqu'à présent bon nombre de communes n'ont toujours pas affiché leurs listes. Ces bénéficiaires sont des demandeurs de logements dans le cadre de la formule dite « à points ». La wilaya d'Oran a recensé plus de 80.000 demandes de logements sociaux dans le cadre de cette formule. Pour évaluer la situation et connaître les vrais besoins, pour une éventuelle prise en charge de ces demandeurs, plusieurs mesures ont été prises. Dans ce sens une commission de wilaya a été installée pour évaluer et étudier les dossiers.

Des cités AADL sans eau depuis 15 jours Les habitants dénoncent la mal-vie dans les «no man's land»

S. M.

Les habitants des nouvelles cités location-vente du programme AADL 2 de l'extrême ouest de la ville, abandonnés dans des groupements d'immeubles dépourvus de presque toutes les commodités, montent au créneau pour dénoncer une coupure prolongée d'eau en pleine canicule.

«Nous sommes sans eau depuis 15 jours au pôle Ahmed Zabana et dans la cité AADL d'El Hassi. Les habitants sont livrés à eux-mêmes et ni les services de la SEOR ni ceux de l'agence AADL ne se sont intervenus pour nous secourir dans cette crise. Nous sommes obligés depuis deux semaines de recou-

rir aux bidons et autres pour transporter de l'eau à nos domiciles. Des habitants se trouvent contraints de déboursier de grandes sommes d'argent pour être approvisionnés en eau par les colporteurs privés. Outre cette coupure prolongée, ces nouvelles cités sont dépourvues de presque toutes les commodités. Il n'y a ni transport, ni commerces, ni écoles, ni une sûreté urbaine et encore moins un dispensaire en cas d'urgence sanitaire. Nous avons marre des promesses du wali et de ses services. Nous exigeons des solutions concrètes à nos problèmes », regrettent des habitants en colère. Un rassemblement de protestation a été organisé en fin de semaine à l'intérieur du pôle « ur-

bain » Ahmed Zabana par les habitants qui menacent de durcir leur mouvement de contestation dans les jours à venir au cas où ce problème d'eau n'est pas pris en charge par les services concernés. Un piètre spectacle s'offre aux visiteurs de la ville « intelligente » Ahmed Zabana, dont les premiers logements ont été livrés fin 2019 à 2.805 bénéficiaires « chanceux » du programme AADL 2. Outre la dégradation des conditions d'hygiène et l'insécurité, les nouveaux habitants souffrent depuis leur relogement de ces perturbations fréquentes d'approvisionnement en eau potable. Il y a aussi la défaillance de l'éclairage public et l'inexistence de presque tous les équipements publics.

Jeux Méditerranéens d'Oran-2022 Un comité ad hoc pour veiller à la conformité des structures sportives

Un comité ad hoc a été mis en place par le Comité d'organisation des Jeux Méditerranéens (COJM) «Oran-2022», pour veiller à la conformité des infrastructures sportives concernées par l'évènement, a-t-on appris jeudi auprès de cet organisme. Le comité ad hoc que préside le secrétaire du COJM, Abdelkader Mâatalah, est composé entre autres, des présidents des 12 commissions issues de l'instance chargée de l'organisation de la 19e édition des JM, a-t-on précisé. Ayant déjà entamé ses travaux, le comité ad hoc effectue fréquemment des visites sur le terrain. Ses membres constituent «un appui supplémentaire» pour les bureaux d'études concernés par le suivi des chantiers des différents équipements sportifs, aussi

bien en cours de réalisation qu'en réhabilitation, a-t-on indiqué de même source. Profitant du décalage pour une année supplémentaire des JM à cause de la pandémie de coronavirus, les organisateurs des JM tiennent à ce que les infrastructures sportives dédiées à la manifestation régionale soient en conformité avec les critères fixés par les fédérations sportives internationales concernées par les Jeux, fait-on encore savoir. Le comité ad hoc, à travers ses premières sorties sur le terrain, a relevé quelques carences et transmis ses remarques aux bureaux d'études concernés, ce qui a permis, entre autres, de refaire les études inhérentes à la réalisation du réseau d'éclairage au niveau du stade de football de 40.000 places du com-

plexe sportif en cours de réalisation dans la commune de Bir El-Djir, a-t-on indiqué. Le travail de suivi du comité ad hoc contribuera pour l'occasion à offrir au pays des équipements sportifs modernes et conformes aux normes internationales, permettant d'accueillir à l'avenir des compétitions de haut niveau, selon les organisateurs. Outre les sites sportifs, le comité en question intervient également au niveau du parc hôtelier concerné par le rendez-vous méditerranéen, de manière à ce que les établissements retenus pour accueillir les délégations officielles, les journalistes ainsi que les visiteurs, répondent aux normes prescrites dans le cahier des charges du Comité international des Jeux Méditerranéens (CIJM), insiste-t-on de même source.

Du 28 mars au 7 juillet 2020 4.085 commerçants mis en demeure pour non-respect des mesures préventives



K. Assia

Pas moins de 28.735 personnes ont été contrôlées par les services de la police de la période allant du 28 mars au 7 juillet et 17.375 d'entre elles ont fait l'objet de procédures judiciaires pour non-respect des dispositions prises par les pouvoirs publics dans le cadre de la lutte contre la pandémie.

Dans ce registre, le dispositif de contrôle a révélé que des procédures judiciaires ont été dressées à l'encontre de 5.836 individus pour le non-port de la bavette, 3.164 véhicules et 1.022 motos ont été mis en fourrière pour circulation durant les horaires de confinement dont la tranche a été fixée de 20 heures à 5 heures du matin.

Pour ce qui est de l'activité commerciale, les services de la sûreté d'Oran ont adressé 4.085 mises en demeure à des commerçants pour insuffisance des mesures de prévention sanitaires alors que 1.017 commerces ont fait l'objet de propositions

de fermeture pour exercice d'activité pendant les horaires de confinement et non-respect des dispositions de prévention.

Notons que la sûreté d'Oran a enregistré du 28 mars au 28 juin dernier dans le cadre de la mise en œuvre de la décision de reprise de certaines activités commerciales, après le déconfinement partiel, le 13 juin, le contrôle de quelque 3.764 magasins et locaux dont 951 ont été proposés à la fermeture et 1.356 mises en demeure ont été adressées à des commerçants pour non-application des mesures de prévention. Il a été également enregistré 4.266 infractions pour non-port du masque de protection obligatoire. Les policiers ont effectué plus de 12.834 actions de sensibilisation, au profit des commerçants et des chauffeurs de bus et de taxis et autres, sur le respect de la distanciation, le port du masque de protection et les attroupements, dans le but de réduire la propagation de l'épidémie du coronavirus.

Institut Cervantès d'Oran Le cycle « Hispanistadesdeca » à partir de demain

K. A.

L'institut Cervantès d'Oran lance demain dimanche 12 juillet le 2^{ème} cycle # Hispanistadesdeca sur sa page Facebook a annoncé, hier, sa directrice Mme Immaculada Jimenez Caballero. Cet espace dédié aux amoureux de la langue espagnole via le net prévoit des «petites capsules» sur des thèmes ayant trait à la présence ou aux relations entre la culture algérienne et espagnole. Le premier cycle de cet événement culturel a été déjà lancé dans les programmes de nuit de Ramadhan ou « Noches de Ramadhan », a indiqué la responsable. Les personnes intéressées peuvent désormais contacter l'institut via le mail cenora@cervantes.es. Toujours dans le cadre de la promotion de l'activité culturelle via le net, l'institut organise le dimanche 19 juillet un autre événement dédié

à la gastronomie Cervantin@as en la cocina ou Cervantes dans la cuisine. Sur ce, on apprend que des recettes originales des étudiants et des amis de l'institut Cervantès seront sur la page Facebook ce qui permettra de voyager à travers la diversité des plats proposés par des étudiants et des amis de l'institut Cervantès. Une première édition de cet événement culinaire a été déjà organisée durant le mois de Ramadhan et intitulée «Noches de Ramadhan» et a été un succès de l'avis de la responsable. Notons que l'institut Cervantès d'Oran poursuit ses activités depuis sa fermeture le 15 mars dernier à travers des cours offerts en ligne.

Pas moins de 141 cours ont été assurés aux 1.500 étudiants depuis le mois de janvier au 20 juin dernier, a assuré la responsable précisant que les cours en lignes et les plateformes vidéo ont un écho favorable chez les étudiants.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Sebah Ahmed, 5ans, Sid El Bachir

Bendjilali Fatma, 76 ans, Victor Hugo

Kharchef Belghacem, 76 ans, Tiaret

Jilali Abderahmane, 85 ans, Maraval

Horaires des prières pour Oran et ses environs

19 dhou el qida 1441				
El Fedjr 04h11	Dohr 13h09	Assar 16h58	Maghreb 20h25	Icha 22h00



Cité des 100 logements sociaux de Bouisseville Les habitants attendent le gaz de ville depuis huit ans

Rachid Boutlelis

La consternation et le désappointement se lisent sur les visages d'un groupe de locataires de la cité des 100 logements sociaux, sise sur les hauteurs de la localité de Bouisseville, dans le chef-lieu de la daïra d'Aïn El-Turck, qui ont pris attache avec le journal et ce, après avoir eu recours à tous les droits que leur confère la loi de la République. Nos interlocuteurs ont tenu à dénoncer, vivement, en premier l'absence du raccordement au gaz de ville et le revêtement de la chaussée à l'intérieur comme à l'extérieur de leur cité. « Nous avons été relogés en 2012, et depuis nous attendons un hypothétique branchement au gaz de ville dans notre cité. C'est inadmissible ! Tous les responsables locaux, qui se sont succédé, ces huit dernières années, nous ont promis de résoudre ce sordide problème.

me. Mais aucun d'eux n'a honoré ses engagements. Ils s'en tamponnent fort civilement le coquillard de notre morbide situation et ils ne le cachent d'ailleurs pas.

Nous avons, à plusieurs reprises, saisi les responsables concernés, à travers des requêtes, sans hélas recevoir une réponse concrète à nos doléances » se sont indignés nos interlocuteurs, avec dépit. Il importe de noter, qu'une cérémonie de remise des clés pour les bénéficiaires de ces 100 logements sociaux, présidée par l'ex-wali d'Oran, M. Boudiaf, a été concoctée, en 2012, pour le relogement des familles, qui se débattaient dans l'habitat précaire, dont 47 d'entre elles occupaient des masures, érigées à l'intérieur de l'ex-camping de toile de la localité de Claire Fontaine, qui a été transformé en jardin public. « Lors de notre installation dans nos nouveaux logements en 2012, les respon-

sables de l'époque ont affirmé, sans sourciller, que nos foyers seront raccordés au gaz de ville au plus tard dans une semaine. Huit ans après, nous attendons toujours », ont ajouté nos interlocuteurs d'un ton laborieusement sarcastique. Un ridicule outrancier qui attise l'ire du plus imperturbable. « Nos logements sont envahis par la poussière, provenant des chaussées ressemblant à s'y méprendre aux sentiers de charretiers et cela se répercute négativement sur la santé de nos enfants. Il est temps de nettoyer les écuries d'Augias pour restaurer notre cadre de vie », ont encore martelé des locataires, sidérés au plus haut point, de ladite cité, qui est ignorée, pour des raisons inexplicables, depuis sa réception en 2012 par les opérations d'aménagement pour l'amélioration du cadre de vie, qui ont depuis ciblé plusieurs zones de la municipalité d'Aïn El-Turck.

Suite à une panne dans le réseau Des coupures du courant électrique dans plusieurs quartiers à Sidi Chami

J. Boukraâ

Une coupure du courant électrique a touché plusieurs quartiers dans la commune de Sidi Chami, en raison d'une panne d'un réseau électrique de moyenne tension, avant-hier, a indiqué un communiqué de la direction de distribution d'électricité et de gaz d'Es-Sénia.

Selon la même source il s'agit d'une coupure du courant électrique qui a duré de 13h30 à 22h, dans plusieurs quartiers situés dans cette commune à savoir: la cité 54 lotissements dite «Bel Air», 150 logements «Hai Bouâmama», et Hai «Cas-

tors». La coupure est due à une panne dans le réseau électrique souterrain de moyenne tension (30.000 volts). Sept transformateurs de distribution publique et 13 transformateurs destinés aux abonnés industriels (moyenne tension) ont été touchés par la panne précise le communiqué. «Des équipes d'intervention et de maintenance en collaboration avec d'autres entreprises ont travaillé d'arrachepied pour rétablir l'alimentation électrique » indique la direction de distribution de l'Electricité et du gaz D'Es-Sénia qui n'a pas manqué de présenter ses excuses à ses

abonnés, suite à cette panne technique et indépendante de sa volonté.

Notons que la société de distribution d'électricité et du gaz (SDO), relevant de Sonelgaz, a pris, à Oran, plusieurs mesures pour assurer ses prestations régulièrement et la sécurité de son personnel, dans le cadre des mesures préventives de lutte contre la propagation du coronavirus. Dans ce sens, un comité de crise a été mis en place et œuvre, en coordination avec les autorités locales, pour intervenir et réparer immédiatement toute panne d'électricité et de gaz en H/24.

Conservation des Forêts Plus de 24 ha d'espaces boisés, ravagés par les flammes, durant la 1^{re} semaine de juillet

La Conservation des Forêts a enregistré sept foyers d'incendies dans la wilaya d'Oran qui ont ravagé 24,22 ha d'espaces boisés durant la période allant du 1^{er} au 7 juillet, en cours, a-t-on appris, jeudi de cette instance. Selon un bilan de l'administration forestière, 12,12 ha de forêts, 10,56 ha de maquis et de 1,54 ha de broussailles ont été ravagés par les flammes durant la 1^{re} semaine du mois en cours. Les incendies ont été signalés dans les commu-

nes d'Arzew, Bousfer, Gdyl et Oran, a-t-on indiqué de même source. Pour rappel, la Conservation des Forêts de la wilaya d'Oran a mis en place un dispositif de lutte contre les incendies effectif depuis le début du mois de juin dernier, renforcé par un réseau de 10 points de vigie pour assurer la surveillance des forêts, avec la mobilisation de 12 équipes mobiles et d'un dispositif de première intervention, en cas de départ de feu, le tout appuyé par 7 unités mobiles, situées

dans plusieurs forêts notamment celles de Boutlélis et Aïn El Kerma. Par ailleurs, la Protection civile d'Oran a procédé, récemment, à l'installation d'une colonne mobile de lutte contre les incendies et ce, dans le cadre du dispositif d'intervention qui s'étend jusqu'au mois d'octobre prochain.

La wilaya d'Oran dispose d'un patrimoine forestier dépassant les 41.000 ha, constitués à 35% de forêts et 65% de végétations entre maquis et broussailles.

Tribunal d'Aïn El-Turck Un passeur condamné à trois mois de prison ferme

Un individu, reconnu comme étant un passeur, a été condamné à trois mois de prison ferme, en fin de semaine, par le tribunal correctionnel d'Aïn El-Turck. Le prévenu a été interpellé en son domicile, sis dans la localité de Trouville par les enquêteurs de la police judiciaire, relevant de la Sûreté de daï-

ra d'Aïn El-Turck. Il a été appréhendé, lors d'une perquisition opérée par la police dans son domicile où il se trouvait en compagnie de sept ressortissants marocains, en situation illégale sur le territoire national, qui avaient l'intention de rallier clandestinement les côtes de la péninsule ibérique. **R. B.**

Malgré la hausse du nombre des contaminés par le Covid-19 Les gestes barrières ne sont pas respectés

L'insouciance d'une partie de la population et le non-respect des gestes barrières par une partie de la population sont parmi les causes à l'origine de la hausse inquiétante du nombre de nouveaux cas de Covid-19, ces derniers jours, dans la wilaya d'Oran, estiment les spécialistes. Devant cette situation alarmante, les professionnels de la santé publique ont tiré la sonnette d'alarme quant à l'importance de respecter les mesures de prévention pour endiguer la progression de la pandémie et d'éviter les lieux à haute fréquentation de la population. Le chef de service de prévention à la direction de santé de la wilaya, Dr. Yousef Boukhari a souligné que le port du masque, l'hygiène des mains et le respect de la distanciation sociale sont des gestes très importantes dans la lutte contre le virus, ajoutant qu'il faudrait également éviter les occasions familiales (décès, mariages, circoncisions, anniversaires) afin de stopper la propagation du Covid-19. la wilaya d'Oran enregistre, depuis quelques jours, une hausse du nombre de cas de Covid-19. Elle figure parmi les villes du pays les plus touchées par la pandémie, avec plus de 1.500 cas positifs enregistrés depuis le début de la crise sanitaire, rappelle-t-on. Toutefois, cette recrudescence des cas de Covid-19 à Oran n'a pas poussé une partie de la population locale à respecter les mesures de prévention et les gestes barrières. Le constat sur le terrain est des plus déplorables, a-t-on constaté. Les 82 nouveaux cas, enregistrés le 3 juillet dernier à Oran et annoncés par le porte-parole du comité scientifique de suivi du Covid-19, ont fait que la capitale de l'Ouest occupait, ce jour-là, la première place pour ce qui est du nombre de personnes contaminées. Cette triste nouvelle n'a pas empêché beaucoup d'Oranais à sor-

tir le lendemain, samedi, sans la moindre protection, a-t-on constaté.

UN ACTE DE CIVISME

- Les femmes plus que les hommes, les personnes âgées plus que les jeunes sont plus strictes à respecter ces règles de prévention. Farid, un commerçant d'électroménager à la cité Ibn Rochd (ex-HLM), masque Sanitaire coïncé sur le menton, admet que le masque est une obligation. «Toutefois en cette période de canicule, je ne peux pas le porter tout le temps. Par contre, je veille au respect des autres mesures comme l'hygiène des mains et la distanciation physique avec mes clients», reconnaît-il. Pointant le doigt sur une affiche, apposée à l'entrée de son magasin, sur laquelle il est recommandé que «le port du masque est obligatoire», Farid souligne à l'APS qu'il exigeait à tous ses clients de respecter cette règle avant d'accéder au magasin. «C'est impératif», s'est-il exclamé. Amel est une fonctionnaire dans une entreprise privée. Rencontre au centre-ville, en compagnie de ses deux enfants, tous les trois portent des masques. Cette mère affirme qu'elle ne sort plus sans masque depuis plus de 3 mois. «Je respecte aussi bien le port du masque que l'hygiène des mains et la distanciation physique. C'est devenu presque des réflexes naturels pour moi», a-t-elle dit. «Dans le rue, à l'intérieur des magasins ou même dans l'administration où je travaille, je porte le masque. Je tiens toujours à le faire rappeler à mes collègues ou mes interlocuteurs. Je ne veux pas prendre de risques. J'ai une famille à protéger et je dois faire attention», a-t-elle ajouté, estimant qu'«adopter ces gestes quotidiennement est un acte de civisme avéré et un signe indéniable du respect d'autrui».

L'INSOUCIANCE DES JEUNES

M'khaïssia, une femme d'un certain âge, attend sagement son tour pour accéder à une boucherie. Elle porte un masque et veille scrupuleusement au respect de la règle de la distanciation physique. «Ces gestes barrières sont des bouées de sauvetage pour sortir de cette crise sanitaire sans précédent», affirme-t-elle, tout en soulignant la nécessité de les respecter et les faire respecter. «Rien n'empêche les jeunes de se saluer en respectant une distance d'un mètre et demi, de porter un masque jusqu'au retour à la maison et de laver les mains fréquemment. Aucune excuse n'explique ce rejet», s'est-elle exclamée. «Ces gestes simples, beaucoup de nos jeunes ne les appliquent malheureusement pas souvent.

Ce sont leurs parents et grands-parents qui risquent d'en payer les conséquences», a encore souligné M'khaïssia. Les jeunes incriminés pour ces «fautes» ont un autre point de vue à avancer pour expliquer leur insouciance et leur non-respect des gestes barrières largement constatés dans plusieurs cités d'Oran. «Le virus touche beaucoup plus les personnes âgées et les malades chroniques.

Nous les jeunes, sommes plus au moins immunisés», expliquent plusieurs jeunes, interrogés par l'APS.

Des scènes de groupes de jeunes s'adonnant à d'interminables parties de dominos ou de cartes ou encore s'échangeant des vidéos et des applications mobiles sans aucun moyen de protection ni respect de distanciation physique sont devenues normales et quasi-quotidiennes au sein des cités d'habitations et quartiers populaires.

Si sur les réseaux sociaux ces comportements sont condamnés, dans le monde «réel», la situation est tout autre.

EHU Plus de 6.000 tests PCR effectués depuis fin mars

Plus de 6.000 tests PCR (Réaction de polymérisation en chaîne) ont été effectués au Laboratoire de virologie de l'Etablissement hospitalo-universitaire (EHU) d'Oran, depuis la déclaration de la pandémie de la Covid-19, a rapporté jeudi, la structure sanitaire.

Le laboratoire de virologie, doté de trois postes PCR, a permis de prendre

en charge, depuis sa mise en service, en mars dernier, plus de 6.000 tests de dépistage de la Covid-19, dans la wilaya d'Oran et autres wilayas, à l'instar de Béchar, a-t-on fait savoir. Il est le 2^{ème} laboratoire ouvert à Oran après celui de l'antenne locale de l'Institut Pasteur d'Algérie, a-t-on ajouté.

Pour ce qui est de la prise en charge des patients atteints de la Covid-19,

l'EHU d'Oran a, depuis le début de la pandémie, mis à disposition 292 lits en intra-hospitalier et 120 lits en extra-hospitalier, à savoir l'hôpital de Haï «Nedjma», ainsi que 22 lits de réanimation, a-t-on rappelé. Grace à cette organisation, l'EHU d'Oran a pu prendre en charge et traiter 2/3 des patients atteints de la Covid-19 dans la wilaya d'Oran, a-t-on affirmé.

MAGHNIA

Des motocyclistes sèment la terreur



Cheikh Guetbi

Devant les comportements irresponsables des conducteurs de motos, Maghnia vit une situation des plus dramatiques. Celle-ci compte sans conteste, au niveau national, la plus haute densité de ces « deux-roues », un record dont la ville se passerait bien au vu des accidents et nuisances engendrés. Ce record est lié à la situation géographique de cette ville, frontalière avec l'une des villes marocaines qui se place en haut du tableau relativement au nombre des deux-roues, à savoir Oujda. Celle-ci était alors devenue, pour les Maghnaouis, la destination la plus proche et la plus privilégiée de par les prix abordables pour l'acquisition des motos et également un filon d'or pour des réseaux de vols de ces deux-roues, écoulées à Maghnia. C'est ainsi que l'utilisation des motos s'est ancrée et s'est répandue dans cette région de l'extrême Ouest. Ceci n'est pas sans engendrer de sérieux problèmes, notamment en l'absence du respect jusqu'à la plus élémentaires des règles de conduite et le manque d'actions de prévention. Cette situation a déclenché la colère des citoyens sur les réseaux sociaux pour que cesse l'hécatombe. Malgré une campagne de lutte lancée par les forces de l'ordre pour que soit contrée cette poussée d'insécurité et qui se voulait continue mais qui semble s'essouffler, le phénomène de l'insécurité routière dans

laquelle les motocyclistes se trouvent être les principaux acteurs et les plus vulnérables reste entier et des accidents de motocyclistes se comptent au quotidien par dizaines. L'insouciance et la conduite dangereuse de la majorité des jeunes motocyclistes et leur irrespect des règles conventionnelles de conduite sont à l'origine de cette situation dans laquelle ils mettent leur vie en danger ainsi que celle des autres usagers de la route.

La quasi majorité des motocyclistes ont eu à l'usure aussi bien les services d'ordre qui se trouvent dépassés dans leur lutte contre ce phénomène ravageur, que les automobilistes voire les piétons qui assistent impuissants à la conduite dangereuse qui les expose continuellement au danger. « Le fait d'entendre un motocycliste arriver derrière moi me stresse car c'est synonyme de danger. On n'est jamais sûr de quel côté il va doubler », dira cet automobiliste qui ajoute « je me suis fait aux petits « bobos » occasionnés régulièrement à mon véhicule par les motocyclistes, je crains surtout pour leur vie tellement ils sont vulnérables car moins protégés ». Un autre automobiliste se montre plus outré par ce qu'il qualifie de « nouvelle forme de terrorisme ». « Rappeler à l'ordre ces jeunes qui se croient tout permis, exige du courage car cela peut vous mener aux insultes voire aux représailles. Que d'usagers de la route se font malmenés voire tabasser par ces

motocyclistes qui ont envahi impunément l'espace urbain. Il est temps que l'ordre soit rétabli afin que le citoyen évolue en sécurité et sereinement dans son espace urbain ». La situation est qualifiée par des citoyens de catastrophique car ils estiment que ces motocyclistes, qui ne se conforment à aucune règle de conduite constituent une atteinte à leur sécurité et leur sérénité et un danger permanent pour leur vie car ils sont par ailleurs sources de nuisances sonores et de pollution. A ce propos l'on souligne que selon les données du Conseil International sur le Transport Propre (ICCT), les scooters et motos polluent beaucoup plus que les voitures. Par litre de carburant consommé, leurs émissions de monoxyde de carbone sont vingt fois plus élevées que celles des voitures propulsées au diesel. Ainsi la sonnette d'alarme est tirée pour que soit mis un terme au nombre important de morts et de blessés dans des accidents de motos. « A Maghnia, les risques que les motocyclistes présentent sont un enjeu que l'on ne peut résoudre que dans l'approche collective. Un plan de prévention et des actions continues de sécurité routière doivent au plus pressé être menés par les services de la sûreté de la daïra et auxquels doivent se joindre les forces vives de la société civile qui s'est jusqu'alors montrée impassible au phénomène ainsi que l'ensemble des acteurs institutionnels », conclut ce citoyen.

MOSTAGANEM

Un budget supplémentaire de 458 millions de dinars pour la wilaya

Les membres de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Mostaganem ont approuvé, à l'issue de la deuxième session ordinaire, un budget supplémentaire au titre de l'année financière 2020 d'un montant de 458 millions de DA. Pas moins de 63% des recettes du budget financier ont été affectées au chapitre fonctionnement, dans sa section gestion, évaluées à 290 millions de DA et octroyées sous formes d'aides diverses aux communes. Le montant est destiné à financer les opérations de raccordement des zones d'ombre, notamment aux réseaux de gaz naturel et d'électricité et à l'aménagement des pistes et axes routiers. Les établisse-

ments publics relevant de la wilaya ont, quant à eux, bénéficié d'une enveloppe de 22 millions de DA pour assurer la couverture des dépenses diverses entraînées par la pandémie du Covid-19, à l'instar de l'établissement public de gestion du parc des loisirs et animaux « Mostaland », fermé depuis plus de 5 mois et qui traverse une situation financière difficile. Il a été procédé, dans le cadre de ce budget supplémentaire, à l'octroi aux communes d'aides supplémentaires notamment pour l'étude et la construction d'extensions de classes primaires, d'un montant de 17,5 millions de DA, l'inscription d'opérations pour l'acquisition d'équipements au profit de la

« Maison du diabétique » de la commune de Mesra, pour un montant de 2,5 millions de DA, ainsi que l'affectation d'un crédit de 5 millions de DA pour l'acquisition d'équipements divers au profit de personnes aux besoins spécifiques. Les élus locaux ont insisté, à la faveur de cette assemblée, sur la nécessité d'améliorer les recettes budgétaires annuelles et d'agir pour assurer l'augmentation des ressources fiscales provenant de différentes taxes et impôts à travers la valorisation du patrimoine de la wilaya. Ils ont également appelé à injecter des crédits conséquents dans les programmes de développement et d'apporter un soutien aux zones d'ombre.

MASCARA

Covid-19 : le dispositif policier renforcé

Belkecir Mohamed

L'actualité est dominée par les chiffres signalant une hausse des cas de Covid-19. Ceci serait lié au déconfinement mal interprété par une partie de la population qui fait fi des mesures préventives pour endiguer la contagion alors que d'autres condamnent ces gestes abusifs. Ni masque, ni gant, ni distanciation, ni désinfectant et revoilà les poignées de mains, enlacements et embrassades, reprises des mariages. La police est mobilisée avec barrages dans la périphérie, points de contrôle dans les intersections, patrouilles pédestres et motorisées. Un dispositif sécuritaire a été déployé dans les lieux connaissant un afflux de citoyens qui ont

repris leurs vieux réflexes, sans respecter les consignes de sécurité et sans respect des dispositions sanitaires. Une opération d'envergure a ciblé plusieurs artères et placettes où des foules sont attirées par des commerces anarchiques. Des personnes s'agglutinent autour des étals sans aucune distanciation dans des zones étroites comme les rues Raïs Bahri, Mazouna, des Jardins, Emir Abdelkader, Sidi Bouras et de nombreuses placettes au centre-ville. Cette promiscuité favorise les contaminations et la police se voit obligée de sévir par tout moyen y compris les amendes. Suite à ces opérations la ville a commencé à mieux respirer avec la fluidité de la circulation aussi bien automobile que piétonnière.

EL BAYADH

De nouveaux établissements scolaires pour la prochaine rentrée

Le secteur de l'éducation de la wilaya d'El Bayadh sera renforcé par plusieurs structures scolaires dès la prochaine rentrée, a-t-on appris jeudi du directeur de wilaya du secteur, M. Ali Marah. Huit établissements scolaires seront réceptionnés dès la prochaine rentrée scolaire, dont sept groupes scolaires du cycle primaire répartis sur les communes d'El Bayadh, Boualem, Chellala, Rogassa, Sidi Slimane et Labiodh Sidi Cheikh, d'une capacité d'accueil de 756 places pédagogiques, a indiqué M. Marah. Il est également prévu la réception d'un CEM au niveau du pôle urbain du chef-lieu de wilaya d'une capacité de 800 places pédagogiques, a ajouté le responsable. Ces nouveaux établissements scolaires s'ajouteront aux 248 dont dispose la wilaya, répartis en 160 établissements primaires, 55 CEM et 33 lycées, selon la même source. Le secteur sera également renforcé

par cinq cantines scolaires offrant 200 repas par jour chacune au profit des élèves du primaire, dont trois au chef-lieu de wilaya, une autre dans une école primaire à Labiodh Sidi Cheikh et une autre dans la commune de Sidi Ameur, a-t-on fait savoir. En outre, deux lycées internats seront ouverts à Bougtob et El Meharrar, offrant une capacité de 200 lits chacun, ainsi qu'un CEM internat à Kef Lahmar d'une capacité de 200 lits, deux salles internet au cycle moyen au chef-lieu de wilaya, une salle de sport au CEM de Cheguig et une autre au lycée d'El Bayadh. Il est prévu également l'ouverture d'une unité de dépistage et suivi en milieu scolaire dans un lycée au chef-lieu de wilaya.

S'agissant de l'aspect administratif, 51 fonctionnaires par contrats du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle ont été confirmés et 24 autres pédagogues le seront prochainement.

TINDOUF

Sept périmètres agricoles seront raccordés au réseau électrique

Sept (7) périmètres agricoles répartis à travers les communes d'Oum Lassel et Tindouf seront raccordés au réseau électrique dès la prochaine saison agricole, a-t-on appris jeudi des responsables de la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya. Un montant de 250 millions de DA, puisé de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL), a été consacré à cette opération retenue en faveur de 350 agriculteurs, dont le taux de raccordement dépasse actuellement 60 %, a précisé Laid Bouaaza. Le projet contribuera à encourager l'activité agricole dans le but d'assurer l'approvisionnement du marché local en produits agricoles, a-t-il souligné. Certains agriculteurs ont déjà procédé à l'extension de leurs activités agricoles,

notamment la plantation d'arbres fruitiers et l'installation des serres multichapelles avec le système d'irrigation goutte-à-goutte qui a donné des résultats « encourageants » dans la région, alors que d'autres ont demandé des extensions de leurs terres, a-t-il ajouté. La superficie agricole irriguée dans la wilaya de Tindouf est estimée à 872 hectares sur l'ensemble des terres agricoles qui totalisent plus de 1.985 hectares, selon le même responsable. La wilaya de Tindouf compte, actuellement, 20 associations à caractère agricole, dont deux spécialisées dans le développement de l'arganier, quatre (4) coopératives agricoles agréées, ainsi que six (6) Conseils professionnels mixtes, selon les données de la Direction des services agricoles.

CHLEF

Un jeune meurt électrocuté

Un jeune a trouvé la mort électrocuté à son domicile sis à la commune d'Oum Drou (6 km à l'est de Chlef), a indiqué hier un communiqué de la cellule de communication de la Protection civile. Les unités de la Protection civile sont intervenues vers 01H20 pour éva-

cuer le corps sans vie d'une personne décédée par électrocution à son domicile sis dans la localité de Bourouis, commune d'Oum Drou. La victime âgée de 15 ans a été transférée à la morgue de l'Etablissement public hospitalier "Ouled Mohamed", a conclu la même source.

Comment le covid-19 est en train de transformer l'industrie

MUNICH – Alors que la pandémie de COVID-19 s'intensifie, les risques inhérents aux chaînes d'approvisionnement mondiales sont plus évidents que jamais. Plutôt que de s'attendre à un retour à la normale, avec des activités industrielles concentrées dans des pays où la main-d'œuvre est bon marché et abondante, les entreprises des économies développées changent leur fusil d'épaule et se concentrent sur les travailleurs ayant les plus bas salaires de tous : les robots.



PAR DALIA MARIN

Directrice du Centre d'économie internationale à l'Université de Munich et chercheuse au Centre de recherche sur les politiques économiques

Au début des années 1990, les entreprises ont commencé à délocaliser la production vers des pays à bas salaires, aidées par la chute du Rideau de fer, par l'intégration mondiale de la Chine puis par son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, ainsi que par la montée en puissance de la conteneurisation. La période entre 1990 et 2008 a été désignée comme une ère d'hyper-mondialisation dans laquelle les chaînes de valeur mondiales ont représenté environ 60 % du commerce mondial.

La crise financière et économique mondiale de 2008 a marqué le début de la fin de cette ère d'hyper-mondialisation. En 2011, les chaînes de valeur mondiales ont cessé de croître. Leur croissance n'a pas repris depuis cette date.

Cette inversion a été motivée par l'incertitude. De 2008 à 2011, l'Indice mondial d'incertitude – mis au point par Hites Ahir, Nicholas Bloom et Davide Furceri – a augmenté de 200 %. Par comparaison, au cours de l'épidémie de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) de 2002-2003, l'IMI a augmenté de 70 %. Après le vote du Brexit du Royaume-Uni en 2016, il a grimpé de 250 %.

Lorsque l'incertitude augmente, les chaînes de valeur mondiales en pâtissent. Sur la base des données antérieures, on peut prédire qu'une augmentation de 300 % de l'incertitude (que la pandémie de COVID-19 semble susceptible de produire), va réduire l'activité des chaînes d'approvisionnement mondiales de 35,4 %. Les entreprises ne considèrent plus que les économies de coûts de la délocalisation soient encore rentables.

À un moment où l'adoption de robots est plus économique que jamais, l'incitation à re-

localiser la production est encore plus forte. Le calcul est simple. Une entreprise, par exemple aux États-Unis, devrait payer un travailleur américain beaucoup plus cher que, par exemple, un travailleur vietnamien ou bangladais. Mais un robot basé aux États-Unis n'a pas du tout besoin de salaire, encore moins de prestations comme l'assurance maladie ou les congés maladie.

L'investissement dans les robots n'est pas nouveau. Les entreprises à économie développée la poursuivent depuis le milieu des années 1990, l'industrie automobile étant un fer de lance dans ce domaine, qui peut représenter entre 50 et 60 % du stock de robots d'un pays. En Allemagne – un leader mondial dans l'adoption de robots – le nombre de robots pour 10 000 travailleurs dans l'industrie se situait à 322 en 2017. Seule la Corée du Sud (710 robots pour 10 000 travailleurs) et Singapour (658 pour 10 000) ont un ratio plus élevé. Les États-Unis ont 200 robots pour 10 000 travailleurs.

En fait, lorsque la crise de 2008 a frappé, certains pays, comme l'Allemagne, avaient déjà assez de robots pour minimiser l'importance des coûts de main-d'œuvre dans la production. Beaucoup d'autres, aidés par la forte baisse des taux d'intérêt post-2008 par rapport aux salaires, ont stimulé l'adoption de robots et ont relocalisé une plus grande part de la production.

Il en va de même aujourd'hui. Sur la base de la politique monétaire actuelle, on peut s'attendre à une baisse de 30 % des taux d'intérêt, car les banques centrales tentent de compenser les dégâts causés par la pandémie de COVID-19. Les données passées indiquent que cela pourrait entraîner une accélération de 75,7 % dans l'adoption de robots. (Cela ne causera pas un boom effréné dans l'adoption de robots, car l'incertitude croissante décourage également les investissements.)

Cette tendance va se concentrer dans les secteurs les plus exposés aux chaînes de valeur mondiales. En Allemagne, cela concerne le matériel automobile et des transports, l'électronique et le textile – des secteurs d'activité qui importent environ 12 % de leurs intrants en provenance de pays à bas salaires. (Dans

l'ensemble, l'économie allemande importe 6,5 % des intrants qu'elle utilise.)

À l'échelle mondiale, les industries à la plus forte activité de relocalisation sont celles des produits chimiques, des produits métalliques, des produits électriques et de l'électronique. L'industrie chimique se démarque comme étant le meilleur secteur de relocalisation en France, en Allemagne, en Italie et aux États-Unis.

Cette tendance constitue une menace majeure pour les modèles de croissance de nombreux pays en développement, qui dépendent de l'industrie à faible coût et des exportations d'intrants intermédiaires. En Europe centrale et orientale, certains pays ont répondu à ce défi en investissant eux-mêmes dans les robots. La République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie (qui ont de grands secteurs automobiles appartenant à des entreprises étrangères) ont maintenant plus de robots pour 10 000 travailleurs que les États-Unis ou la France. Et cette stratégie semble fonctionner : ces pays restent une destination de délocalisation attrayante pour les pays riches.

Les centres industriels à bas prix en Asie risquent de s'en tirer à moins bon compte, surtout à la suite de la pandémie. La Chine, qui a assuré sa croissance économique en s'établissant au centre de nombreuses chaînes de valeur mondiales, sera confrontée à des défis particulièrement sérieux, malgré ses plans visant à passer à des activités à plus forte valeur ajoutée et à stimuler sa consommation intérieure.

Entre la montée du protectionnisme (en particulier aux États-Unis sous la présidence de Donald Trump) et la pandémie de COVID-19, les économies avancées semblent se tenir fin prêtes pour une renaissance de l'industrie. Mais bien que cela puisse réduire les risques pour les grandes entreprises, cela ne bénéficiera probablement pas à beaucoup de travailleurs des économies développées, sans parler des pays en développement dont la production est en train d'être déplacée. Pour cela, les gouvernements devront mettre en œuvre des mesures adaptées à ce nouvel ordre économique.

L'Afrique peut-elle résister au covid-19 ?

DURBAN – Moins de cinq mois après le premier cas documenté de la maladie à coronavirus (la COVID-19), plus de 340 000 personnes en étaient infectées, et presque 15 000 en sont mortes. Cette pandémie a des effets dévastateurs sur les sociétés et les économies du monde entier, mais l'Afrique risque d'être confrontée à des dommages particulièrement graves et de longue durée.



PAR DENIS CHOPERA

*Médecin virologue et directeur administratif de programme pour le réseau d'excellence en recherche sur la tuberculose et le VIH en Afrique subsaharienne (SANTHE), basé sur l'Institut de recherche sur la santé en Afrique**

Certes, l'Afrique ne connaît pas autant de cas que prévus – du moins jusqu'ici. Même si 43 pays du continent africain sont maintenant touchés, le virus ne semble pas se propager aussi rapidement qu'ailleurs.

Certains scientifiques estiment que ce pourrait être une question de climat. Une étude a conclu que la maladie à coronavirus est possiblement moins stable à des températures plus élevées, la température optimale de transmission se situant probablement autour de 8,72 °C. Les températures dans la plupart des pays africains sont rarement inférieures à 15 °C. Ceci ne veut pas dire que la COVID-19 ne puisse se transmettre dans des climats plus chauds, mais uniquement qu'il est peut-être plus aisé de la contenir en milieu tropical.

Par contre, d'autres obstacles plus sérieux au confinement du virus demeurent – à commencer par le fait qu'il a une plus longue période d'incubation que le rhume (qui fait partie de la famille des coronavirus) et que les personnes asymptomatiques sont contagieuses. Même si les personnes présentant des symptômes de la COVID-19 sont plus contagieuses, ce qui semble être le principal mécanisme de propagation du virus, les personnes infectées sans symptômes constituent un danger majeur, car ils ont tendance à ne pas limiter leurs contacts avec les autres. Ceci rend beaucoup plus difficiles les contrôles de suivi de la transmission.

Vient ensuite le problème de la gravité de la maladie. Même si la plupart des cas de COVID-19 ne sont caractérisés que par des symptômes bénins à modérés, le virus devient beaucoup plus virulent pour les aînés et ceux souffrant de problèmes de santé sous-jacents, notamment les maladies cardiopulmonaires et le diabète.

La population du continent africain étant la plus jeune au monde, avec un âge médian de 18 ans (moins de la moitié de l'âge médian de l'Europe), l'Afrique a sans doute moins à craindre l'effet de virulence. Ce n'est pas une coïncidence si le taux de mortalité en Italie – dont l'âge médian est de 47,3 ans – a atteint 9 %, par rapport à une moyenne mondiale de 3,4 %. Par contre, les conditions de santé de

l'Afrique reposent sur des assises beaucoup moins solides. Même si les maladies non transmissibles comme le diabète sont plutôt le fait de pays développés, les faits indiquent qu'elles prolifèrent en Afrique. De plus, l'Afrique est aux prises avec deux autres problèmes de santé – le VIH (le virus qui cause le SIDA) et la tuberculose – qui présenteraient de grands risques à ceux qui contractent le coronavirus.

L'Afrique Sub-saharienne abrite environ 70 % des personnes atteintes du VIH mondialement et 25 % des nouveaux cas de tuberculose dans le monde – la principale cause de mortalité parmi les personnes atteintes du VIH – sont déclarés en Afrique. Puisque jusqu'ici le VIH et la tuberculose ne sont pas endémiques dans les régions les plus touchées par le coronavirus, il y a peu de données d'incidence de la COVID-19 sur les personnes déjà infectées par ces maladies. On ne s'avance pas trop en presumant que les personnes ayant contracté le VIH ou la tuberculose présentent des risques plus élevés de développer des formes plus graves de la COVID-19.

Il y a peut-être quelques lueurs d'espoir à l'horizon, car certains pays sont en train d'évaluer l'efficacité de certains médicaments antirétroviraux contre la COVID-19. S'ils s'avéraient efficaces, ce serait une grande source de soulagement pour les Africains. Plus de 60 % de personnes séropositives dans l'Afri-

que australe et orientale – les régions les plus touchées par le VIH – suivent déjà des traitements antirétroviraux.

Mais ces résultats encourageants sont loin d'être sûrs. Et même s'ils l'étaient, près de 40 % de la population séropositive en Afrique australe et orientale – 20,6 millions de personnes, au total – serait néanmoins très vulnérable.

Finalement, le principal risque pour l'Afrique pendant la pandémie de la COVID-19 réside dans la faiblesse des réseaux de santé. Si les réseaux de santé modernes dans des pays développés comme l'Italie ont été submergés par le virus, personne ne sait ce qui va se passer dans un pays africain avec un réseau de la santé qui est déjà affaibli et sous-équipé.

Comme l'indique clairement la rapidité de la propagation de la COVID-19 dans le monde, le problème n'est pas réservé à l'Afrique. Si le virus prend pied sur le continent, il pourrait réinfecter le reste du monde, créant de nouvelles vagues d'épidémies dans les pays qui l'auraient maîtrisé. La seule solution passe par la collaboration d'intervenants extérieurs avec les gouvernements africains pour combler les principales lacunes – avant que ce ne soit trop tard.

Traduit de l'anglais par Pierre Castegnier

**Il a été un boursier New Voices de l'Institut Aspen (2018) et boursier du Siècle de l'Afrique (2019 à 2020)*



Inadéquation de la formation des jeunes Africains, quelle solution ?

ABIDJAN – Alors qu’une grande partie de la planète est confrontée au vieillissement de la population, pour l’Afrique c’est la situation inverse. 60 % des Africains ayant moins de 25 ans, les dirigeants du continent doivent veiller non seulement à ce qu’il y ait un nombre suffisant d’emplois de qualité à leur offrir, mais aussi à ce que la jeunesse reçoive l’éducation et la formation nécessaires pour occuper ces emplois. Or beaucoup reste à faire, notamment en matière de formation professionnelle.



PAR HANAN MORSY

Directrice du département de politique macroéconomique, de la prévision et de la recherche de la Banque africaine de développement

L’inadéquation entre les emplois disponibles et les qualifications de la main d’œuvre se rencontre très souvent à travers l’Afrique. Une étude récente de la Banque africaine de développement portant sur 10 pays (le Bénin, la République du Congo, l’Égypte, le Liberia, Madagascar, le Malawi, la Tanzanie, le Togo, l’Ouganda et la Zambie) montre que l’éducation de la majorité des jeunes Africains est insuffisante pour l’emploi qu’ils occupent et que près d’un tiers d’entre eux sont sous-qualifiés. Les jeunes dont la qualification est largement supérieure aux exigences de l’emploi qu’ils occupent sont sous-payés et frustrés par les difficultés à construire une carrière et le gaspillage de leurs compétences ou leur détérioration.

Dans ce contexte, des jeunes peu éduqués bénéficient de salaires relativement élevés, mais c’est au prix de la satisfaction qu’ils tirent de leur travail. Ceux qui sont sous-qualifiés essayent

tant bien que mal de faire correctement leur travail, mais vivent avec la crainte permanente de le perdre, ce qui les marque profondément. Ils acceptent des emplois pour lesquels ils ne sont pas qualifiés par désespoir, pour ne pas se retrouver au chômage dans l’attente d’un emploi mieux adapté qui ne viendra peut-être jamais.

Etant donné l’ampleur et la persistance de l’inadéquation entre les emplois et la qualification des candidats, et ses conséquences tant au niveau des travailleurs que de l’économie, sa réduction devrait être la première des priorités des gouvernements africains. Cela commence par l’amélioration de l’accès à l’éducation.

Depuis quelques années, beaucoup de pays africains ont accompli des progrès significatifs dans le taux de scolarisation ; néanmoins nombre de jeunes, notamment des filles, en particulier dans les zones rurales, ne bénéficient que d’une scolarité très limitée ou parfois ne sont pas scolarisés du tout. Pire encore, 38 % des jeunes au travail ne sont jamais allés à l’école pour des raisons financières, et 12 % en raison de l’absence d’école à proximité.

Les gouvernements africains peuvent changer cela en construisant de nouvelles écoles, en rénovant les anciennes, en améliorant les conditions de travail des enseignants et en veillant à la présence du matériel voulu, notamment en matière d’informatique et de communi-

cation. De même, ils devraient rendre l’école primaire gratuite, limiter le montant des droits d’inscription dans le secondaire et à l’université et accorder des bourses.

Ils doivent aussi renforcer leur politique d’aide aux jeunes lors de leur passage de l’enseignement à l’emploi. Actuellement il n’existe aucune aide à la recherche d’emploi, que ce soit de la part de l’État ou d’agences spécialisées.

Pour que les jeunes travailleurs aient de meilleures perspectives, l’État doit encourager la diffusion d’informations sur les emplois disponibles et inciter les entreprises à proposer des stages aux jeunes diplômés, par exemple au moyen de subventions ou de baisses d’impôt. Et là où cela existe déjà, il doit renforcer leur impact en élargissant leur objectif et le public concerné, en les faisant mieux connaître et en contrôlant leur impact.

Enfin, pour que cette politique réussisse, les jeunes diplômés doivent connaître les qualifications et le niveau de formation exigés par le marché du travail. Les employeurs africains se plaignent souvent de la difficulté à trouver des postulants ayant une formation solide en science, en technologie, en ingénierie ou en math, ou formés à la communication ou à la résolution des problèmes complexes.

La Banque africaine de développement joue un rôle moteur pour aider les jeunes dans le secteur des technologies de l’information en finançant l’universi-

té Carnegie Mellon-Afrique au Rwanda qui existe depuis 2011. Elle sert de centre d’excellence et de centre régional en matière de technologies de l’information pour l’Afrique de l’Est. En collaboration avec le gouvernement du Rwanda, elle a créé un accélérateur de start-up pour aider les étudiants à fonder leur propre entreprise.

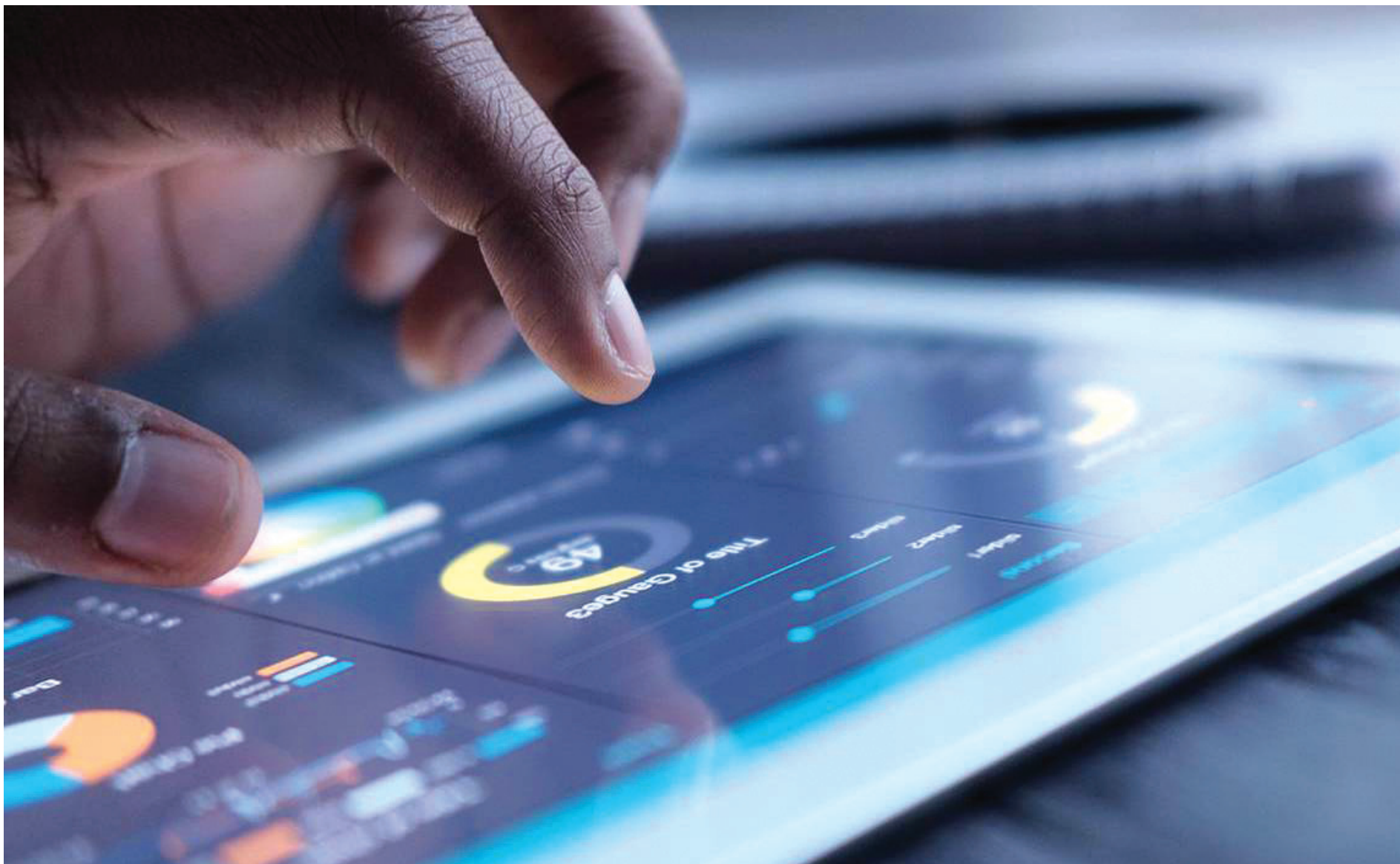
Résoudre l’inadéquation entre emplois et qualifications suppose un système éducatif et une formation professionnelle qui répondent mieux à la demande et qui soit tournés vers l’avenir. Les gouvernements africains pourraient par exemple créer des forums permettant aux entreprises d’informer les établissements d’enseignement et de formation professionnelle sur leurs besoins, ce qui leur permettrait d’adapter leur programme en conséquence. Il en résulterait une nouvelle génération de candidats bien formés, ce qui lèverait les freins à la production des entreprises et créerait des emplois.

Toute cette jeunesse africaine est un énorme atout, car elle pourrait doper la croissance et le développement économique du continent pour les décennies à venir. Mais si les jeunes Africains restent improductifs, frustrés et désespérés, cela pourrait nuire à la prospérité, au progrès social et même à la stabilité politique. Les prochaines années dépendent de la politique que mènent aujourd’hui les pays africains.

Traduit de l’anglais par
Patrice Horovitz

Une révolution des données pour tous

NEW YORK – La science a révolutionné la médecine et l'agriculture au cours des 100 dernières années, particulièrement pour les plus démunis parmi les plus pauvres. Ces réalisations qui vont du traitement de l'anquilostomiase à la révolution verte témoignent de sa puissance.



PAR MICHAEL FROMAN¹
ET RAJIV SHAH²

1- Délégué commercial général des États-Unis durant l'administration du président Barack Obama, est vice-président et président de la croissance stratégique chez Mastercard.

2- Président de la Fondation Rockefeller.

En regardant vers l'avenir, le potentiel de la science des données est encore plus grand, car elle révolutionnera tout, des traitements médicaux au développement économique plus ouvert. L'histoire nous montre que lorsque l'on fait appel à la puissance de la science et des technologies pour régler les problèmes sociaux, le sort de millions de personnes peut être amélioré.

Prenez n'importe quel problème qui court dans le monde : les feux de forêt qui ont dévasté l'Australie; la crise des opioïdes qui ravage les collectivités à haut taux de pauvreté des États-Unis; la pire crise des réfugiés du monde depuis la Deuxième Guerre mondiale. Pour faire face à ces problèmes et à d'autres — de la pauvreté et de l'inégalité, de la conservation et des changements climatiques —, il est nécessaire d'appliquer les données de manière responsable ainsi que les analyses qui en découlent.

Or, même s'il y a eu de grands progrès dans le domaine des sciences des données dans le secteur privé, un grand nombre d'organismes du secteur social et communautaire accusent un retard. Par un soutien adéquat, ils peuvent exploiter l'analytique des données pour étendre la portée de leurs prestations, et

ce, plus rapidement, et en dernier ressort, pour aider plus de personnes. Il y a un an à peine, Mastercard et la Fondation Rockefeller se sont engagées à combler cette lacune. En s'appuyant davantage sur la science des données, toutes les organisations peuvent atteindre leur plein potentiel.

Heureusement, des innovateurs sur le terrain sont déjà en train d'accomplir certaines de ces tâches. Ainsi, l'organisme DataKind dirigé par des bénévoles a mis en liaison des organismes à but non lucratif avec des scientifiques de données du secteur privé pour régler des problèmes auxquels est confrontée la communauté des travailleurs de la santé. Community Solutions, un organisme à but non lucratif œuvrant dans plus de 80 villes et comtés des États-Unis, a recours à la science des données pour s'attaquer aux problèmes liés à l'itinérance. Et Benefits Data Trust, un organisme américain à but non lucratif de Philadelphie, exploite la puissance de l'intelligence artificielle pour aider des millions de familles américaines à faibles revenus à accéder aux prestations d'assurance sociale qu'ils ont droit de recevoir.

Les données analysées ont permis aux maires de plusieurs villes américaines de poursuivre des stratégies pour un développement économique ouvert à toutes les strates de la société et d'aider les fonctionnaires en Afrique à prédire dans quelles communautés rurales les grossesses sont le plus à risque et à en déterminer les causes. Et pourtant, ces initiatives ne sont qu'un début, et non la destination. Il reste encore beaucoup à faire.

Transformer le rôle des données pour s'attaquer aux problèmes sociaux et économiques majeurs n'est pas la tâche d'une seule personne ou d'un seul organisme. Nous devons bâtir sur les succès de ceux qui ont

déjà réalisé des progrès. En 2002, un groupe d'entrepreneurs sociaux innovateurs, ainsi que les groupes qui luttent contre la pauvreté et le musicien de rock irlandais et philanthrope Bono, a inauguré DATA.org, un organisme à but non lucratif dont la mission est d'alléger la dette, de combattre le SIDA et de réduire l'inégalité des échanges commerciaux en Afrique. Dans ce qui, en fin de compte, est devenu la campagne ONE, ils ont galvanisé l'appui pour la réduction de la pauvreté en axant leurs travaux sur des données probantes et en prônant des méthodes fondées sur les faits en matière de développement.

À l'époque, ces initiatives ont innové en reconnaissant le potentiel des données pour régler les plus grands problèmes de la société. En partenariat avec des millions d'activistes autour du monde, la coalition appuyant DATA.org a facilité l'annulation de la dette de 100 milliards \$ de pays du tiers-monde, a canalisé 50 milliards \$ en contributions d'aide à la santé et au développement. Elle a également milité pour des accords commerciaux qui ont aidé à améliorer le sort de millions de familles vulnérables.

Or, même si les données sont omniprésentes et que les perspectives ouvertes par la révolution des données sont encore plus grandes, les gains de ces progrès ne sont pas répartis équitablement. Une fois encore, il faudra une initiative de grande envergure pour combler cette lacune et faire en sorte que les plus vulnérables ne sont pas laissés pour compte.

C'est en tenant compte de cet enjeu et avec l'appui des fondateurs de DATA.org, que la Fondation Rockefeller et Mastercard ont relancé DATA.org pour servir de plateforme aux partenariats dans le but d'élargir le champ de la science des données au progrès

social. Il faut faire en sorte que les organismes à but non lucratif et communautaire sont bien positionnés pour tirer avantage de la révolution des données.

Par cette relance de la plateforme, nous avons bon espoir de pouvoir utiliser les données pour remédier au problème des sans-abri, améliorer l'accès aux prestations sociales et à la communauté des travailleurs de la santé dans le monde entier. Ceux qui sont en première ligne des initiatives d'amélioration de la santé publique, de lutte contre la pauvreté et de résolution de beaucoup d'autres problèmes disposeront d'un meilleur accès aux scientifiques de données qui peuvent les aider à en optimiser la portée. Plus important, ceci doit se faire de manière à réunir plus d'intervenants et d'organismes pour qu'ils puissent effectuer des changements sociaux positifs, tout en adhérant aux principes d'utilisation responsable des données.

L'élargissement du champ d'application de la science des données pour générer des retombées sur la société est une responsabilité de la communauté internationale. Il faudra organiser une collaboration de tous les secteurs pour s'assurer que les données approchant 2,5 quintillions d'octets produits quotidiennement aient des retombées positives sur la société. Tout comme DATA a démontré, il y a 18 ans, le potentiel de politiques de développement fondées sur les faits, la relance, ce mois-ci, de la plateforme donnera un nouvel élan à la résolution des plus grands problèmes du monde.

La révolution des données doit profiter à tous. Ensemble, nous pouvons faire de 2020 l'année où les partenariats ont commencé à élargir le potentiel d'une économie fondée sur les données, et ce, à l'échelle mondiale.

Traduit de l'anglais par Pierre Castegnier

JS Kabylie Cherif Mellal contre-attaque

Condamné par la justice mardi à deux mois de prison ferme et 20.000 DA d'amende suite à une plainte pour diffamation déposée par l'ancien président du club, Mohand-Cherif Hannachi, l'actuel boss de la JSK, Cherif Mellal a organisé jeudi une conférence de presse pour apporter des précisions. A ce propos, Meftah Larbi, du collectif d'avocats du club, a indiqué que Mellal fera appel de ce jugement. «C'est un jugement de première instance contre lequel nous allons faire appel», a-t-il souligné.

La nouvelle direction «a fait face, à sa venue, à une situation financière difficile et réglé beaucoup de dettes envers des anciens joueurs et dirigeants du club héritées de l'ancienne direction», a soutenu, pour sa part, Mellal, faisant savoir que «les dettes de la JSK auprès des impôts dépassent le capital même du club». Il compte également faire appel à un cabinet d'expertise pour éplucher la situation financière du club depuis les dix dernières années. Sur un autre registre, Mellal a également lancé un appel aux instances sportives pour «venir en aide aux équi-

pes qui vivent une situation difficile en raison de cette crise sanitaire, comme cela se fait dans plusieurs pays au monde». «Tout est en stand-by, on ne peut rien faire tant qu'on n'est pas fixé sur l'issue de la compétition, ni négocier avec les joueurs, ni en libérer, ni recruter d'autres», a-t-il soutenu.

Dans le même sillage, le président de la JS Kabylie, a appelé la FAF à prendre une décision définitive concernant la reprise des compétitions, actuellement suspendues en raison de la pandémie de coronavirus.

S'exprimant lors d'un point de presse au siège du club, le président Mellal a interpellé le bureau fédéral de la FAF à «trancher la poursuite ou la suspension définitive du championnat national» lors de sa réunion qui se tiendra mercredi prochain. «Il faut prendre une décision», a-t-il déclaré, expliquant que la suspension actuelle des compétitions «fait perdre de l'argent chaque mois aux clubs, qui sont déjà déficitaires, et fait fuir les sponsors qui hésitent à aider les clubs faute de compétition, et donc de publicité pour eux». A ce

titre, il a assuré qu'en cas de reprise, les «Jaune et Vert» sont prêts à disputer les huit journées restantes du championnat, malgré les quatre mois de confinement. «Nous avons déjà une équipe en place et un protocole médical performant et nous sommes prêts à reprendre la compétition», a-t-il dit.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports a indiqué jeudi qu'il a été décidé de ne pas autoriser «pour le moment» la reprise des compétitions sportives, dont les différents championnats footballistiques, «conformément aux recommandations du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19 et au vu du caractère imprévisible de l'évolution de la situation épidémiologique, marquée par une recrudescence importante au niveau mondial». Dans le cas où il sera décidé de suspendre définitivement la compétition, Mellal réclame de «procéder à l'épuration des affaires pendantes devant les instances judiciaires (affaire des écoutes téléphoniques du directeur général de l'ESS) et sportive (le Tribunal arbitral du sport pour MCA-USMA)». A ce

ES Sétif Boussouf en route vers la Belgique



Objet d'offres en Ligue 1 l'hiver dernier, le prometteur ailier algérien Ishak Boussouf s'apprête à s'engager à Lommel, en D2 belge.

Devenu l'une des grandes attractions du championnat d'Algérie dès sa première saison en pro sous les couleurs de l'ES Sétif, Ishak Boussouf n'a pas tardé à être remarqué en Europe.

Aussi le choix de carrière de l'ailier de 18 ans était

guetté avec curiosité par nombre d'observateurs.

Au rang des clubs intéressés figuraient notamment le Stade Rennais et l'AS Monaco. Mais malgré les offres fermes transmises l'hiver dernier par ces formations de Ligue 1 française, le joueur avait alors préféré retarder son départ.

Le voilà qui s'apprête à faire un choix surprenant : selon les informations re-

cueillies par Football365 Afrique, l'international U20 algérien s'apprête à s'engager en faveur de Lommel, pensionnaire de deuxième division belge.

Un contrat de cinq ans l'attend dans ce club satellite de Manchester City, qui le prêterait ensuite à Courtrai, écurie de l'échelon supérieur où un certain Youcef Atal fit ses premiers pas dans le football européen.

Constantine Décès de l'ancien arbitre international Mohamed Kouradji

L'ancien arbitre international de football, Mohamed Kouradji, est décédé jeudi à Constantine à l'âge de 68 ans du coronavirus, a appris l'APS de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS).

Ayant fait partie du gotha des sifflets algériens pendant plus de deux décennies, Mohamed Kouradji a su se faire

un nom sur la scène internationale. Il a notamment officié en phase finale de la Coupe d'Afrique des nations, organisée en Afrique du Sud en 1996 et a également dirigé plusieurs rencontres dans les différentes compétitions africaines de clubs et de sélections.

En Algérie, Kouradji a arbitré plusieurs matchs impor-

nants dont la finale de Coupe d'Algérie 1995-1996 qui vit le MC Oran s'imposer face à l'USM Blida sur le score d'un but à zéro. Très apprécié du monde du football à Constantine notamment, le défunt Mohamed Kouradji a arbitré son dernier match officiel en 1998, mettant ainsi fin à une riche carrière entamée 24 ans plus tôt.

Paris SG Le double intérêt pour Ismaël Bennacer



Auteur d'une première saison réussie au Milan AC, Ismaël Bennacer (22 ans) est annoncé dans le viseur du Paris Saint-Germain depuis plusieurs semaines.

Outre ses qualités sportives évidentes, le milieu de terrain possède un atout très important aux yeux du club de la capitale : il a en

partie été formé en France, à Arles-Avignon, jusqu'à ses 16 ans.

Or, le règlement de l'UEFA pour la Ligue des champions oblige chaque club, sur sa liste de 25 joueurs inscrits, à présenter au moins 8 éléments «formés localement» (4 en France et 4 au PSG). Paris n'en possède que 6 actuellement. Bien qu'inter-

national algérien, Bennacer est pour sa part considéré comme un joueur «made in France» et entrerait donc dans cette catégorie. Reste que le Milan n'est pas vendeur et que le seul moyen de s'offrir le meilleur joueur de la CAN-2019 cet été consiste à activer sa clause libératoire de 50 millions d'euros. Plutôt dissuasif...

Galatasaray Deux matchs de suspension pour Sofiane Feghouli

Expulsé la semaine dernière suite à un violent tacle, Sofiane Feghouli écope de deux matchs de suspension. L'Algérien ne devrait faire son retour à la compétition que dans deux semaines. Feghouli n'a passé que 32 minutes sur la pelouse contre Trabzonpor. A la suite d'un

tacle du Marocain Da Costa, il se fait justice lui-même et tamponne son adversaire. Carton rouge direct. L'Algérien laissera son équipe de Galatasaray à dix. Ils finiront par perdre le match 1-3.

De son côté, l'ancien de Valence est fixé. Il écope de deux matchs de sus-

pension. Il a déjà purgé un contre Alanyaspor (mercredi). Il manquera également celui contre Ankaragücü avant de faire son retour lors de l'avant-dernière journée de championnat. En Turquie, il reste 3 journées de championnat avant la fin de la saison.

Premier League Mahrez 2^e meilleur passeur africain

L'international algérien de Manchester City, Riyad Mahrez, est le deuxième meilleur passeur africain de Premier League. L'ailier des Citizens a offert 39 passes décisives depuis sa première apparition en première division anglaise lors de la saison 2014-2015.

Elu meilleur joueur du championnat anglais avec Leicester City en 2016, l'année du titre des Foxes, l'attaquant algérien a pris une nouvelle dimension en rejoignant l'équipe de Pep Guardiola. Riyad Mahrez devance l'ancien attaquant togolais de Tottenham et d'Arsenal Emmanuel Adebayor (36 passes) ainsi que du sud-africain Steven Pienaar et l'international ivoirien Yaya Touré (32 passes). Loin devant le champion d'Afrique algérien, la gloire du football ivoirien, Didier Drogba, occupe la première place de ce classement avec 54 passes décisives offertes.



Bordeaux Naoufel Khacef souhaite rester

L'arrière gauche algérien Naoufel Khacef, a réitéré son souhait de rester à aux Girondins de Bordeaux, Ligue 1 du championnat de football français. «Bien sûr que je souhaite rester aux Girondins. C'est pour cette raison que je suis encore à Bordeaux. Je me suis bien adapté à cette ville. Je l'aime bien. Je sais que je peux apporter un grand plus aux Gi-

rondins», a indiqué Khacef dans un entretien au site webgirondins.

Sur le plan sportif, l'ancien joueur du NA Hussein Dey a été validé par tout le monde. Ce qui bloque sa situation avec les Girondins Bordeaux une action en justice.

Le transfert de l'international algérien U23 a créé une véritable polémique au sein du club bordelais

après la plainte déposée par l'agent de joueurs Mehdi Ait Ahmed dans ce dossier. «En fait ce n'est pas terminé. Monsieur Longuépée (président des Girondins, ndlr) a dit que si une solution était trouvée avec l'agent Mehdi Ait-Ahmed concernant la plainte qu'il a déposée, je pourrais rester sur Bordeaux», a conclu Naoufel Khacef.

UEFA - Tirage du Final 8 Ouvert pour le PSG, potentiel choc Bayern-Barça

Potentiel choc entre Lionel Messi et le Bayern, ou éventuelles retrouvailles entre Cristiano Ronaldo et le Real Madrid: le tirage, vendredi, du «Final 8» de la Ligue des champions promet des affiches, et un tableau ouvert pour le Paris SG, en attendant la fin des huitièmes. Si le tournoi final de la C1 se jouera avec un format inédit à huit équipes à Lisbonne (12-23 août) et dans un climat d'incertitude liées à la pandémie, les frissons provoqués par le tirage au sort restent les mêmes.

Comme toujours, il y a eu des dirigeants mieux servis que d'autres. Le PSG fait partie des mieux lotis,

avec un quart de finale a priori abordable contre l'Atalanta Bergame, un club sans stars et novice dans la compétition.

En cas de succès face aux Italiens, la formation de Kylian Mbappé et Neymar rencontrera le vainqueur de l'opposition entre le RB Leipzig - un autre novice - et l'Atlético de Madrid. Le tirage lui évite, en effet, d'autres cadors européens. A commencer par le Bayern Munich, impressionnant pour la reprise en Allemagne et très bien parti dans son 8e contre Chelsea (3-0 à l'aller), qui jouera le vainqueur de Barcelone-Naples (1-1). Le «Rekordmeister» s'avance au Portugal avec la

volonté de réaliser un triplé, après la Bundesliga et la Coupe d'Allemagne. Pour le Barça, le parcours s'annonce encore très ardu jusqu'à ce trophée qu'il n'a plus remporté depuis 2015. Le dernier quart de finale mettra aux prises Manchester City ou le Real (2-1), contre la Juventus ou Lyon (0-1). L'avantage de l'aller revient aux Anglais et Français, mais Espagnols comme Italiens espèrent faire jouer leur expérience dans la compétition pour s'offrir un séjour à Lisbonne. Si la Juventus et le Real rattrapent leur retard au retour, Cristiano Ronaldo affrontera ainsi son ancien club, avec lequel il a remporté quatre de ses cinq Ligues des champions. Le «Final 8» se tiendra dans deux stades lisboètes (ceux du Sporting et du Benfica), et à huis clos «jusqu'à nouvel ordre», comme annoncé jeudi par l'UEFA, qui a pris acte du regain de la pandémie dans la capitale et ses environs. Jusqu'à la finale, les rencontres se disputeront sur match sec, de quoi laisser envisager de nouvelles surprises.

Quarts de finale

1. Real Madrid ou Manchester City - Lyon ou Juventus Turin
2. RB Leipzig - Atlético Madrid
3. Naples ou FC Barcelone - Chelsea ou Bayern Munich
4. Atalanta Bergame - PSG

Demi-finales

RB Leipzig ou Atlético Madrid contre Atalanta ou Paris SG
Real - Man City ou Juventus - Lyon contre FC Barcelone - Naples ou Bayern - Chelsea.

France

Le calendrier de la prochaine saison dévoilé

La Ligue de football professionnel (LFP) a dévoilé le calendrier officiel de la Ligue 1 française, comptant pour la saison sportive 2020-2021. A l'arrêt depuis mars dernier en raison de la pandémie du nouveau coronavirus, la Ligue 1 fera son retour le week-end du 22-23 août prochain, a indiqué la LFP. L'affiche de la première journée

sera l'opposition entre Lille et Rennes, respectivement 4e et 3e de l'exercice écoulé, prématurément arrêté à cause du Covid-19. Le champion de France en titre, le Paris Saint-Germain, lancera la saison en recevant au Parc des princes, le FC Metz le 23 août, pour une rencontre qui pourrait être reportée si le club de la capitale parvient à

se qualifier en finale de la Ligue des champions, prévue le même jour. Le match d'ouverture de la saison n'est pas encore connu, car la programmation TV n'a encore pas été effectuée pour cette journée, les finales de la Ligue des champions et de la Ligue Europa étant respectivement programmées le dimanche et le vendredi.

Ligue des Nations

Allemagne-Espagne le 3 septembre en ouverture



L'Allemagne et l'Espagne s'affrontent le jeudi 3 septembre à Stuttgart pour leur entrée en lice dans la Ligue des Nations 2020-2021, a annoncé la Fédération espagnole de football (RFEF) vendredi dans un communiqué. «La sélection nationale fera son retour avec un match officiel de Ligue des Nations le 3 septembre dans la ville allemande de Stuttgart. L'entrée en lice sera contre l'Allemagne à 19h45», a indiqué la RFEF dans un communiqué diffusé vendredi. Ce premier match officiel depuis la pandémie sera aussi le tout premier du sélectionneur Luis Enrique depuis son retour sur le banc de la sélection espagnole, le 19 novembre 2019.

La Roja recevra ensuite l'Ukraine trois jours plus tard, le 6 septembre, pour son deuxième match dans la compétition. Après l'Espagne, l'Allemagne se déplacera pour sa part en Suisse pour la 2e journée de Ligue des Nations. L'Espagne et l'Allemagne se retrouvent dans le groupe 4 de la Ligue des Nations en compagnie de l'Ukraine et de la Suisse.

Les six journées de la phase de groupes de la Ligue des Nations 2020-2021 doivent s'étendre du 3 septembre au 17 novembre.

Bétis Séville

Manuel Pellegrini nouvel entraîneur



Le Chilien, Manuel Pellegrini, est devenu le nouvel entraîneur du Real Bétis pour la saison prochaine, a annoncé le club Andalou jeudi sur son site web. Après avoir remercié Rubi, en fin juin dernier, et nommé Alexis

Trujillo jusqu'à la fin de saison, le Bétis a trouvé un accord avec l'expérimenté Manuel Pellegrini pour la saison prochaine. Libre depuis son licenciement de West Ham fin décembre, le Chilien a signé jusqu'en 2023 avec

le club andalou et va donc effectuer son retour en Liga, lui qui a déjà entraîné le Villarreal, le Real Madrid et Malaga. Rappelons que le Bétis Séville occupe la 13e place au championnat d'Espagne après 35 journées.

Championnats européens

Angleterre - 35e journée

Aujourd'hui

(12h30): ... Norwich City West Ham
..... Watford Newcastle
(15h00): ... Liverpool Burnley
(17h30): ... Sheffield Chelsea
(20h00): ... Brighton Man City

Dimanche

(12h00): ... Wolverhampton .. Everton
(14h15): ... Aston Villa Crystal Palace
(16h30): ... Tottenham Arsenal
(19h00): ... Bournemouth Leicester

Lundi

(20h00): ... Man United Southampton

Espagne - 36e journée

Aujourd'hui

(16h00): ... Osasuna Celta Vigo
(18h30): ... Valladolid Barcelone
(21h00): ... Atlético Madrid ... Betis

Dimanche

(13h00): ... Espanyol Eibar
(16h00): ... Levante Athletic Bilbao
(18h30): ... Leganés Valence CF
(21h00): ... Séville Majorque

Lundi

(18h30): ... Villarreal Sociedad
..... Alavés Getafe
(21h00): ... Grenade Real Madrid

Italie - 32e journée

Aujourd'hui

(16h15): ... Lazio Sassuolo
(18h30): ... Brescia AS Rome
(20h45): ... Juventus Atalanta

Dimanche

(16h15): ... Genoa Spal
(18h30): ... Cagliari Lecce
..... Fiorentina Hellas Vérone
..... Parme Bologne
..... Udinese Sampdoria
(20h45): ... Naples AC Milan

Lundi

(20h45): ... Inter Milan Torino

O. Marseille

Ajrouti rêve déjà de Ronaldo et Zidane



Le repreneur potentiel de l'Olympique de Marseille s'est livré dans un entretien au Figaro, et voit très grand pour le club provençal en cas de rachat. Les acquéreurs potentiels de l'Olympique de Marseille l'avaient promis, après avoir clamé haut et fort leur volonté de racheter le club et d'en faire un fleuron du football européen avec des investissements massifs, ils allaient faire profil bas et travailler en toute tranquillité sur le projet financier. Ils n'ont pas tenu parole bien longtemps. Mourad Boudjellal s'amuse à faire des clins d'œil en réponse aux rumeurs qui vont dans tous les sens, tandis que le patron du projet, Mohamed Ayachi Ajrouti s'est longuement confié dans un entretien au Figaro. Présent avec sa femme et l'un de ses fils au prestigieux Hotel George-V à Paris, l'homme d'affaire franco-tunisien a évoqué son projet, très précis et très bien préparé selon lui. Persuadé d'être le futur propriétaire de l'OM, l'argentier s'est laissé aller à quelques allusions qui vont certainement donner le frisson aux supporters mar-

seillais. Notamment quand il a été question du futur entraîneur, et que le nom de Zidane a été sous-entendu en filigrane. «L'entraîneur en place (Villas-Boas) est très bon, mais qu'est ce qui serait mieux que d'amener l'enfant du pays ? Si c'est Zidane ? (Il acquiesce) L'avenir nous le dira », a confié Ajrouti, persuadé qu'il est capable de ramener le minot de la Castellane, qui n'a jamais joué ni entraîné à l'OM, au peuple marseillais. De quoi faire saliver tout ce beau monde, surtout quand on pense que Zidane est actuellement l'entraîneur du Real Madrid, où il a gagné trois Ligues des Champions. Nul doute que pour faire venir « ZZ », il faudra autre chose qu'un brin de nostalgie et des bons sentiments, mais bâtir une équipe redoutable et compétitive au plus haut niveau. Pour cela, le Franco-Tunisien va encore vendre du rêve, notamment quand on lui demande le joueur qu'il aimerait faire signer à l'OM. « Si je rêve de Cristiano à Marseille ? Tout est possible dans la vie. Il est générique et donc beaucoup.

MJS - JO 2020

Seuls les athlètes «qualifiés et qualifiables» autorisés à s'entraîner



Les athlètes algériens «qualifiés et qualifiables» pour les prochains Jeux olympiques JO-2020 de Tokyo, reportés à 2021 en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), sont autorisés à reprendre les entraînements «avec le strict respect des mesures de protection», a annoncé le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). «La reprise des entraînements sportifs, avec le strict respect des mesures de protection générale et spécifique propres à chaque discipline, concerne, dans un premier temps, les athlètes qualifiés et qualifiables pour les JO de Tokyo», a indiqué le départe-

ment ministériel dans un communiqué. «Le Centre national de médecine du sport (CNMS) sera chargé de la mise en œuvre du protocole sanitaire relatif aux athlètes suscités, en coordination avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19», précise le MJS.

L'ensemble des activités sportives, toutes disciplines confondues, sont suspendues en Algérie depuis le 16 mars dernier en raison du Covid-19.

S'agissant des compétitions sportives, dont les différents championnats footballistiques, le MJS souligne qu'il a été décidé de ne pas

autoriser leur reprise «pour le moment». La décision de la tutelle a été prise «conformément aux recommandations du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19, et au vu du caractère imprévisible de l'évolution de la situation épidémiologique, marquée par une recrudescence importante au niveau mondial, et compte tenu des risques importants de transmission et de propagation du virus lors des regroupements, des contacts, des situations de promiscuité et des déplacements inhérents aux entraînements et aux compétitions quel qu'en soit leur nature».

Echecs - Festival national en ligne L'équipe de Béjaïa sacrée

Les échéphiles de la wilaya de Béjaïa ont remporté les épreuves du festival national par équipes des échecs en ligne, clôturé mercredi soir. L'équipe de Béjaïa s'est imposée avec un total de 206 points, remportant plusieurs victoires face aux représentants des wilayas d'Oran et de Sidi Bel-Abbès qui ont ter-

miné, respectivement, deuxième et troisième avec 188 et 174 points.

Le prix du meilleur échéphile du tournoi est revenu à maître Brahmi Lamine, qui a totalisé le plus grand nombre de points en individuel.

Il a devancé Achour Mohamed Anis (Tipasa), Akram Benrekia (Médéa), Zane

Rayane (Béjaïa) et Tria Yacine (Boumerdes). Cette manifestation sportive de sept jours, organisée par la Fédération algérienne des échecs dans le cadre des festivités célébrant le 58e anniversaire de l'Indépendance et de la fête de la jeunesse, a regroupé 40 équipes de différentes wilayas du pays.

Karaté-do

Les Mondiaux reportés d'une année



La 25e édition des Championnats du monde de karaté seniors (messieurs et dames), initialement prévue en novembre prochain à Dubaï, a été officiellement reportée d'une année en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), a-t-on appris du président de la commission des compétitions de la Fédération mondiale de karaté (WFK), l'Algérien Yacine Arab. «La situation ac-

tuelle a contraint le Comité exécutif de la WFK, en concertation avec la commission concernée, de reporter d'une année le tournoi», a expliqué Arab, également membre du Comité exécutif.

Les responsables de l'instance internationale espèrent pouvoir tenir ces Championnats du monde du 16 au 21 novembre 2021. C'est la première fois en 50 ans d'existence des Mondiaux de ka-

raté que le tournoi est reporté. Cette décision a inévitablement eu des répercussions sur les futures éditions de la compétition. La 26e édition des Mondiaux, initialement prévue en Hongrie en 2022, a été décalée ainsi à 2023, sans oublier le glissement du calendrier des Championnats du monde seniors aux années impaires et des Championnats du monde des jeunes aux années paires.

Sénégal

La saison ne reprendra pas, aucun titre attribué

La Fédération sénégalaise de football (FSF) a opté pour l'interruption définitive de l'exercice 2019-2020, suspendu depuis mars dernier en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), a rapporté jeudi la presse locale, citant un communiqué de l'instance fédérale. En mai dernier, la FSF s'était prononcée pour une reprise tardive des compétitions sous forme de play-offs et play-downs, mais a finalement fait volte-face mercredi en décidant de mettre un terme à la saison. Le principe d'une saison blanche a été adopté sans attribution de titre, ni montée ni descente, dans aucune des divisions concernées (L1, L2, N1, N2 et Régional). Les deux premiers du classement de l'élite au moment de l'interruption des rencontres, à savoir le Teungueth FC et le Jaraaf ont été désignés pour représenter



le Sénégal en Coupes africaines (Ligue des Champions pour le premier, Coupe de la Confédération pour le second), a ajouté la même source.

Ce changement fait suite à la fronde persistante de nombreux dirigeants de clubs, très réticents à l'idée de terminer la saison sur la

base de la formule envisagée au printemps dernier par la FSF. Par ailleurs, la prochaine saison de football au Sénégal démarrera le 31 octobre 2020, a également communiqué l'instance, qui a voté pour le versement de subventions aux équipes des différents championnats du pays.

Tennis - ATP

Federer évoque son départ à la retraite



La star du tennis mondial, Roger Federer, a évoqué son départ à la retraite, assurant qu'il envisageait clairement le moment où il faudrait tourner le dos au circuit. Dans un entretien au Zeit Magazin, le Suisse, qui fêtera ses 39 ans le 8 août prochain a estimé que «l'heure de la retraite approche et je sais que le circuit va me manquer».

Il aurait été facile de prendre ma retraite maintenant, mais je veux continuer de me donner une chance de profiter du tennis». Federer qui a subi une deuxième arthroscopie à un genou et déclaré forfait jusqu'à la fin de la saison, a indiqué que «la rééducation se passe bien. Je vais

prendre mon temps pour retrouver la forme». Alors qu'il évoquait un proche avenir, Federer s'est également replongé dans ses premières années sur le circuit.

Il est notamment revenu sur l'époque où il était encore un fougueux outsider au tempérament bouillant. «Mes parents ont failli devenir fous. Ils m'ont dit que si je continuais à casser des raquettes sur le court, ils ne viendraient plus me voir jouer car c'était embarrassant pour eux. J'ai d'abord réagi en leur disant de s'en aller, qu'ils n'avaient pas besoin de venir me voir jouer. Et je me suis dit que ce n'était pas

possible de continuer comme ça». Federer se souvient alors du match qui a tout changé pour lui : «C'était à Hambourg, après une défaite au premier tour contre Franco Squillari en 2001.

Après la balle de match, j'ai cassé ma raquette. Je me suis dit que c'était fait et que je ne pouvais plus me comporter de la sorte. Tant pour le public que pour mes parents, mes amis, mes entraîneurs. Tout le monde pensait que je perdais la tête. Le processus a été extrêmement long. Il m'a fallu deux ans pour savoir comment me comporter sur un court. Je suis passé du feu à la glace».

Ligue des champions d'Afrique Les précisions de la CAF !

La Confédération africaine de Football a précisé les détails d'organisation des deux demi-finales de la Ligue des Champions. Pour ces deux duels qui auront lieu en une seule manche dans un pays neutre, la CAF a indiqué qu'en cas d'égalité à la fin du temps réglementaire, les deux formations dispute-

ront les prolongations puis les tirs au but si nécessaire. Cinq changements seront autorisés par équipe. Le Cameroun a récemment approuvé le plan de la CAF de voir les affiches de demi-finales de la Ligue des Champions de disputer sur son sol. Lors de son Comex du 30 juin dernier, la Confédération Africaine

de Football décidait de faire jouer la suite de des compétitions en pays neutre. Le Stade de Japoma, prévu pour la finale de la LDC, devrait accueillir les rencontres. Pour rappel, les affiches en demi-finales opposeront Al Ahly au Wydad Casablanca et Raja Casablanca contre le Zamalek.

APARTEMENTS

■Loue F3 centre d'ES-SENIA au 1^{er} étage - Convient pour Habitation ou Profession libérale - Tél : 0699.89.42.73

■Vends F3 + Cuisine + Hammam + 2 Cours - 140 m² à El Ançor près des Andalouses - Acté - Tél : 0791.49.42.82

■A louer Appart F4 bien aménagé au 3^{ème} étage dans un immeuble neuf à Cité Petit / ORAN dans un bel endroit - Tél : 0554.91.79.29

■A louer F3 au 2^{ème} étage à Hai Zitoun (ORAN) 2 façades - N° Tél : 0560.38.01.34

■Vends bel Appartement F4 - Sup. 118 m² - Au 1^{er} étage d'un Immeuble de 3 locataires au 46, Bd Emir Abdelkader - ORAN - Tél : 0656.05.02.61

■A vendre Appart F3 de 67,75 m² bien ensoleillé à Ain Beïda pas loin de la gendarmerie / ORAN - Tél : 0556.08.90.49

■A louer F3 de 200 m² au 2^{ème} étage dans une Villa à Cité Djamel (ORAN) - Cité fermée - Avec : Chauffage - Climatiseur - Placards - Caméra... etc. - Tél : 0555.82.99.85

■Vends ou Echange 3 Pièces « Open » à Boudjellida « Porte de TLEMEN » - 1^{er} étage - Deux (2) façades - Idéal pour une Activité libérale - Tél : 0794.21.34.46 - Fixe : 041.70.66.76

■Vends F2 - Acté - Akid Lotfi au 2^{ème} étage - P.D. : 7.5 MDA - Tél : 0670.08.14.80

■A vendre un F3 au 2^{ème} étage - Bien situé à Gambetta - ORAN devant toutes les commodités : Magasins - Ecole - Lycée - CEM - Clinique... Une vue dégagée - Pas de vis-à-vis - Peut servir même pour Profession libérale - N° Tél : 0697.90.61.62

■Vends Appart F3 de 65 m² à Hai Sabah - ORAN - Dans un immeuble propre attribué à des Médecins - Prix 730 U négociable - Tél : 0668.06.79.36

■A vendre 01 Appartement sécurisé collectif (03 locataires) 1^{er} étage de type F4 - Cuisine - SDB + Balcon double façade avec une Cour avec toutes commodités situé au Point du Jour - Tél : 0669.31.91.93 - Prix après visite - Curieux s'abstenir

■Loue Appartement F3 refait à neuf, 1^{er} étage en face clinique En-Nakache USTO. Tél : 0542 61 62 19

VILLAS

■Vends Villa R+1 - Actée + Livret foncier - Superficie 224 m² - Sur Boulevard commercial - Peut servir : Magasin de vêtements ou Superette ou bien Pharmacie - plus un Garage qui fait rentrer 3 voitures et un petit Jardin - Prix après visite - Bouisseville - AIN TURCK - Tél : 0659.10.98.20

LOCAUX

■A vendre un Local 80 m² à Castors à ORAN - N° Tél : 0656.19.19.74

■Vends Fast Food 35 m² situé Trig « 14 » Maraval (ORAN) refait à neuf (Sanitaires - Rideau électrique - Gaz de ville - Climatisation) avec possibilité de vendre avec Matériel de Fast Food - 900 Millions DA - Sans Matériel 800 Millions DA - N° Tél : 0774.82.82.30

TERRAINS

■A vendre Terrain de 120 m² à Coopérative Golf - BIR EL DJIR côté ARDIS - Tél : 0697.61.66.99 - 0790.55.90.95

■Vends ou Echange Terrain de 1.500 m² à HASSIANE TOUAL - FLEURUS - Bon prix - Etude toute proposition - Contact ZAKARIA : 0791.18.20.38

■Vends Lot de Terrain avec Livret foncier - 10 m façade - 364 m² à BOUTLELIS - Village - Tél : 0670.08.14.80

■A vendre Lot de 225 m² double façade à TAMZOURA (W. AIN TEMOUCHENT) - Prix après visite - Tél : N° 0661.22.73.71 - 0798.76.65.77

EMPLOIS

■Commerçant en Gros de Boissons non alcoolisées cherche Chauffeurs (Lourd) et Vendeurs pour la distribution de ses produits - Veuillez contacter : 0551.80.12.11

■Salon de coiffure « Dames » cherche Coiffeuse qualifiée à Cité Petit - ORAN - Tél : 0558.71.05.13

■Nous recrutons un Agronome, âgé de 35 ans et plus, demeurant à ORAN ou ses environs, avec une expérience de 05 ans et plus, salaire selon compétence, pour gérer un verger - Tél : 0770.300.103/104/105

DIVERS

■Maçon une bonne expérience plus de 25 ans : Finition - Faïence - Dalle de Sol - Marbre - Pierre - Façade... etc. - N° T : 0554.10.64.98

■Appel à généreux Propriétaire possédant 1 Logement inoccupé pour location, prix très raisonnable ou gardiennage pour Femme retraitée, seule - Annonce très sérieuse sans sous-entendus - Merci d'appeler au : 0660.16.52.17

■Cours 3 A.S. - Physique - Maths et Science - Pour préparer son Bac - Tél : 0771.07.76.32

■Vends Métier à tisser Artisanal en bois - Prix intéressant - Visible à Ain El Turck / ORAN - Tél : 0656.05.02.61

■Vends Groupe Filtration pour piscine marque DESJOYAUX - Très bon état - Peu servi - Visible à ORAN - Tél : 0656.05.02.61

L'Occident et le reste du monde « mondialisés », malgré eux, dans un « Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes » (Voltaire)

Par Medjdoub Hamed*

1ère partie

Pour comprendre ce qui va se passer dans un proche avenir sur le plan économique mondial, il y a une nécessité absolue de se référer aux crises passées et montrer qu'en fait, tout est agencé dans le développement économique mondial. Sans une analyse économique aussi précise que possible des développements passés, l'humanité ne pourrait se projeter et anticiper les forces économiques en puissance, et donc des développements futurs de l'économie-monde.

Il faut aussi se dire que tout ce qui arrive à l'humanité est comme l'a écrit Voltaire « Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ». Dans « Candide », Voltaire, s'adressant au philosophe allemand Leibniz, cherche à donner une vision optimiste du monde. « Pangloss enseignait la métaphysico-théologo-cosmolonigologie. Il prouvait admirablement qu'il n'y a point d'effet sans cause, et que, dans ce meilleur des mondes possibles, le château de monseigneur le baron était le plus beau des châteaux et madame la meilleure des baronnes possibles.

Il est démontré, disait-il, que les choses ne peuvent être autrement : car, tout étant fait pour une fin, tout est nécessairement pour la meilleure fin. Remarquez bien que les nez ont été faits pour porter des lunettes, aussi avons-nous des lunettes [...] il fallait dire que tout est au mieux. »

Précisément, le monde est ainsi conçu, il y a des nations pauvres que la Banque mondiale classe pays à faible revenu, des nations moins pauvres à moyen classé à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et de moyen à moins riche classé à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, et enfin la classe riche à très riche dite à revenu élevé. Donc, quelle que soit la posture que l'on prend vis-à-vis de cet ordre mondial qui est donné, et donc ainsi fait, personne n'y peut rien, sauf qu'il y a des forces économiques qui font évoluer l'humanité et, par conséquent, transforme l'ordre économique mondial. Et, par cette évolution, ces forces nonobstant les desseins des grandes puissances visent en fait à repousser toujours plus la pauvreté.

Pour étayer cette approche, prenons la crise financière de 2008. Tentons de voir s'il n'y a pas un processus herméneutique de cause à effet entre cette crise sanitaire qui a bouleversé l'Occident et le monde, et provoqué une récession et une forte dépression économique inattendue et difficile à prévoir tant elle sortait du contexte des crises économiques habituelles. Que l'on peut même assimiler à une « crise dépressive corrective de l'économie mondiale » - c'est très important de le spécifier ainsi. Précisément, c'est dans un certain sens ce qui se passe aujourd'hui avec le confinement d'environ 4 milliards d'êtres humains dus à la crise sanitaire, et sur les développements économiques qui suivront normalement dans l'après-Covid-19. Et on peut même dire qu'ils seront inéluctables pour l'ensemble des économies du monde.

Mais auparavant, il est intéressant de s'imprégner des analyses de deux économistes mondialement connus.

1. ANALYSES DE JOSEPH STIGLITZ ET DE DOMINIQUE STRAUSS-KAHN DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DU MONDE DANS LE CONTEXTE DU COVID-19

J. Stiglitz, prix Nobel en 2001 et ancien vice-président et économiste en chef de la Banque mondiale, donne une analyse sur les perspectives économiques pour les pays émergents et en développement : « NEW YORK – Dans les économies avancées du

monde, la compassion devrait être une motivation suffisante pour soutenir une réponse multilatérale. Mais une action mondiale est aussi une question d'intérêt. Tant que la pandémie fait toujours rage partout, il constituera une menace – à la fois épidémiologique et économique – partout également.

L'impact du Covid-19 sur les économies en développement et émergentes a à peine commencé à se révéler. Il y a de bonnes raisons de croire que ces pays seront beaucoup plus fortement impactés par la pandémie que les économies avancées. [...]

Un rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement datant du 30 mars offre un premier aperçu de ce qui attend les pays émergents et les économies en développement. Les plus dynamiques d'entre eux basent leur croissance sur les exportations, qui s'effondreront inévitablement avec la contraction de l'économie mondiale. Sans surprise, les flux d'investissements mondiaux sont en chute libre, tout comme les prix des matières premières, ce qui indique de gros problèmes à venir pour les pays exportateurs de ressources naturelles.

Ces développements se reflètent déjà dans les écarts de rendement sur la dette souveraine des pays en développement. Pour de nombreux gouvernements, il sera extrêmement difficile de refinancer leurs dettes arrivant à échéance cette année à des conditions raisonnables, voire de les refinancer tout court.

De plus, les pays en développement d'options moins nombreuses et plus difficile pour faire face à la pandémie. Quand les gens dépendent de leur travail pour manger au quotidien en l'absence de protection sociale adéquate, une perte de revenu pourrait signifier la famine. Pourtant, ces pays ne peuvent pas reproduire la réponse des États-Unis, qui ont mis en œuvre (à ce jour) un ensemble de mesures économiques de 2 billions de dollars qui va faire exploser le déficit budgétaire de quelque 10% du PIB (en plus d'un déficit pré-pandémique de 5%).

A la suite d'un sommet d'urgence virtuel le 26 mars, les dirigeants du G20 ont publié un communiqué s'engageant « à faire ce qu'il faut et utiliser tous les outils politiques disponibles pour minimiser les dommages économiques et sociaux de la pandémie, rétablir la croissance mondiale, maintenir la stabilité du marché et renforcer la résilience ». À cette fin, au moins deux choses peuvent être faites pour améliorer la situation désastreuse dans les pays émergents et en développement.

Tout d'abord, il faut utiliser à plein régime les droits spéciaux de tirage (DTS) du Fonds monétaire international, une forme de « monnaie mondiale » que l'institution a été autorisée à créer à sa fondation. Le DTS est un ingrédient essentiel de l'ordre monétaire international que John Maynard Keynes a préconisé lors de la Conférence de Bretton Woods de 1944. L'idée est que, puisque tous les pays voudront évidemment protéger leurs propres citoyens et économies en période de crise, la communauté internationale puisse disposer d'un outil pour aider les pays les plus nécessiteux sans mettre à contribution les budgets nationaux déjà sous tension. [...]

Il est également essentiel que les pays créanciers aident en annonçant une suspension du service de la dette des économies émergentes et en développement. [...]

Pourquoi les créanciers devraient-ils être autorisés à continuer à recevoir des revenus, en particulier lorsque les taux d'intérêt qu'ils facturent devraient déjà avoir créé un tampon suffisant contre le risque ? Si les créanciers n'accordent pas une telle suspension, de nombreux débiteurs sortiront de la crise avec plus de dette que ce qu'ils ne pourront jamais rembourser. [...]

Suite en page 19

REMERCIEMENTS

Les familles TADJ - MOULESSEHOUL - ECHAFAI - CHAMA - BESSEDIK - OUHIBI - BOUCHAIB - MENOUEUR - FEKIRA de S. B. Abbès - Saïda - Alger - Oran - Tlemcen - Maghnia - remercient vivement toutes celles et tous ceux qui, par leur présence, leurs appels, leurs messages, ont partagé leur douleur à l'occasion du décès de leur cher défunt

TADJ Bachir décédé à SIDI BEL ABBES le 7 juillet et enterré le même jour. Ils les prient de trouver ici l'expression de leurs plus vifs remerciements et de leur profonde gratitude.

اللهم الحق البشير بالميتين وأسكنه فسيح جناتك

PENSÉE

Cela fait déjà 02 ans, le 11/07/2018 que nous a quittés à jamais et pour un monde meilleur, notre chère mère et grand-mère **AIT-AMAR DJEDJIGA épouse BENAMER-BELKACEM SAID**, à l'âge de 90 ans. Ta gentillesse, ton immense bonté et ta douceur resteront gravées dans nos mémoires. Tes enfants demandent à tous ceux qui t'ont connue, d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire. Tu resteras toujours vivante dans nos cœurs, maman. Nous prions Dieu, Le Tout-Puissant, de t'accorder Sa Sainte Miséricorde et de t'accueillir en Son Vaste Paradis. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons. La famille **BENAMER BELKACEM** Tes enfants qui ne t'oublieront jamais



PENSÉE

A la mémoire de notre chère maman **Mme REKIK née ZATER Saïdia** décédée le 11 juillet 2019 cela fait un an. Avec un cœur triste et une grande foi en Dieu, aujourd'hui on s'agenouille dans la prière, demandant Le Bon Dieu de te garder dans Son Vaste Paradis. Tu seras toujours vivante dans nos cœurs maman. Tes filles **Soraya - Faïza - Manal - Chahinez et Aïcha, tes beaux-fils et tes petits-enfants**



CANAL SUR Marketing & publicité

Mail : canalsurpub@yahoo.fr

P 0555 05 90 10 /

0771 623 347

Tél/Fax 048 74 11 22 /

048 74 13 48

Vos annonces publicitaires sur tout support médiatique

Importante Société implantée à Oran

Recrute

UN TOURNEUR

Conditions :

- Diplôme dans la filière.
- Expérience professionnelle de 5 ans minimum.
- Résider sur l'axe Oran et environs.
- Disponibilité immédiate.

UN MECANICIEN INDUSTRIEL

Conditions :

- Diplôme dans la filière.
- Expérience professionnelle de 5 ans minimum.
- Résider sur l'axe Oran et environs.
- Disponibilité immédiate.

Les candidats répondant aux conditions sont priés d'envoyer leur CV avec photo à l'adresse e-mail suivante: oran.recrute2019@gmail.com

L'Occident et le reste du monde « mondialisés », malgré eux, dans un « Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes » (Voltaire)

Suite de la page 18

Dans de nombreux pays émergents et en développement, le seul choix possible du gouvernement est soit de diriger moins de ressources vers les créanciers étrangers, soit d'accepter que plus de citoyens meurent. De toute évidence, la deuxième option sera inacceptable pour la plupart des pays, de sorte que le seul véritable choix pour la communauté internationale est entre une suspension ordonnée ou désordonnée. Le second scénario créerait inévitablement de fortes turbulences et des coûts de grande ampleur pour l'économie mondiale. » (1)

Dominique Strauss-Kahn, ancien directeur du FMI, lui aussi donne une analyse sur les perspectives économiques des pays émergents et en développement.

« Pour les pays les plus fragiles, la pandémie s'annonce catastrophique. Un certain nombre d'exportateurs de matières premières, et au premier plan les producteurs de pétrole, entrent dans la crise avec un niveau insuffisant de réserves en devises. Le prix du baril est passé sous les 20 dollars, et celui du cuivre, du cacao et de l'huile de palme s'est effondré depuis le début de l'année. Pour les pays bénéficiant largement d'envois de fonds depuis l'étranger, 2020 pourrait voir la consommation et l'investissement se contracter violemment. Quant aux destinations touristiques, celles-ci devront survivre à un arrêt quasi total de l'activité économique en première partie d'année.

Ce revers économique risque de replonger des millions de personnes de la « classe moyenne émergente » vers l'extrême pauvreté. Or, plus de pauvreté, c'est aussi plus de morts. Les pays africains sont plus jeunes, mais aussi plus fragiles, avec des taux de malnutrition, ou encore d'infection HIV, ou de tuberculose les plus élevés au monde, ce qui pourrait rendre le coronavirus encore plus létal. De plus, là où les pays développés peuvent adopter des mesures de confinement drastiques, cela est souvent impossible dans des contextes de bidonvilles urbains surpeuplés, où l'eau courante est difficilement accessible et où s'arrêter de travailler ou d'aller au marché pour acheter des denrées n'est pas une option. L'expérience d'Ebola a montré que la fermeture des écoles – adoptée par 180 pays dans le monde – se traduit souvent par un abandon définitif de la scolarité, des grossesses non voulues, et une éducation sacrifiée pour une génération d'élèves. [...]

La riposte a commencé et les Banques centrales jouent leur rôle en inondant le marché de liquidités. Contrairement à la crise de 2008, ces dernières se sont montrées particulièrement rapides et coordonnées. [...]

Les interventions non conventionnelles se déploient en reprenant les instruments développés depuis 2008. [...]

Mais ceci n'atteindra que par ricochet les économies émergentes qui ne disposent pas d'une Banque centrale susceptible de remplir ce rôle. En revanche, il est possible d'utiliser un mécanisme qui a déjà fait preuve de son efficacité dans la crise financière mondiale : les Droits de Tirage Spéciaux du FMI. Rien n'empêche de les réactiver ; rien, sauf l'allergie américaine à tout ce qui ressemble à une action multilatérale, allergie que la tiédeur des Européens n'aide pas à contrebalancer. Allègement des dettes des pays à bas revenus et émission massive de DTS sont aujourd'hui un passage obligé pour contribuer à éviter une catastrophe économique dont les conséquences rejailliront au-delà des rives de la Méditerranée.

Avant la crise actuelle, l'Europe avait déjà le plus grand mal à gérer l'afflux de quelques centaines de milliers de migrants se pressant à ses portes. Qu'en sera-t-il lorsque, poussés par l'effondrement de leurs économies nationales, ils seront des millions à tenter de forcer le passage. Même si cela peut sembler éloigné de l'urgence présente, même si les opinions publiques ont d'autres soucis à faire valoir, il est du devoir des gouvernants de prévoir les crises après la crise. Pour les Européens, faire bloc pour étendre l'efficacité des

mesures monétaires qu'ils prennent pour eux-mêmes aux pays émergents à commencer par l'Afrique est une nécessité absolue. » (2)

Bien sûr, les analyses des deux économistes sont généreuses, mais seront-ils écoutés ? Vraisemblablement non. Tout au plus les puissances financières consentiront-elles à faire un geste pour les pays à faible revenu vu que, de toute façon, elles ne pourront pas recouvrer leurs créances. Alors qu'en sera-t-il de la situation économique à venir des pays émergents et en développement ?

2. BRÈVE RÉTROSPECTIVE SUR LES GRANDS ÉVÉNEMENTS ÉCONOMIQUES QUI CONTINUENT À MARQUER LE MONDE

Il est impératif de procéder à une rétrospective aussi précise et succincte que possible pour avoir une idée sur ce qui a prévalu il y a quatre décennies pour arriver à la crise sanitaire que vit le monde aujourd'hui.

Aussi remontons l'histoire économique à l'essor qu'a pris le monde au sortir de la Deuxième Guerre mondiale. Et surtout l'économie occidentale qui aura un impact majeur sur les pays du reste du monde, avec la nouvelle donne l'entrée des pays décolonisés d'Afrique et d'Asie dans le commerce mondial.

L'aide du plan Marshall, l'effacement d'une partie des dettes, les États-Unis ont joué un rôle prépondérant dans la reconstruction de l'Europe qui, reprenant progressivement ses parts de marché dans le monde, a commencé à peser sur le commerce mondial. Les grands pays d'Europe ont procédé, en 1958, à la convertibilité de leurs monnaies en or. Le change fixe mis en place depuis les Accords de Bretton Woods, aux États-Unis, en 1944, où seul le dollar était indexé directement à l'or à 35 dollars l'once, et les autres monnaies indexées au dollar, sera bouleversé par les nouvelles monnaies européennes converties elles aussi directement à l'or. Une situation qui va amener les États-Unis, dans un contexte de guerre froide et de guerre notamment au Vietnam, à user de plus en plus de la « planche à billets » pour financer leurs déficits extérieurs.

C'est ainsi que des crises monétaires apparurent entre les États-Unis et les pays d'Europe dans les années 1960. Après des accords pour aplanir les difficultés entre les puissances alliées, les États-Unis, procédant toujours à des émissions monétaires pour financer leurs déficits commerciaux avec l'Europe, sans qu'ils ne puissent les convertir en or, suspendent la convertibilité du dollar en or, le 15 août 1971. Leur stock d'or ayant fortement diminué, la suspension devient en fait définitive à partir de cette date.

Une situation que les pays d'Europe ne pouvaient accepter puisque désormais leurs exportations de biens vers les États-Unis seraient réglées par des dollars qui n'étaient plus adossés à l'or, et donc un surplus de dollar émis ex nihilo (sans contreparties productives) à la seule discrétion de la Réserve fédérale américaine. Les pays d'Europe, devant la décision unilatérale américaine, abandonnent le change fixe et optent pour le « change flottant ».

Dès lors, la situation devient difficile pour les États-Unis puisque continuer à financer leurs déficits commerciaux par la création monétaire ne fera que déprécier le dollar US sur les marchés monétaires. Le change flottant en fait protège les pays d'Europe. La « loi de l'offre et la demande » qui va déterminer les taux de change des devises fera déprécier toute monnaie en excès sur les marchés monétaires. Les États-Unis, confrontés à la dépréciation de leur monnaie, se trouveront astreints à diminuer leurs importations en provenance d'Europe et du Japon, et donc à résorber leurs déficits extérieurs.

Mais, en 1973, coup de théâtre. En pleine guerre avec Israël (quatrième guerre israélo-arabe), les pays arabes décréteront un embargo pétrolier contre les États-Unis et relèveront le prix du baril de pétrole de 3 à 13 dollars. En réalité, en entente avec l'Arabie

saoudite pour facturer leurs exportations pétrolières en dollar, les États-Unis ont trouvé la parade pour obliger les pays d'Europe et le Japon à acheter des dollars sur les marchés monétaires pour le règlement de leurs importations pétrolières en provenance des pays arabes. Et la facturation en dollar du pétrole exporté s'est étendue à tous les pays du cartel pétrolier (OPEP). Une clause cependant dans cette entente saoudo-américaine, les excédents commerciaux (pétroliers) des pays arabes doivent être investis en titres publics américains (bons de Trésor, obligations d'État) pour financer les déficits courants américains.

Un point important qu'il faut souligner, c'est que le quadruplement du prix de pétrole en 1973 et le triplement du prix en 1979 ont dopé l'économie mondiale puisqu'ils ont permis de maintenir les États-Unis en moteur de l'économie mondiale, et plus encore les économies européenne et japonaise en tant que pays émetteurs de monnaies internationales. Sans oublier un troisième moteur les pays exportateurs de pétrole qui ont bénéficié de la hausse des cours pétroliers.

Comme le montrent les pays d'Europe et le Japon qui sont aussi détenteurs de monnaies internationales. Dès lors qu'ils enregistrent des déficits commerciaux dus à la hausse du prix du pétrole, ils utilisent à leur tour la « planche à billets » pour financer (monétiser) leurs déficits extérieurs. Ce qui a entraîné des fluctuations des taux de change. Ainsi, par le biais des émissions monétaires, et les dépréciations de leurs monnaies qui s'ensuivent, un processus de balancier d'émissions monétaires s'opère de part et d'autre de l'Atlantique pour financer leurs déficits extérieurs. Il repose sur les déficits commerciaux des États-Unis financés par les pétrodollars et la réplique des pays d'Europe et du Japon.

Le seul inconvénient dans ce financement a été la forte inflation qui a résulté de ces émissions monétaires. Si les Banques centrales de part et d'autre de l'Atlantique se sont trouvées à injecter massivement des liquidités monétaires pour dépasser les crises, et ces masses de liquidités monétaires ont certes permis une forte croissance économique à l'ensemble des pays du monde, à l'exception de l'année 1974 pour l'Europe, il demeure qu'une spirale de l'inflation constituait un danger pour l'économie mondiale. Une hausse effrénée des prix des biens et services ne pouvait que détruire le capital, et donc les économies du monde entier.

Pour la clause imposée dans les placements des excédents commerciaux des pays arabes en bons de Trésor américains, il faut se dire que si, par exemple, les excédents des pays pétroliers arabes n'étaient pas investis en bons de Trésor, que ceux-ci étaient investis en Europe et au Japon, le retour des dollars sur les marchés monétaires ne fera qu'annuler le processus des pétrodollars. Donc, par une dépréciation marquée et continue de leur monnaie, les États-Unis seraient amenés à cesser les émissions monétaires ex nihilo et à ne plus répercuter leurs déficits commerciaux sur le reste du monde. Ils perdront le « droit de seigneuriage » que leur accordent les transactions pétrolières des pays arabes qui ne seraient plus fonctionnelles. La situation de l'économie américaine sera alors néfaste pour l'économie mondiale. Force donc de dire que les États-Unis ont un rôle central dans l'économie mondiale, et les pays d'Europe et le Japon, en tant que détenteurs de monnaies internationales, ont aussi un « droit de seigneuriage » sur le monde, qui est certes moindre mais non moins réel.

Cependant, cette situation n'est positive tant qu'il n'y a pas une forte inflation due aux émissions monétaires. Précisément, le processus monétaire est battu en brèche à la fin des années 1970. Une forte inflation en est ressortie et qui a complètement changé les données. A deux chiffres en 1979, la Fed américaine, pour lutter contre elle, a été obligée d'augmenter drastiquement le taux d'intérêt directeur à court terme, le faisant passer de 10% à 20%. Cette hausse brusque et drastique a mis une grande partie des économies

du monde dans une situation d'endettement critique. Beaucoup de pays se sont trouvés en situation insolvable et ont fait appel au FMI.

De plus, les cours pétroliers qui étaient au sommet couplés au fort taux de change du dollar américain ont porté aux nues l'endettement mondial. L'Europe et le Japon ont été touchés à la fois par la hausse du prix du pétrole (deuxième choc pétrolier), l'appréciation du dollar US et la fuite des capitaux vers les États-Unis (attirés par la hausse du taux d'intérêt américain). En revanche, les États-Unis n'ont pratiquement pas souffert de la crise pétrolière sauf pour l'année 1982 (due à la hausse des taux d'intérêt). Quant à la hausse du prix du pétrole facturé en dollars, il ne tenait qu'à la Fed d'en émettre.

D'autre part, la politique monétaire restrictive de la Fed américaine ne laissait aucune marge de manœuvre, sur le plan monétaire, à l'Europe. Toutes injections de liquidités pour monétiser leurs déficits pétroliers étaient sanctionnées par les marchés. C'est ainsi que le franc français est passé de 4,066388 FR/USD, en décembre 1979, à 10,111696 FR/USD, en mars 1985. Le change du dollar a plus que doublé. Le deutschemark de 1,735014 DEM/USD, en décembre 1979, à 3,110070 DEM/dollar, en mai 1985. La livre sterling 0,454852 GBP/USD, en décembre 1979, à 0,911996 GBP/USD, en février 1985. (3)

3. LE TOURNANT DE L'ÉCONOMIE MONDIALE ET LES TRANSFORMATIONS GÉOPOLITIQUES DANS LES DÉCENNIES 1980 ET 1990

Il faut dire que, malgré les frictions internes, l'Occident a globalement réussi face au reste du monde qui s'est trouvé endetté. Le succès de la politique monétaire et financière, la dépendance du reste du monde des marchés financiers et l'endettement mondial ont amené naturellement les États-Unis et l'Europe à opter pour la « dérégulation de leurs systèmes financiers ». Qu'ils trouvaient rentable puisque libéraliser la finance mondiale, déréguler les marchés financiers leur permettaient, grâce au recyclage des pétrodollars et à l'endettement, d'avoir un moyen de contrôle sur le reste du monde.

Des continents entiers (Afrique, Amérique du Sud, une partie de l'Asie et le bloc socialiste de l'Est) ployaient sous le poids de la dette. Une situation de marasme et de faillite économique pour un grand nombre de pays dans le monde va provoquer, en 1986, un contrechoc pétrolier. Comme aujourd'hui avec le confinement d'une grande partie du monde suite à l'irruption de la pandémie, le Covid-19. Le prix du baril de pétrole a faibli jusqu'à atteindre 10 dollars.

Mais cette situation d'endettement mondial pour les pays occidentaux et la force hors norme du taux de change du dollar vont atteindre des limites. En effet, en 1985, les grands pays occidentaux, prévoyant le retournement pétrolier, ont programmé l'atterrissage en douceur du dollar. Les Accords de Plaza, à New York, le 22 septembre 1985, prévoyant des mesures concertées des grandes Banques centrales occidentales, amèneront un repli ordonné du dollar. Le taux de change moyen du dollar/franc passe de 8,665503 FR/USD, en septembre 1985, à 6,680336 FR/USD, en septembre 1986.

A suivre

Medjdoub Hamed

**Auteur et chercheur spécialisé en économie mondiale, relations internationales et prospective.*

Notes :

1. « Les aspects internationaux de la crise », par Joseph Stiglitz. Le 6 avril 2020

<https://www.project-syndicate.org/commentary/covid19-impact-on-developing-emerging-economies-by-joseph-e-stiglitz-2020-04/french>

2. « L'être, l'avoir et le pouvoir dans la crise, par Dominique Strauss-Kahn ». Le 10 avril 2020

<https://www.leclubdesjuristes.com/blog-du-coronavirus/libres-propos/letre-lavoir-et-le-pouvoir-dans-la-crise/>

Covid-19**La pandémie accélère sur le continent américain**

Le coronavirus poursuit ses ravages dans les Amériques, et touche ses dirigeants : la présidente bolivienne et le numéro deux vénézuélien ont annoncé jeudi l'avoir contracté, quelques jours après le président brésilien Jair Bolsonaro, alors que les Etats-Unis et le Mexique ont connu un nouveau record quotidien d'infections. "Je suis positive au Covid-19, je vais bien, je travaillerai à l'isolement. Ensemble, nous allons aller de l'avant", a tweeté la Bolivienne Janine Añez, qui est aussi candidate à l'élection présidentielle du 6 septembre. "Je serai en quarantaine pendant quatorze jours et ferai un autre test. Je me sens bien", a ajouté la dirigeante de droite de 53 ans dans une vidéo postée sur son compte Twitter. Trois membres de son gouvernement avaient fait savoir ces

derniers jours qu'ils avaient été contaminés.

Elle est devenue présidente par intérim de la Bolivie après la démission et l'exil du président de gauche Evo Morales en novembre 2019. La Bolivie --onze millions d'habitants-- a comptabilisé 42.984 cas de contamination et déplore 1.577 décès liés au Covid-19. Quasiment au même moment, au Venezuela, le président de l'Assemblée nationale constituante et numéro deux du parti présidentiel (PSUV) Diosdado Cabello révélait avoir été contaminé. Il avait interrompu mercredi son émission hebdomadaire, précisant être "en train de lutter contre une forte allergie". "Toute ma solidarité (...). Il est en train de se reposer, il va bien", a réagi le président Nicolas Maduro, annonçant à cette occasion qu'Omar Prieto, gouverneur de l'Etat de

Zulia (ouest) qui se trouve à la frontière avec la Colombie et où est localisé le plus important foyer de Covid-19 au Venezuela, était également atteint par la maladie.

Selon les chiffres officiels --qui sont sous-estimés d'après l'opposition et des ONG comme Human Rights Watch--, 8.372 cas et 80 décès ont été confirmés dans le pays. C'est bien moins qu'au Brésil, pays d'Amérique latine le plus affecté et deuxième au monde, où le dernier bilan faisait état jeudi de 69.184 morts (+1.220 en 24 heures) et 1,75 million de cas (+42.619).

Son président d'extrême droite Jair Bolsonaro, ouvertement sceptique sur la pandémie et opposé aux mesures de protection contre le virus, a annoncé mardi avoir été contaminé. Il claironnait deux jours plus tard qu'il allait "très bien".

Transmission possible de la mère au bébé

Les mères positives pour le Covid-19 peuvent transmettre le virus à leurs enfants à naître, d'après de "solides preuves" dévoilées jeudi par des chercheurs dont les travaux pourraient avoir un impact sur la protection des femmes enceintes pendant la pandémie. Bien qu'il y ait eu que des cas isolés de bébés infectés par le nouveau coronavirus, ces résultats montrent le lien le plus fort à ce jour sur la transmission mère-enfant. Les chercheurs ont étudié 31 femmes enceintes hospitalisées infectées et ont trouvé le virus dans un placenta à terme, le cordon ombilical, le vagin d'une femme et dans le lait maternel. Ils ont également identifié des anticorps spécifiques du Covid-19 dans les cordons ombilicaux chez plusieurs femmes ainsi que dans des échantillons de lait. Claudio Feni-

zia, de l'Université de Milan et auteur principal de l'étude, a déclaré que les résultats "suggèrent fortement" qu'une transmission in utero est possible. "Compte tenu du nombre de personnes infectées dans le monde, le nombre de femmes susceptibles d'être touchées par ce phénomène pourrait être potentiellement très élevé", a-t-il expliqué à l'AFP. Aucun des nourrissons nés au cours de la période d'étude n'était positif pour le Covid-19, a souligné le chercheur. "Bien que la transmission in utero semble possible, il est trop tôt pour évaluer clairement le risque et les conséquences potentielles", a-t-il dit. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a indiqué le mois dernier que les mères infectées par le nouveau coronavirus devraient continuer à allaiter.

"Nous savons que les enfants

courent un risque relativement faible de Covid-19, mais sont à risque élevé de nombreuses autres maladies et affections que l'allaitement maternel empêche", a déclaré le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus. Entre autres découvertes, l'équipe a identifié une réponse inflammatoire spécifique déclenchée par le Covid-19 chez ces femmes dans le plasma sanguin du placenta et du cordon ombilical. Les femmes étudiées étaient toutes dans leur troisième trimestre de grossesse, a précisé le chercheur ajoutant que davantage de recherches sont en cours parmi des femmes positives pour le Covid-19 aux premiers stades de la grossesse.

"Notre étude vise à sensibiliser et à inviter la communauté scientifique à considérer la grossesse chez les femmes séropositives comme un sujet urgent à caractériser et décortiquer davantage", a lancé le Pr Fenizia. "Je crois que la promotion de la prévention est le conseil le plus sûr que nous pourrions éventuellement donner dès maintenant à ces patientes". L'étude a été rendue publique lors de la 23e conférence internationale sur le sida organisée cette semaine, pour la première fois en ligne en raison de la pandémie du Covid-19.

Chine**Le virus détecté sur des paquets de crevettes équatoriennes**

La Chine a annoncé vendredi avoir découvert des traces de coronavirus sur des emballages de crevettes en provenance d'Equateur, dans un contexte d'inquiétude envers les importations de produits surgelés. Des échantillons prélevés sur un conteneur et des paquets de crevettes blanches du Pacifique ont été testés positifs au nouveau coronavirus dans les ports chinois de Dalian (nord-est) et Xiamen (est), a annoncé l'Administration des Douanes. Des prélèvements effectués à l'intérieur même des paquets et sur les crevettes proprement dites se sont en revanche avérés négatifs, a précisé devant la presse un porte-parole des Douanes, Bi Kexin. La Chine s'inquiète pour la sécurité des produits alimentaires depuis la découverte le mois dernier d'un foyer épidémique dans un gigantesque marché de gros du sud de Pékin.

Des traces de virus y ont été isolées sur

une planche à découper du saumon d'importation. Bi Kexin a précisé que les Douanes avaient depuis testé plus de 220.000 échantillons prélevés sur des produits alimentaires et leurs emballages mais qu'aucun autre produit ne s'était avéré positif. La présence du virus sur les paquets de crevettes ne signifie pas forcément que cet aliment est contagieux, a-t-il souligné.

Pékin a par ailleurs bloqué les importations de plusieurs producteurs étrangers touchés par le nouveau coronavirus, notamment le volailler américain Tyson Foods et les abattoirs allemands Tönnies. L'Equateur est l'un des pays les plus touchés d'Amérique latine par la pandémie, avec plus de 62.000 cas de Covid-19, dont près de 5.000 décès. Les autorités font également état de plus de 3.000 décès probablement dus au nouveau coronavirus, mais non confirmés faute de tests.

Le Kazakhstan dément des affirmations chinoises sur un nouveau virus mortel

Le Kazakhstan a démenti vendredi des affirmations de l'ambassade chinoise selon laquelle un nouveau virus, plus mortel que le Covid-19, se répand dans plusieurs régions de ce gigantesque pays d'Asie centrale. Dans un message à destination de ses citoyens, l'ambassade chinoise à Nur-Sultan, la capitale kazakhe, a mis en garde jeudi contre une nouvelle maladie "au taux de mortalité de loin supérieur au Covid-19" qui aurait provoqué 1.772 morts au cours des six premiers mois de 2020 et "628 rien qu'en juin". Le communiqué parlait dans un premier temps de "pneumonie kazakhe" mais ce terme a ensuite été remplacé par "pneumonie non-Covid". Selon l'ambassade, trois régions du Kazakhstan sont touchées et des Chinois figureraient parmi les victimes.

Les affirmations "des médias chinois" ne "correspondent pas à la réalité", a assuré vendredi le ministère de la Santé kazakh, dans un communiqué cité par les médias locaux, sans faire néanmoins mention du communiqué de l'ambassade de Chine. Le ministère a fait état de patients enregistrés comme souffrant de pneumonie et non du nouveau coronavirus, bien qu'ils en aient eu des symptômes, parce que les résultats

des tests Covid-19 étaient négatifs. Interrogé au sujet du communiqué de son ambassade à Nur-Sultan, le porte-parole de la diplomatie chinoise, Zhao Lijian, a déclaré aux journalistes que la Chine "souhaite également obtenir plus d'informations", ajoutant que Pékin "espère continuer à travailler avec le Kazakhstan pour combattre l'épidémie".

Les autorités kazakhes ont réintroduit la semaine dernière des mesures de confinement pour contrer la recrudescence de cas de coronavirus : au total, le pays avait enregistré vendredi officiellement 57.747 contaminations et 264 décès mais, comme chez ses voisins d'Asie centrale, il est accusé par des observateurs et ONG de minimiser l'ampleur de la pandémie. L'absence de tests de bonne qualité est citée comme une raison de cette sous-estimation.

Dans un article traitant du démenti du ministère de la Santé, le site pro-gouvernemental Tengri News cite un médecin qui assure que la hausse des cas de pneumonie est "une manifestation du coronavirus". Au Kirghizstan voisin, le ministère de la Santé a annoncé que les pneumonies seraient désormais incluses parmi les cas de Covid-19.

Indonésie Un responsable impose le voile au lieu du masque



Par Inanalif

Un responsable indonésien a demandé aux femmes fonctionnaires de sa région de porter un voile sur le visage au lieu d'un masque pour se protéger du coronavirus, déclenchant une controverse dans l'archipel. Des défenseurs des droits des femmes ont souligné qu'un voile cachant le nez et le bas du visage (niqab) n'offrirait pas de protection suffisante et apparaissait comme une nouvelle tentative d'imposer un code vestimentaire conservateur aux femmes dans le pays qui compte la plus grande population musulmane au monde. "C'est uniquement pour la prévention du Covid-19. Ce n'est pas fondé sur les enseignements religieux radicaux ou le fanatisme", s'est défendu Mohammad Suhaili Fadhill Thohir, régent du district central de Lombok, île indonésienne voisine de Bali.

Il a souligné à l'AFP que la règle n'était imposée que le vendredi, aux seules musulmanes et qu'aucune sanction n'était prévue pour celles qui ne s'y plieraient pas. Cette décision a été prise le mois dernier après que des fonctionnaires se sont

plaintes de devoir porter un masque lors des exercices sportifs organisés chaque vendredi, a-t-il noté. "Pour être sûr que les fonctionnaires couvrent leur bouche et leur nez, nous leur avons demandé de porter un voile". Ce type de voile sur le visage est courant dans certains pays du Golfe mais pas en Indonésie où la majorité des musulmanes portent un hijab.

Même si la règle n'est obligatoire que le vendredi, de nombreuses employées de l'administration locale ont commencé à porter un voile sur le visage les autres jours de la semaine, a constaté un journaliste de l'AFP. Environ 90% des quelque 4.000 femmes employées par l'administration de Lombok centre sont musulmanes. Yayuh, une fonctionnaire interrogée par l'AFP, a indiqué s'attendre à ce que la mesure devienne de rigueur tout au long de la semaine.

"Mais ça ne me dérange pas, c'est une façon d'apprendre quels sont les vêtements recommandés par les enseignements de l'islam", a-t-elle observé. Les défenseurs des droits ont protesté contre cette mesure. "Un masque doit remplir certains critères pour éviter la contamina-

tion", a relevé Andy Yentriyani, membre de la Commission contre les violences faites aux femmes. "Cette politique doit être révoquée parce qu'elle menace le droit des femmes à protéger leur santé".

Andreas Harsono, collaborateur de l'ONG Human Rights Watch en Indonésie a observé que cette mesure était "de toute évidence une extension" de la politique qui a rendu le hijab obligatoire pour les filles musulmanes dans les quelque 300.000 écoles publiques de l'archipel. Certaines régions parmi les plus conservatrices, comme Aceh sur l'île de Sumatra ont imposé le hijab à toutes les femmes, tandis qu'à Lombok il est obligatoire pour les fonctionnaires.

Dans un communiqué, HRW a appelé le gouvernement indonésien à réagir pour préserver la liberté des femmes, faute de quoi cette mesure "pourrait déboucher sur une nouvelle régulation locale demandant à toutes les femmes de porter le niqab" à Lombok. L'Indonésie, qui a eu longtemps la réputation de pratiquer un islam très tolérant, a vu les courants musulmans conservateurs gagner du terrain ces dernières décennies. (AFP)

La Grèce renforce les contrôles à la frontière terrestre



Suite à l'augmentation des cas de Covid-19 dans les Balkans voisins et à plusieurs cas "importés" ces derniers jours, Athènes a décidé de prendre des mesures "pour les ressortissants de pays voisins arrivant par la frontière terrestre".

"Tous ceux qui entreront, à partir de mardi 14 juillet, par le poste frontalier de Promahonas avec la Bulgarie devront présenter des tests négatifs réalisés jusqu'à 72 heures avant leur arrivée en Grèce", a précisé vendredi le porte-parole du gouvernement grec, Stelios Petsas. Vendredi, 29 touristes en provenance de Bulgarie et de Roumanie ont été testés positifs au coronavirus au poste-frontière de Promahonas. Au moins sept touristes serbes à travers

le pays ont également été testés positifs au Covid-19 depuis lundi et placés en quarantaine.

Après un regain du nombre de cas en Serbie, la Grèce a décidé dimanche de fermer ses frontières à tous les ressortissants de Serbie jusqu'au 15 juillet. Dès l'ouverture de ses frontières à la mi-juin, la Grèce a décidé d'effectuer de tests aléatoires sur les touristes arrivant dans le pays.

Les voyageurs devaient remplir un questionnaire en ligne 48 heures à l'avance et recevoir un code-barre déterminant s'ils doivent être soumis à un test de dépistage à leur arrivée. "Désormais ce questionnaire devra être rempli 24h à l'avance", a précisé le porte-parole du gouvernement Stelios Petsas. "Le

nombre de tests réalisés va être renforcé. Jusqu'à dimanche, plus de 300 contrôles seront réalisés en Grèce", a-t-il également assuré. Alors que le bilan en Grèce reste toujours particulièrement bas, avec seulement 193 morts, le fait que plus de la moitié des cas proviennent actuellement des touristes est un sujet de préoccupation. "Les mesures d'allègement du confinement ont provoqué un effet rebond de la première vague", a estimé sur la chaîne de télévision Skai, Athanassios Tsakris, le chef du département de microbiologie de la faculté de médecine d'Athènes. Selon l'expert, dans les jours prochains, "il est possible qu'une plus importante augmentation (des cas) soit observée".

L'Espagne intérieure vidée de ses touristes par la pandémie



Par Alvaro Villalobos

Habituellement, le Bar Santos, situé en face de la mosquée-cathédrale de Cordoue, grouille de clients venus pour sa fameuse omelette de pommes de terre, une institution. Mais avec le coronavirus, "tout est mort", lâche son propriétaire. La mosquée-cathédrale, monument le plus fréquenté de cette ville andalouse, n'a reçu depuis sa réouverture le 25 mai que 16.000 visiteurs, soit l'équivalent d'une semaine "normale", explique à l'AFP le chanoine porte-parole, José Juan Jimenez Güeto. "Il faudra des mois pour rattraper cela", prévient-il, même si les 151 emplois du site ont été préservés grâce à l'excédent des années précédentes, qui permettra aussi de poursuivre les travaux de restauration. Autour, de nombreux bars, hôtels et boutiques sont fermés. Et les touristes étrangers arrivent au compte-goutte. Dans le Bar Santos, seul travaille le propriétaire, Jesus Maldonado, dont l'activité représente "un quart de la normale". Ses dix employés sont au chômage partiel.

Les conséquences de la pandémie sur le tourisme, qui représente 12% du PIB espagnol, se font durement sentir dans les villes de l'intérieur de l'Espagne, qui n'attirent pas en été autant de visiteurs que les plages mais ont développé une riche offre culturelle.

C'est dans ces cités, comme Grenade, Tolède ou Ségovie, que "la situation est la plus difficile", avec "une chute du chiffre d'affaires supérieure à 50%" dans les bars et restaurants des centres historiques, assure la fédération nationale de l'hôtellerie.

En Andalousie, le taux d'occupation des hôtels de l'intérieur est de 25% en moyenne, dix points de moins que les prévisions pour les établissements côtiers en juillet, détaille Francisco de la Torre, président de l'organisation patronale régionale de l'hôtellerie, Horeca. Bars et restaurants andalous pourraient perdre jusqu'à un tiers de leurs emplois, selon lui.

SANS TOURISTES ASIATIQUES

En Espagne, deuxième destination touristique mondiale

derrière la France, les dépenses des touristes internationaux ont chuté de 62% sur un an de janvier à mai, selon des données officielles.

A Ronda, petite cité andalouse célèbre pour ses arènes et son pont surmontant de spectaculaires falaises, Maria Lara Galindo travaillait depuis dix ans comme guide pour des groupes de visiteurs asiatiques.

Mais depuis la mi-mars, "je n'ai pas repris le travail, il n'y a rien", raconte-t-elle. Japonais et Sud-Coréens sont désormais autorisés à entrer dans l'Union européenne, mais ils ne devraient pas revenir avant l'été prochain, selon elle, et davantage en couple ou famille qu'en groupe. Maria Lara est l'une des 500.000 travailleurs indépendants que compte le secteur touristique espagnol. Entre 70.000 et 100.000 d'entre eux pourraient perdre leur emploi, selon l'Association des travailleurs indépendants (ATA).

MORNE SÉVILLE

A Séville, les visiteurs étrangers sont quasi absents, et les Espagnols rares. Jordi Reinés, infirmier de Barcelone, a préféré annuler un voyage prévu au Portugal pour passer ses vacances en Andalousie. "Les voyages à l'étranger, nous n'y pensons même pas", lance sa compagne, Noemi Garcia. "L'année est perdue, les gens n'ont pas assez confiance pour voyager", constate José Romero, propriétaire d'un kiosque de glaces et de boissons situé devant la célèbre Place d'Espagne. Son négocioc lui rapporte à peine 10% de ce qu'il gagnait l'an dernier à la même époque, dit-il, alors que les dix boutiques de souvenirs autour de lui sont fermées.

"L'incertitude et la peur retardent tout", soupire Isabel Diaz, qui vient de rouvrir la boutique familiale d'éventails après quatre mois de fermeture, du jamais vu même pendant la Guerre civile (1936-1939).

Les nouveaux foyers de contagion inquiètent, car "un jour c'est l'enthousiasme généralisé" et le suivant "les gens s'enferment de nouveau", résume Celia Ferrero, vice-présidente de l'ATA. "La consommation est toujours sous le choc du Covid, et le restera jusqu'à ce qu'il y ait une solution". (AFP)

2

20.10 Fort Boyard



Pour cette 31ème saison, le Père Fouras a mis les bouchées doubles pour protéger encore mieux son trésor des nouveaux assaillants. Il a recruté une poupée géante et parlante Cyril Gossbo à l'effigie de Cyril Féraud et le professeur Kevin, interprété par l'humoriste Kevin Razy. Parmi les nouvelles épreuves, le cabinet de Tata Fouras et le turbo basket. Ce soir, Camille Cerf, Clémence Botino, Booder, Claude Dartois et Tom Leeb partent à l'assaut du fort.

3

20.05 Mongeville et Magellan



Série policière - France - 2017
- Un amour de jeunesse
Avec Jacques Spiesser, Francis Perrin, Pierre Aussedat, Jean Philippe Lachaud
Delphine, commissaire d'une exposition de peinture, est introuvable... tout comme le chef-d'œuvre de la collection. Tout porte à croire qu'il s'agit d'un vol prémédité. Et Delphine serait victime d'une mise en scène. A Bordeaux, où tous se sont connus, les deux policiers vont devoir retrouver cette femme et apprivoiser sa fille, Sara, au tempérament de feu. Chacun espère être celui qui lui ramènera sa mère.

4

20.05 Tom et Jerry et l'anneau magique



Tom est désormais l'animal de compagnie d'un jeune magicien prénommé Chip qui habite un manoir délabré. Durant son absence, le sorcier confie au chat une tâche de taille : la surveillance d'un anneau magique d'une valeur inestimable. Mais Jerry, la malicieuse souris qui a suivi son ennemi juré dans sa nouvelle demeure, décide de jouer avec le précieux objet. Alors qu'il se le passe autour de la tête comme un chapeau, il ne parvient plus à le retirer... Tom se lance alors à sa poursuite.

5

arte

TF1

10.15 La maison France 5
11.50 Des Bushmen en Europe
13.00 Je serai un homme
13.55 Mission Galápagos
14.50 Tohoku, le Japon sauvage
15.55 Décollage pour l'Amérique
16.45 C dans l'air
18.00 Vivre loin du monde
18.50 Agitateurs de goût
19.20 Une maison, un artiste
19.50 Echappées belles
21.20 Une des dernières soirées de Carnaval

10.55 Mystérieux lézards : Une évolution inattendue
11.45 Le réveil des dinosaures géants
12.40 Egypte : les momies de compagnie
13.35 Enfants du Soleil
16.15 GEO Reportage
17.00 République dominicaine : La joie de vivre
17.50 Arte reportage
19.05 28 minutes samedi
19.50 Héliopolis, la cité solaire des pharaons
20.45 Cités englouties : Thonis-Héracléon en Egypte

08.35 Tellement vrai
13.50 The Middle
15.40 The Big Bang Theory
20.05 Superstore
21.25 Young Sheldon



CANAL+ 20.09

ANNABELLE : LA MAISON DU MAL

Film d'horreur - Etats-Unis - 2019

Avec Vera Farmiga, Patrick Wilson, McKenna Grace, Madison Iseman
En 1971, Ed et Lorraine Warren, démonologues et spécialistes des maisons et objets hantés, rencontrent Debbie et Camilla, deux jeunes femmes qui leur confient Annabelle, une poupée étrangement liée à des événements violents. Sur le chemin du retour, en pleine nuit, les Warren passent non loin d'un étrange accident de la route avant de se perdre inexplicablement. Après une série d'événements inquiétants, Ed et Lorraine comprennent que la poupée sert de balise à différents phénomènes inquiétants.

RTL9 19.50

EVENT HORIZON, LE VAISSEAU DE L'AU-DELÀ



Film de science-fiction

- Etats-Unis - Grande-Bretagne - 1997
Avec Laurence Fishburne, Sam Neill, Kathleen Quinlan, Joely Richardson
En 2047, un vaisseau spatial dirigé par le capitaine Miller accueille à son bord un physicien, William Weir, pour une mission vers Saturne. Weir apprend à l'équipage qu'ils partent à la recherche de l'Event Horizon, un navire interstellaire, capable de créer ses propres trous noirs, disparu depuis sept ans. Weir a capté un signal qui guide Miller et son équipage vers l'épave, qu'ils retrouvent peu après.

CANAL+ family 19.50

DORA ET LA CITÉ PERDUE



Film d'aventures

- Australie - Etats-Unis - 2019
Avec Isabela Moner, Michael Peña, Eva Longoria, Q'orianka Kilcher
Dora, âgée de 6 ans, est triste de voir son cousin et meilleur ami Diego quitter la jungle pour la grande ville. Avec le singe Babouche, ils ont passé une dernière journée ensemble à s'inventer des aventures. Lors du dîner, les parents de la petite fille leur racontent la légende de Parapata, une ville construite par les Incas. 10 ans plus tard, la jeune fille part vivre chez Diego.

TÉLÉVISION

TF1

20.05 Le grand bêtisier



09.35 La vie secrète des chats
11.00 Les douze coups de midi
11.55 Météo
12.00 Le Journal
12.35 Reportages découverte
13.50 Grands reportages
15.10 Les docs du week-end
16.50 50mn Inside
18.00 50' inside
18.50 Petits plats en équilibre été
18.55 Météo
19.00 Le journal
19.35 Habitions demain
20.00 Météo

Présenté par Karine Ferri, Christophe Beaugrand

Les animateurs présentent une sélection des images les plus drôles et les plus surprenantes de la saison écoulée. Au programme de cette soirée : lapsus, fous rires, moments de solitude, chutes spectaculaires, dérapages en tous genres mais également le bêtisier des fictions françaises, les moments cultes de la télé-réalité, les candidats les plus déjantés des jeux télévisés...

6

20.05 Le petit Nicolas



09.50 66 minutes : grand format
11.40 Météo
11.45 Le 12.45
12.20 Scènes de ménages
13.55 Chasseurs d'appart'



18.45 Le 19.45
19.10 Météo
19.25 En famille

Film pour la jeunesse - France - 2009

Avec Valérie Lemerrier, Kad Merad, Maxime Godart, Sandrine Kiberlain

Nicolas a des parents qui l'aiment, une bande de chouettes copains et souhaite que rien ne vienne ternir son heureux quotidien. Mais, un jour, il surprend une conversation qui lui laisse penser que sa mère est enceinte. Il imagine alors la pire : un petit frère va naître et prendra sa place dans le cœur de ses parents qui l'abandonneront. Son seul espoir : trouver un plan pour empêcher ce désastre.

CANAL+

21.52 Wedding Nightmare



Thriller - Etats-Unis - 2019

Avec Samara Weaving, Adam Brody, Mark O'Brien, Henry Czerny

En 1989, Alex et Daniel Le Domas, deux jeunes garçons, fils d'une famille qui a fait fortune en vendant des jeux de société, assistent à une scène atroce pendant le mariage de leur tante. Trente ans plus tard, Grace, juste avant d'épouser Alex, se voit offrir une chance de tout abandonner. La jeune femme se marie pourtant avec son promis et le soir même est conviée à un jeu mystérieux avec tous les membres de la famille.

PLANETE +

08.31 Avions de combat
09.21 La malédiction d'Edgar
11.01 Pepsi vs Coca : La guerre des colas
12.29 Le marcheur du Nil
13.22 Faites entrer l'accusé
15.00 Topoi : c'est l'époque qui veut ça
16.45 Les bâtisseurs de l'impossible
18.13 Des îles sous influence
19.08 American Pickers, la brocante made in U.S.A.

TFX

08.05 Les infos
08.10 Nicky Larson
09.40 Signé Cat's Eyes
11.45 Super Nanny



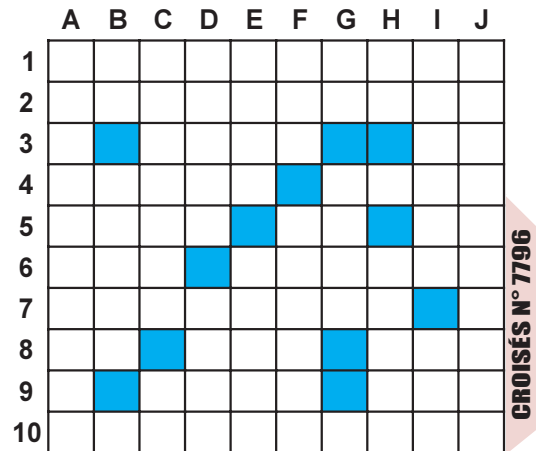
15.10 Familles nombreuses : la vie en XXL
20.05 Chroniques criminelles

W9

09.40 L'hebdo de la musique
11.35 Météo
11.40 Scorpion



16.55 La petite histoire de France
20.00 Météo
20.05 30 ans de musique sur M6



Horizontalement:

1. Ils ne peuvent être touchés par la marque du temps.
2. Collutoire.
3. Presse tirée. Infinitif.
4. Feu entre le marteau et l'enclume. A moitié dit.
5. Fait marcher pour marcher. Note. Prennent du galon.
6. Bête. De pouvoir, elle a le pouvoir.
7. S'exprimer dans un canard.
8. Participe à la mort-aux-rats. Compagnon de club. Accident ischémique.
9. Oiseau. Scène du passé.
10. Remontants.

Verticalement:

- A. Restées sans connaissances.
- B. Tour de pige. De ton ou son.
- C. Des Gaulois qui ne pouvaient pas se payer des Gauloises ! Tête à gifles.
- D. Pierre semi-précieuse. Test.
- E. Sonde. Mal faisant.
- F. Mesure. Auteur des rayons et des ombres.
- G. Symbole du 83. Sapé.
- H. Lettres de classe. Conduit.
- I. Sort. Accès au classement.
- J. Boîtes à musique pour apprendre à chanter aux oiseaux.

N	O	P	U	J	N	O	N	G	I	P	M	A	H	C
O	R	R	E	I	L	O	B	R	E	E	R	G	A	
I	E	R	R	E	T	S	I	S	S	A	C	F	F	C
S	R	E	P	U	O	C	U	A	E	B	H	A	O	L
S	E	R	T	E	N	I	T	R	A	M	A	R	R	A
E	G	O	R	U	E	S	N	E	P	D	N	C	E	N
R	N	C	L	T	A	J	C	R	O	C	D	E	T	T
G	I	E	I	T	U	N	H	C	E	E	E	P	R	A
A	U	D	U	S	O	E	I	G	T	G	L	A	A	H
D	U	R	T	I	R	L	A	I	O	S	L	I	U	A
A	E	I	S	I	I	L	L	I	O	A	E	X	Q	R
R	C	L	S	T	I	E	S	P	D	S	I	S	A	O
E	U	S	E	T	D	M	E	A	L	A	B	O	U	R
P	O	O	E	I	E	R	D	E	H	P	O	R	T	S
N	D	E	F	I	E	G	A	N	I	A	R	R	A	P

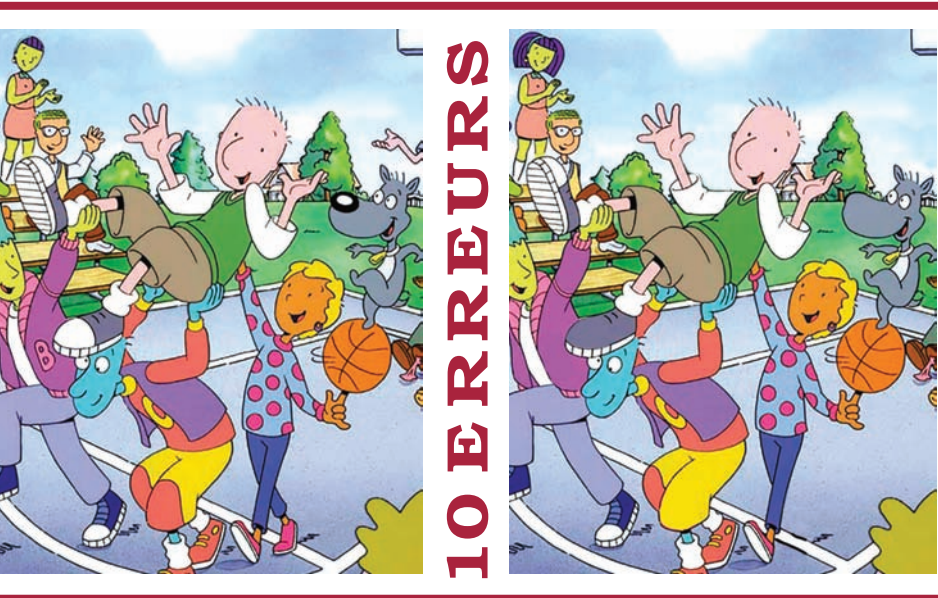
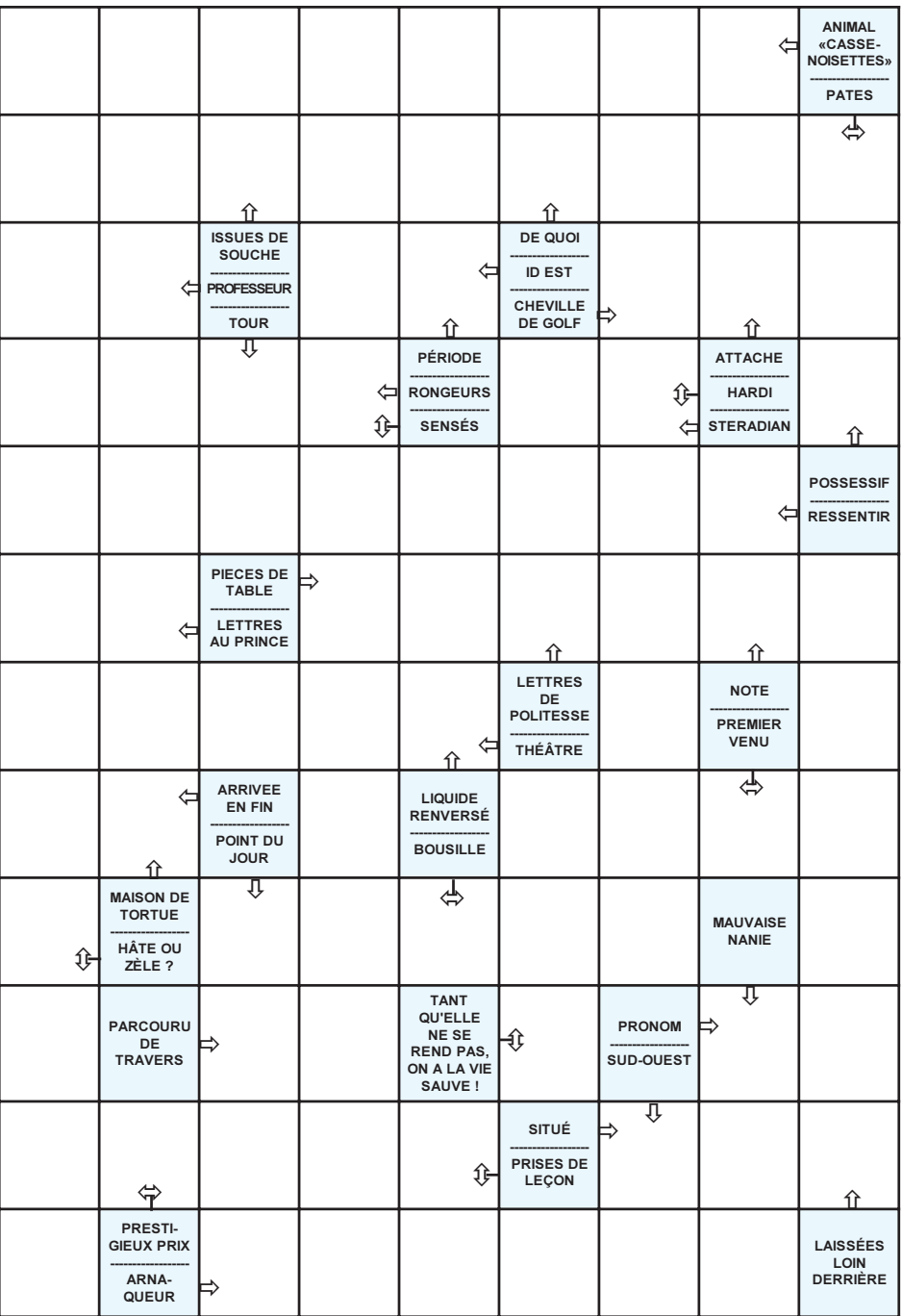
AGREER – AGRESSION – ASSISTER – AUDIT – BEAUCOUP – BOULIER – CHAMPIGNON – CHANDELLE – CROC – DADA – DECORER – DEFI – DOCILITE – DUEL – EGALITE – EGOISME – FARCE – FIDELITE – FORET – FOUR – HERISSON – INGERER – JUPON – JUSTICE – LABOUR – MARTINET – OASIS – PAIX – PARRAINAGE – PENSEUR – PULSION – QUART – REPOS – SATURER – STROPHE.

Les 9 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est un blindé.
- Mon 2e est une note de musique.
- Mon 3e signifie tellement.
Mon tout vend la poudre de perlimpinpin.

1	R	C	U											
14														

1	4	12	5	6	6	4	1	7	4					
4	11	7		5	8	1	9	4	6					
2	7	13	8	13	10	4		10	9					
4		10	4	4		6	11	5						
10		8	7		8		4		4					
9	5	14	15	4	6		9	5	10					
6	7	15		9	4	10	5	10	9					
		4	1	4		5	10	6	4					
6	4	6		9	8	3	9		1					
4	5		6	4	10	9	4	3	1					
5	3	14	4		4	7		10	4					
10	16		2	7	1	17	3	4	6					
2		1	5	6	4	3	1	6						
4	15		10	8	3	4	4		5					
6	5	3	9		16		4	5	3					

Jeux proposés par Chérifa Benghani



LES SOLUTIONS

CROISÉS N°7795

A	C	C	O	T	E	M	E	N	T
M	A	R	R	O	N	S	I	R	
P	R	I	E	A	S	S	A	I	
U	R	E	E	M	U	E	B		
T	E	E	P	O	I	N	T	U	
A	E	F	L	U	E	T	T		
T	L	I	E	R	I	R	A		
I	N	G	U	E	R	E	I		
O	B	I	E	R	E	L	O	R	
N	R	E	S	S	A	S	S	E	

SUDOKU N°795

5	7	6	8	4	3	9	2	1
2	4	8	7	9	1	6	5	3
1	9	3	2	6	5	4	8	7
3	8	5	9	1	7	2	4	6
7	6	9	4	5	2	1	3	8
4	2	1	6	3	8	5	7	9
9	3	7	5	2	6	8	1	4
6	1	2	3	8	4	7	9	5
8	5	4	1	7	9	3	6	2

FOUILLIS N° 7795
JUDO (Jus - Dos)

CODÉS N° 7795

1	C	2	O	3	L	4	E	5	S	6	T
7	I	8	A	9	N	10	R	11	U	12	P
13	O	14	V	15	B	16	H	17	G	18	M
19		20		21		22		23		24	
25		26									

	1				5	2			
		7			5			1	
	2				3	8	6	7	
	3	1			7				
4		6	5		2	8			
7		2			4	1	6		
2	7	5	1	9					
					6			8	
				4					



Bélier 21-03 au 20-04

Votre autorité s'exerce en ce moment beaucoup plus dans la famille, le foyer, que dans votre sphère professionnelle. Ce qui vous met dans une humeur en dents de scie...



Taureau 21-04 au 21-05

En ce moment, vous privilégiez la lecture ou les moyens de communication. Mais vous avez tendance à vous isoler ou à boudier. Dès demain, sortez de votre tour d'ivoire!



Gémeaux 22-05 au 21-06

N'ayez crainte de mettre en avant vos qualités et de penser à vos acquis personnels. Vos projets ont le vent en poupe et vos amis peuvent vous aider à les concrétiser.



Cancer 22-06 au 22-07

Votre tempérament se manifeste, en ce moment, par un élan qui vous pousse à vous démarquer. D'autant qu'aujourd'hui la réalisation personnelle et les ambitions professionnelles sont prioritaires.



Lion 23-07 au 23-08

Depuis quelques jours, vous vous isolez afin de faire le point ou préparer au mieux les lendemains qui viennent. Pensez à vous aérer de temps en temps!



Vierge 24-08 au 23-09

Vos amis vous sollicitent souvent, mais aujourd'hui vos pensées sont principalement dirigées vers l'argent. Attention à l'obsession!



Balance 24-09 au 23-10

Actuellement, vous visez haut et vous avez probablement raison. Mais vous gagnez à tenir compte de vos collaborateurs et... de votre partenaire.



Scorpion 24-10 au 22-11

Depuis quelque temps, vous avez envie d'entreprendre, d'élargir votre horizon. Mais les vicissitudes du quotidien freinent vos élans. Une chose après l'autre.



Sagittaire 23-11 au 21-12

Depuis un certain temps, vous ne pensez qu'à l'argent, mais cela développe votre pouvoir de création et vous rend très romantique.



Capricorne 22-12 au 20-01

Vous vivez une période où votre partenaire ou vos collaborateurs deviennent prioritaires. Pourtant, il ne faut pas oublier votre propre famille!



Verseau 21-01 au 18-02

Le travail devient votre souci majeur depuis quelque temps et vous multipliez avec raison les démarches et les contacts professionnels.



Poissons 19-02 au 20-03

Votre expression personnelle et votre pouvoir de création sont à l'ordre du jour. D'autant que cela vous permet de gagner un peu plus ou de pouvoir économiser.

Polémique en Allemagne sur les liens entre police et extrême droite



Les autorités allemandes doivent faire face à des accusations croissantes de proximité entre la police et la mouvance d'extrême droite, à la suite de menaces de mort envoyées à plusieurs responsables politiques. La polémique a enflé après des révélations selon lesquelles un ordinateur de la police de Francfort avait été utilisé pour rechercher les données personnelles d'une responsable politique de gauche de cette région. Celle-ci, Janine Wissler, a reçu plusieurs lettres ou emails de menaces de mort signés «NSU 2.0», une référence à un groupuscule néonazi allemand, dont les membres ont commis une dizaine d'assassinats racistes pendant la décennie 2000. Une avocate allemande connue pour défendre des migrants ou des Allemands d'origine étrangère, Seda Basay-Yildiz, a elle aussi reçu dans le passé des menaces de la part de ce mouvement extrémiste. Et plusieurs responsables politiques du parti conservateur de la chancelière Angela Merkel ont été visés. Le ministre de l'Intérieur de la région de Francfort, la Hesse, Peter Beuth, a annoncé dans ce contexte jeudi la nomination d'un «enquêteur spécial» pour tenter de faire la lumière sur cette affaire.

35 soldats tués, 30 disparus dans une attaque terroriste au Nigeria



Trente-cinq soldats nigériens ont été tués et 30 sont toujours portés disparus dans l'attaque terroriste contre un convoi militaire mardi dans le nord-est du Nigeria, selon un nouveau bilan cité jeudi par des sources sécuritaires. Des combattants présumés du groupe Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap) ont tendu une embuscade à des soldats sur une route située à 40 kilomètres de Maiduguri, la capitale de l'Etat du Borno. Un précédent bilan faisait état de 23 soldats tués. «D'autres corps ont été retrouvés», a déclaré une source militaire à l'AFP sous couvert d'anonymat. «Nous avons perdu 35 soldats, 18 sont blessés et 30 sont toujours portés disparus», a ajouté cette source. Une autre source au sein des milices civiles qui combattent aux côtés de l'armée a confirmé ce nouveau bilan. «On ignore si les 30 soldats disparus sont toujours en vie ou non», a déclaré cette source. «L'embuscade nous a pris par surprise. Les terroristes se cachaient le long de la route et ont ouvert le feu sur le convoi au moment de son passage», a expliqué cette source.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Tunisie: des «plans terroristes» visant le secteur touristique déjoués



Des «plans terroristes» visant le secteur touristique et des «lieux de souveraineté» ont été déjoués par l'unité tunisienne d'investigation dans les crimes terroristes relevant de la direction générale des services spécialisés de la sûreté, a annoncé jeudi le ministère de l'Intérieur tunisien.

L'unité a mené une opération «préventive qualitative ayant permis l'arrestation du principal élément du plan terroriste dans l'un des gouvernorats du grand Tu-

nis», a affirmé un communiqué rendu public par le ministère de l'Intérieur.

Il a précisé «qu'après son interrogatoire, l'élément a avoué avoir adopté la pensée takfiriste suite à son incarcération pour une affaire de droit commun dans une prison à l'étranger où il a côtoyé un dangereux terroriste impliqué dans une affaire terroriste». «L'individu interpellé projetait après son retour en Tunisie de mener des opérations qualitatives à la manière d'un «loup soli-

taire», a-t-il ajouté. Il a également approché d'autres individus de la même mouvance terroriste et ayant prêté allégeance à l'organisation terroriste Daech, selon le ministère.

Les individus «impliqués dans l'exécution à long terme des plans terroristes, la détermination des cibles et les opérations de suivi pour évaluer le déploiement sécuritaire dans les établissements ciblés ont été arrêtés», a ajouté le ministère de l'Intérieur tunisien.

Un espion égyptien présumé dans le service de presse de Merkel

La police allemande a indiqué jeudi avoir ouvert une enquête contre un espion égyptien présumé travaillant pour le service de presse de la chancelière Angela Merkel. L'homme est soupçonné «d'avoir travaillé pendant des années pour le compte d'un service de renseignement égyptien», a souligné le Renseignement intérieur allemand dans un rapport, précisant que l'enquête ouverte en décembre 2019 «se poursuit» aujourd'hui. Il n'a pas donné d'informations sur son identité ou sur son sort au cours des derniers mois, parlant seulement de «mesures» prises par la police à son encontre. Selon le quotidien allemand Bild, l'homme est un employé de la fonction publique allemande «de grade intermédiaire», hiérarchiquement à un niveau plus élevé que les



débutants mais ne faisant pas partie de la haute fonction publique. Il travaillait notamment au service des visites du centre de presse fédéral allemand, le Bundespresseamt, un service chargé notamment de la communication sur les activités

de la chancellerie. Cette affaire est en conséquence très embarrassante pour Angela Merkel. L'espion présumé s'occupait notamment dans ce cadre d'accueillir les visiteurs. Selon Bild, il pourrait en particulier avoir par ce biais surveillé des journalistes égyptiens.

Des enfants soldats dans les rangs de Daech au Sahel

La branche sahélienne de Daech a recours à des «enfants soldats, endoctrinés et entraînés», qui se retrouvent exposés aux opérations militaires françaises contre les terroristes, a déploré jeudi le commandant de la force Barkhane. «L'ennemi s'est durci, il n'hésite plus à recourir à des enfants soldats. Ces derniers sont endoctrinés et entraînés au maniement des armes», a souligné le général Pascal Facon lors d'une visioconférence avec la presse française, en soulignant que «cette exploitation abjecte nous met en difficulté dans le cadre de nos opérations». «La robustesse de nos procédures d'engagement nous permet de prévenir quasi-systématiquement les dommages collatéraux, pour autant il arrive que l'on constate lors des opérations de neutralisation la présence de mineurs», a-t-il poursuivi, sans expliciter dans combien de cas ces enfants soldats avaient été blessés ou tués. «Ces situations demeurent extrêmement rares mais il convient d'en avoir une pleine conscience», a-t-il insisté.

Soudan: sept ministres quittent le gouvernement de transition

Sept ministres du gouvernement soudanais de transition ont quitté leurs fonctions sur fond d'exigences populaires de meilleures «performances» de la part des dirigeants du pays, ont indiqué jeudi les autorités dans un communiqué. «Six ministres ont démissionné pour permettre un changement gouvernemental», a précisé le bureau du Premier ministre, Abdallah Hamdok, qui cite les ministres des Affaires étrangères, des Finances, de l'Energie, de l'Agriculture, des Transports et des Ressources animales. Le ministre de la Santé a, pour sa part, été limogé, est-il ajouté dans le communiqué sans plus de précisions. M. Hamdok a évoqué lors d'une réunion gouvernementale «le besoin d'évaluer la performance du gouvernement pour satisfaire la volonté de l'opinion publique qui a demandé une rectification de la voie de la révolution et un remaniement ministériel» lors de récentes manifestations, est-il encore précisé.

Le 30 juin, des dizaines de milliers de personnes avaient bravé le couvre-feu, alors en vigueur dans le cadre de la lutte contre le nouveau coronavirus, pour manifester leur mécontentement au sujet l'action du gouvernement.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

AVEU

De nouvelles mesures préventives contre la pandémie ont été décidées jeudi par le gouvernement. Le retour au confinement et à la mise en place d'une série de préventions et de contraintes pour la population est presque un aveu des difficultés sérieuses que rencontrent les autorités pour venir à bout d'un phénomène mortel décidé à s'installer dans la durée. Il était évident que l'Algérie avec ses faibles moyens ne pouvait mieux lutter sur un terrain pandémique mondial là où des puissances autrement mieux outillées dans tous les domaines s'avouent bel et bien désarçonnées.

La catastrophe sanitaire qui a déjà causé plus d'un demi-million de morts dans le monde et qui a contaminé plus de douze millions de personnes n'est pas une

mince affaire et démontre dans la tragédie que les mesurette autoritaires initiées contre elle ne sont que des palliatifs insuffisants et dérisoires. Le monde entier a fini par comprendre que le virus imposait un paradoxe monstrueux quand il s'agit de tout entreprendre pour la survie, mais en même temps contrarier et mettre à l'arrêt les activités qui permettent de garantir cette survie.

L'aveu des autorités, à la vérité, ne doit pas cependant s'arrêter au constat des incommodations quotidiennes et rester figé sur des questions d'incivisme et de comportements humains qui, bien qu'elles soient importantes, n'expliquent pas la vraie nature du problème. Il renvoie né-

cessairement à l'ensemble des structures sociales et économiques dans lesquelles évolue la société et démontre partout avec superbe que les cultures et les civilisations humaines ont toujours du mal à s'adapter aux grandes catastrophes naturelles. Sur ce large registre, il est à craindre que les Algériens dans leur majorité soient inscrits dans le danger car l'articulation de leur vivre ensemble et leur partage de l'espace commun mal organisés sous les effets des fortes urgences prédisposent à la croissance de tous les maux. La politique d'urbanisation souvent irréfléchie et la philosophie du logement hâtif pour tous avec ses milliers de cités-dortoirs où s'entasse la population, à elles seules, prises comme unique exemple présagent de futures perversions sociales et assurent la survenue de pandémies d'un autre genre.